

SDEG 16

308, rue de Basseau
16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00
Télécopie : 05 45 67 35 20
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr
Site internet : www.sdeg16.fr



**Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz
de la Charente**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
n°2026061CS0112**

Comité Syndical du 2 mars 2026

**Date de convocation : 18 février 2026
Date d'affichage : 4 mars 2026**

OBJET : Avenant n°4 au contrat de concession de service public portant sur la distribution publique de gaz naturel – SDEG 16 / GRDF.

L'an deux mille vingt-six, le deux du mois de mars à 9 heures 30, le Comité Syndical s'est réuni à l'Espace Paul Dambier, rue des Bouvreuils à Champniers, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

Secrétaire : Monsieur Jean REVEREAULT.

Nombre total de délégués :	74
Quorum :	38
Nombre de délégués présents au moment du vote :	45
Nombre de procurations au moment du vote :	1

Le Président demande à Madame Laure GAUTHIER, Directrice Générale des Services du SDEG 16, de présenter ce point de l'ordre du jour.

Laure GAUTHIER expose :

- Que le Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16) et la société GRDF ont conclu le 1^{er} juillet 2013 un contrat de concession portant sur la distribution publique de gaz naturel sur le territoire de 68 communes, entré en vigueur le même jour, pour une durée de 25 ans, soit jusqu'en 2038.

- Que ce contrat a donné lieu à la conclusion de trois avenants ayant eu pour objet d'étendre le périmètre du contrat à sept communes ayant ultérieurement transféré leur compétence en matière de distribution publique de gaz au SDEG 16.
- Qu'au cours de l'année 2023, les Parties se sont rapprochées aux fins d'examiner l'opportunité de substituer aux stipulations actuelles, des stipulations modernisées issues du modèle national de contrat de concession négocié et approuvé en 2022 entre la FNCCR et GRDF.
- Que le présent avenant a pour objet d'approuver les nouvelles stipulations contractuelles qui s'appliqueront à compter du 1^{er} mai 2026 et pour la durée résiduelle du contrat.
- Que l'avenant permet également d'avoir une nouvelle formule de calcul de la redevance (dont les termes sont ^{clairs} et complets et en principe non sujets à discussion entre les Parties contrairement au contrat actuel) avec une augmentation annuelle de plus de 50 000 €.
- Que les objectifs et actions en matière de transition énergétiques sont contenues dans l'annexe dédiée.
- Que les nouvelles dispositions permettent en outre de procéder à une actualisation des stipulations contractuelles au regard des évolutions du cadre juridique applicable à ce jour et qui a évolué depuis 2013.
- **Que concernant l'établissement d'une annexe contractuelle portant diagnostic technique et comptable de la concession :**

Alors que les parties ont longuement échangé au sujet de ce document qui avait pour objet de faire un bilan du contrat arrivant à échéance comme cela se pratique de manière habituelle, et que les parties avaient abouti à un document comportant des observations partagées, d'une part, et l'expression des positions respectives des parties d'autre part, GRDF n'a finalement plus souhaité annexer ce document au cahier des charges de concession.

Afin de ne pas freiner l'avancée des discussions sur les autres thèmes, le SDEG 16 a consenti à ce qu'aucun diagnostic de l'état du réseau ne soit annexé au nouveau contrat, alors même que le modèle national ayant servi de base aux discussions le prévoit pourtant (mais le modèle demeure facultatif).

Néanmoins, ce document établissant la situation technique et comptable de la concession, et comportant de manière claire et non équivoque le positionnement du concédant et du concessionnaire, le SDEG 16 entend soumettre ledit document à l'approbation du comité syndical.

Le Président

Précise :

- Que l'intégralité du dossier était joint aux convocations à la présente réunion à savoir :
 - l'avenant n°4 au contrat de concession et les documents annexés à savoir :
 - la convention de concession ci-jointe aux convocations,
 - le cahier des charges et ses annexes n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 6bis, 7, 8, 9, 10 et 11 joints aux convocations,
 - le diagnostic technique et comptable.

- Qu'il appartient au Comité Syndical d'en débattre, d'en délibérer et, si sa décision est favorable, de donner pouvoir au Président pour prendre toutes les décisions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la délibération.

Aucune question n'est posée.

Après en avoir débattu et délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité, par :

46 voix pour
0 voix contre
0 abstention

- **Approuve :**
 - l'avenant n°4 au contrat de concession et les documents annexés à savoir :
 - la convention de concession ci-jointe aux convocations,
 - le cahier des charges et ses annexes n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 6bis, 7, 8, 9, 10 et 11 joints aux convocations,
- **Autorise** le Président à signer les actes ainsi approuvés et à les exécuter.
- **Prend acte** des désaccords persistants et des sujets restés en suspens à l'issue de la négociation, et notamment sur la question du montant des droits du concédant au titre du contrat actuel (passifs de concession).
- **Approuve** le diagnostic technique et comptable tel qu'issu des échanges entre le SDEG 16 et GRDF mais que concessionnaire n'a pas souhaité annexer au contrat, joint aux convocations,
- **Habilite** le Président à prendre toutes les décisions, accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

En application des articles L. 5721-4 et L. 3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif Poitiers, 15 rue Blossac - CS 80541 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Un recours administratif préalable peut être exercé dans le même délai.



AVENANT N°4 AU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR

LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ NATUREL

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16)**, autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité, et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés, sis 308, rue de Basseau – 16021 ANGOULÊME, représenté par Monsieur Jean-Michel BOLVIN, son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Comité Syndical n° du ;

désignée ci-après : « **l'Autorité Concédante** »

Et

GRDF, Société Anonyme au capital de 1.835.695.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 17 rue des Bretons – SAINT-DENIS,

Représentée par Monsieur Alban MATHÉ, Directeur Clients-Territoires Sud-Ouest, dûment habilité,

désignée ci-après : « **le Concessionnaire** »

Préambule

Le Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16) et la société GRDF ont conclu le 1^{er} juillet 2013 un contrat de concession portant sur la distribution publique de gaz naturel sur le territoire de 68 communes, entré en vigueur le même jour, pour une durée de 25 ans, soit jusqu'en 2038.

Ce contrat a donné lieu à la conclusion de trois avenants ayant eu pour objet d'étendre le périmètre du contrat à sept communes ayant ultérieurement transféré leur compétence en matière de distribution publique de gaz au SDEG 16.

Au cours de l'année 2023, les Parties se sont rapprochées aux fins d'examiner l'opportunité de substituer aux stipulations actuelles, des stipulations modernisées issues du modèle national de contrat de concession négocié et approuvé en 2022 entre la FNCCR et GRDF.

Le présent avenant a pour objet d'approuver les nouvelles stipulations contractuelles qui s'appliqueront pour la durée résiduelle du contrat.

Article 1^{er} : Substitution des stipulations contractuelles

Le présent avenant a pour objet de substituer aux stipulations du contrat de concession conclu le 1^{er} juillet 2013 telles que modifiées par les avenants n° 1 du 31 juillet 2014, n° 2 du 31 juillet 2014 et n° 3 du 1^{er} février 2015, les stipulations contenues dans les documents annexés au présent avenant à savoir :

- Convention de concession et son annexe ;
- Cahier des charges de concession et ses annexes :
 - ANNEXE 1, Dispositions locales ;
 - ANNEXE 2, Plan d'actions pour la transition écologique du territoire et en faveur de la responsabilité sociale et sociétale du concessionnaire (2026 – 2030) ;
 - ANNEXE 3, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession prévu à l'Article 41 ;
 - ANNEXE 4, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;
 - ANNEXE 5, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante ;
 - ANNEXE 6, Mesure de la performance du Concessionnaire ;
 - ANNEXE 6 bis, précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance n°1 « patrimoine/canalisation » ;
 - ANNEXE 7, règles de calcul du taux de rentabilité des extensions de réseau ;
 - ANNEXE 8, Tarifs d'utilisation des réseaux ;
 - ANNEXE 9, Catalogue des prestations ;
 - ANNEXE 10, Conditions de Distribution ;
 - ANNEXE 11, Prescriptions techniques

Les stipulations contenues dans les documents listés ci-avant et annexées au présent avenant remplacent, la convention de concession (pièce intitulée « formation du contrat ») le cahier des charges de service public portant sur la distribution publique de gaz naturel et ses annexes dans leur version en vigueur à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, dans les conditions prévues par l'article 2.

Article 2 : Entrée en vigueur

L'avenant n°4 prend effet à compter du 1er mai 2026 après sa signature par les deux Parties après accomplissement par l'autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire et notification de l'avenant par l'Autorité Concédante au Concessionnaire.

Article 3 : Droits d'enregistrement

Le présent avenant n°4, signé par voie électronique avancée (AES), est dispensé des droits d'enregistrement.

Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Pour l'autorité concédante,
Le Président du SDEG 16

Pour le concessionnaire,

Jean-Michel BOLVIN

Alban MATHÉ

Annexes :

- Convention de concession
- Cahier des charges de concession et ses annexes :
 - ANNEXE 1, Dispositions locales ;
 - ANNEXE 2, Plan d'actions pour la transition écologique du territoire et en faveur de la responsabilité sociale et sociétale du concessionnaire (2026 – 2030) ;
 - ANNEXE 3, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession prévu à l'Article 41 ;
 - ANNEXE 4, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;
 - ANNEXE 5, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante ;
 - ANNEXE 6, Mesure de la performance du Concessionnaire ;
 - ANNEXE 6 bis, précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance n°1 « patrimoine/canalisation » ;
 - ANNEXE 7, règles de calcul du taux de rentabilité des extensions de réseau ;
 - ANNEXE 8, Tarifs d'utilisation des réseaux ;
 - ANNEXE 9, Catalogue des prestations ;
 - ANNEXE 10, Conditions de Distribution ;
 - ANNEXE 11, Prescriptions techniques



CONTRAT DE CONCESSION POUR LA DISTRIBUTION
PUBLIQUE EN GAZ SUR LE TERRITOIRE DU

SDEG 16

ENTRE

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Charente
(SDEG 16)

ET GRDF

**CONVENTION DE CONCESSION POUR
LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ
SUR LE TERRITOIRE DU SDEG 16**

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16)**, autorité organisatrice du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité, et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés, sis 308, rue de Basseau – 16021 ANGOULÊME, représenté par Monsieur Jean-Michel BOLVIN, son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Comité syndical n° [à compléter] du [à compléter] ;

désignée ci-après : « **l'Autorité Concédante** »

Et

GRDF, Société Anonyme au capital de 1.835.695.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 17 rue des Bretons – SAINT-DENIS, représentée par Monsieur Alban MATHÉ, Directeur Clients-Territoires Sud-Ouest, dûment habilité,

désignée ci-après : « **le Concessionnaire** »

Etant préalablement exposé

Le Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16) et la société GRDF ont conclu le 1er juillet 2013 un contrat de concession portant sur la distribution publique de gaz naturel sur le territoire de 68 communes, entré en vigueur le même jour, pour une durée de 25 ans, soit jusqu'en 2038.

Ce contrat a donné lieu à la conclusion de trois avenants ayant eu pour objet d'étendre le périmètre du contrat à sept communes ayant ultérieurement transféré leur compétence en matière de distribution publique de gaz au SDEG 16.

Les Parties se sont rapprochées aux fins de substituer aux stipulations actuelles, des stipulations modernisées et ainsi poursuivre leurs relations contractuelles en les adaptant aux exigences présentes et à venir d'un service public de qualité,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} - L'Autorité Concédante concède, dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales et par le code de l'énergie en particulier dans ses articles L.111-53, L.432-2 et L.432-8, au Concessionnaire qui accepte, la distribution du gaz, aux conditions du cahier des charges joint et de ses annexes sur le périmètre de la Concession constituée par les communes suivantes : Aigre, Angeac-Champagne, Ansac sur Vienne, Barbezieux-Saint Hilaire, Bourg-Charente, Brie, Chabanais, Chasseneuil sur Bonnieure, Chassors, Châteaubernard, Châteauneuf sur Charente, Cherves-Richemont, Chirac, Confolens, Dirac, Etagnac, Exideuil sur Vienne, Fléac, Foussignac, Gensac-La Pallue, Genté, Gimeux, Gondeville, Jarnac, Javrezac, Julienne, La Couronne, La Faye, La Péruse, La Rochefoucauld, Les Métairies, Linars, L'Isle d'Espagnac, Mainxe, Mareuil, Merpins, Mesnac, Montbron, Montignac-Charente, Mornac, Nercillac, Plaizac, Puyréaux, Raix, Réparsac, Rivières, Rouillac, Roullet-Saint Estèphe, Roumazières-Loubert, Saint Amant de Boixe, Saint Brice, Saint Laurent de Cognac, Saint Médard, Saint Même-Les Carrières, Saint Projet-Saint Constant, Saint Sulpice de Cognac, Sainte Sévère, Salles d'Angles, Sigogne, Sireuil, Taponnat-Fleurignac, Tourriers, Touvre, Trois Palis, Tusson, Vars, Vaux-Rouillac, Vignolles, Villebois-Lavalette, Villefagnan, Villejésus, Villejoubert, Vitrac-Saint Vincent, Vœuil et Giget, Voulgézac.

L'adhésion individuelle ou collective à l'Autorité Concédante et/ou le transfert à l'Autorité Concédante de communes déjà desservies par le Concessionnaire au titre de ses droits historiques postérieurement à l'entrée en vigueur du traité de concession entraînera l'application, sur leurs territoires, des stipulations de la Convention de Concession, du cahier des charges et de ses annexes, sous réserve de la signature d'un avenant qui complète la liste figurant ci-dessus.

Les commentaires figurant le cas échéant en bas de page du cahier des charges de Concession font partie de celui-ci ; cette disposition ne fait toutefois pas obstacle à ce que ces commentaires soient actualisés en fonction de l'évolution de la législation ou de la réglementation sans qu'il soit nécessaire d'en prendre acte par voie d'avenant. Les textes législatifs ou réglementaires cités dans le cahier de charges sont ceux en vigueur à la date de signature.

Article 2 - La durée du Contrat conclu le 1^{er} juillet 2013 est de 25 ans, et court jusqu'au 1^{er} juillet 2038. L'Autorité Concédante certifie qu'elle procédera aux formalités propres à rendre l'avenant approuvant la présente Convention exécutoire, conformément aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 - Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante en cas de modification du cadre législatif, réglementaire ou régulateur impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz, après une information dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule du cahier des charges.

Article 4 - Les Parties se rencontreront et examineront l'opportunité d'adapter par avenant leur situation contractuelle dans les circonstances suivantes :

- a) de manière systématique, tous les cinq ans,
- b) en cas de bouleversement des conditions technico-économiques de nature à rompre l'équilibre économique du traité de concession,
- c) en cas de modification significative des conditions techniques d'exploitation,
- d) en cas de modification du modèle de cahier des charges national,
- e) en cas de modification du cadre législatif ou réglementaire impactant de manière substantielle la distribution publique de gaz,
- f) en cas de nécessité de révision des indicateurs et des objectifs de performance mentionnés à l'article 44 du cahier des charges,
- g) en cas de modification du périmètre de la Concession.

Article 5 - Le Contrat de Concession, ensemble contractuel unique, est composé des pièces suivantes :

- pièce n°1 : la présente Convention de Concession,
- pièce n°2 : le cahier des charges de Concession, y compris son préambule,
- pièce n°3 : les annexes au cahier des charges listées à l'article 65 du cahier des charges.

En cas de contradiction ou de difficultés d'interprétation entre les différentes pièces du Contrat de Concession, l'ordre de préséance est fixé comme suit :

- la Convention de Concession prévaut sur les annexes et le cahier des charges,
- les dispositions de l'annexe 1 prévalent sur le cahier des charges.

Article 6 - La présente Convention, signée par voie électronique avancée (AES), est dispensée des droits d'enregistrement.

Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des Parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à Angoulême, le

Pour l'autorité concédante,
Le Président du SDEG 16

Pour le concessionnaire,
Le Directeur Clients-Territoires Sud-Ouest

Jean-Michel BOLVIN

Alban MATHÉ

**CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION
POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ**

SDEG16

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	10
I DISPOSITIONS GENERALES	12
Article 1 Définitions	12
Article 2 Service concédé	15
Article 3 Moyens affectés à la Concession	16
Article 4 Utilisation des ouvrages concédés	17
Article 5 Responsabilité du Concessionnaire	17
Article 6 Redevances de Concession	18
Article 7 Services aux Clients finals	20
II SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU	21
Article 8 Sécurité des personnes et des biens	21
Article 9 Surveillance du Réseau	22
Article 10 Entretien et maintenance	22
Article 11 Gestion du risque industriel	23
Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains	24
Article 13 Actions d'information des Clients finals	24
III RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE	25
Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau	25
Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals	25
Article 16 Branchements	28
Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes	28
IV TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE	30
Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux	30
Article 19 Coordination de voirie	30
Article 20 Protection de l'environnement	31
Article 21 Travaux et modification	32
Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux	34
V COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE	35
Article 23 Comptage	35
Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation	36
Article 25 Installations intérieures	37
Article 26 Caractéristiques du gaz distribué	38
Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué	40
Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué	41
VI CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS ET LES PRODUCTEURS	42
Article 29 Conditions générales pour l'accès au Réseau	42
Article 30 Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau	42
Article 31 Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement	43
Article 32 Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs	45
Article 33 Information en cas d'interruption du service	46
Article 34 Relation Client	47
Article 35 Qualification et traitement des réclamations	47
Article 36 Délais d'intervention	48
Article 37 Mesure de la satisfaction des Clients finals	48
Article 38 Information envers les Clients finals et les tiers	48
VII GOUVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES)	49
Article 39 Principes généraux	49
Article 40 Gouvernance des investissements	49
Article 41 Compte-rendu d'activité de la Concession	55
Article 42 Contrôle de la Concession	56

	Article 43 Données	57
	Article 44 Mesure de la performance du Concessionnaire.....	59
	Article 45 Pénalités	60
	Article 46 Règlement des litiges	61
VII	TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES	63
	Article 47 Planification énergétique territoriale	63
	Article 48 Aménagement de l'espace urbain	64
	Article 49 Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables ..	64
	Article 50 Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV	65
	Article 51 Compteurs communicants	66
	Article 52 Maîtrise de la demande en gaz	66
	Article 53 Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévenance des coupures pour impayés ..	67
	Article 54 Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée	67
	Article 55 Responsabilité sociale et environnementale.....	68
IX	ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION	69
	Article 56 Bilan à l'échéance du Contrat	69
	Article 57 Echéance du Contrat	70
X	DISPOSITIONS DIVERSES	71
	Article 58 Statut du Concessionnaire	71
	Article 59 Evolution des dispositions de portée nationale	71
	Article 60 Impôts, taxes et redevances réglementaires	71
	Article 61 Modalités d'application de la TVA	71
	Article 62 Faute grave du Concessionnaire.....	72
	Article 63 Mise en demeure.....	72
	Article 64 Élection de domicile	72
	Article 65 Liste des annexes.....	73
	ANNEXE 1 : DISPOSITIONS LOCALES	74
	ANNEXE 2 : PLAN D'ACTIONS POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE ET EN	
	FAVEUR DE LA RESPONSABILITE SOCIALE ET SOCIETALE DU CONCESSIONNAIRE (2026 – 2030)	80
	ANNEXE 3 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC).....	87
	ANNEXE 4 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE.....	88
	ANNEXE 5 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDEANTE POUR	
	L'EXERCICE DE SES COMPETENCES	93
	ANNEXE 6 : MESURE DE LA PERFORMANCE	98
	ANNEXE 6 BIS : PRECISIONS METHODOLOGIQUES RELATIVES A L'INDICATEUR DE	
	PERFORMANCE N°1	104
	ANNEXE 7 : REGLES DE CALCUL DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU	105
	ANNEXE 8 : TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX	110
	ANNEXE 9 : CATALOGUE DES PRESTATIONS	113
	ANNEXE 10 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION.....	114
	ANNEXE 11 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	115

PREAMBULE

L'Autorité Concédante et son Concessionnaire entendent affirmer en préambule leur attachement aux valeurs et aux principes généraux du service public : continuité, égalité de traitement entre les usagers placés dans une même situation, mutabilité, laïcité et neutralité. Ils adhèrent à la nécessité d'une adaptation permanente du service public aux exigences de qualité et de performance, qui sont autant de défis qu'il appartient aux collectivités concédantes et à leurs concessionnaires de relever pour répondre aux souhaits des usagers et aux besoins de l'activité économique.

Ils ont pris en compte la mutation qui est intervenue dans le secteur de la distribution publique du gaz qui doit aller de pair avec le renforcement du rôle des collectivités territoriales notamment dans le contrôle de la performance de leurs concessionnaires.

Ils ont également tenu à mettre l'accent sur les enjeux de la sécurité, de la gouvernance et de la transition écologique.

Il a par ailleurs été décidé la mise en place d'un Comité National de Suivi tripartite, composé de représentants de GRDF, de la FNCCR et de France Urbaine, chargé de veiller au bon déploiement du modèle de contrat approuvé par les trois organismes précités, de résoudre les éventuelles difficultés liées à ce déploiement et d'examiner les éventuelles évolutions à y apporter. Il est entendu que ce cadre national doit également s'adapter aux besoins spécifiques locaux et aux particularités propres à la Concession relatifs en particulier à la sécurité, à la qualité du service, à la gouvernance et à la transition écologique. La prise en considération de ces éléments donne notamment lieu aux dispositions locales convenues dans l'annexe 1.

Le Contrat de Concession, ainsi que les discussions qui ont précédé sa conclusion, s'inscrivent dans le cadre juridique actuel, notamment législatif et réglementaire, régissant le service public de distribution de gaz en zone de desserte historique.

GRDF (ci-après « le Concessionnaire ») bénéficie d'un droit exclusif dans sa zone de desserte, en qualité de gestionnaire des réseaux publics de distribution de gaz, conformément aux dispositions de l'article L. 111-53 du Code de l'énergie.

En application des dispositions de l'alinéa premier de l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales, l'Autorité Concédante est compétente pour négocier et conclure avec le Concessionnaire le contrat de Concession de distribution publique de gaz sur son territoire et exercer le contrôle du bon accomplissement des missions du service public fixées par le cahier des charges de Concession.

Les Parties entendent définir ensemble les conditions d'exercice des missions de service public. C'est l'objet du présent contrat (« *le Contrat* » ou « *la Concession* »), par lequel l'Autorité Concédante confie au Concessionnaire la gestion du service public de distribution de gaz sur son territoire.

En particulier, en application de l'article L.111-61 du Code de l'énergie, il est rappelé que le Concessionnaire « *assure l'exploitation, l'entretien et (...) le développement des réseaux de distribution (...) de gaz* ».

En application de l'article L. 432-8 du même Code, le Concessionnaire est notamment chargé « *de définir et de mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution* ». Il en assure ainsi la maîtrise d'ouvrage, étant précisé que l'Autorité Concédante, en application des dispositions de l'article L.432-5 du code de l'énergie, conserve « *la faculté de faire exécuter en tout ou partie à (sa) charge les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution* ».

En application de l'article L. 452-1-1 du Code de l'énergie, le tarif d'utilisation du Réseau de distribution de gaz fait l'objet d'une péréquation au niveau national, à l'intérieur de la zone de desserte du Concessionnaire.

Ce tarif, ainsi que ceux des prestations annexes réalisées exclusivement par le Concessionnaire, sont fixés par le régulateur (Commission de régulation de l'énergie ou « CRE ») en mutualisant l'ensemble des charges d'exploitation et d'investissement que le Concessionnaire supporte au périmètre de sa zone de desserte exclusive, dans la mesure où il s'agit de coûts correspondant à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace.

En sa qualité de gestionnaire de réseaux publics de distribution de gaz, le Concessionnaire est soumis à des missions et à des obligations de service public, définies par le législateur et codifiées au sein du code de l'énergie et du code général des collectivités territoriales ou encore fixées par voie réglementaire.

Dans le cadre ainsi rappelé, l'Autorité concédante entend également faire du présent Contrat de Concession un cadre adapté au service et au soutien de ses objectifs en matière de développement durable et de transition énergétique sur son territoire.

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Définitions

- (i) Pour l'application du présent Contrat et sauf stipulation contraire, les termes et expressions suivants ont le sens qui leur est donné ci-après :
- (ii) un jour sera interprété comme désignant un jour calendaire, étant précisé que, pour tout délai prévu au Contrat, si le dernier jour se trouve être un samedi, un dimanche ou un jour férié en France, ledit délai est reporté au jour ouvré suivant (tout jour à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés en France).

Aménagements généraux	Au sens de l'article 4.2 de la norme NF DTU 61.1.P6, ils comprennent notamment les gaines, ventilations, locaux et alvéoles techniques.
Branchement	Ouvrages assurant la liaison entre la conduite de distribution publique et le Compteur.
Branchement Individuel	Branchement desservant une seule Installation intérieure.
Branchement Collectif	Branchement desservant deux Installations intérieures ou plus. Il inclut les CICM. Dans le présent Contrat, certains articles peuvent viser soit la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale (excluant alors la ou les CICM), soit la partie du Branchement Collectif en aval de l'Organe de coupure générale (désignant alors la ou les CICM).
Branchement Particulier	Conduites/tuyauterie situées entre la Conduite Montante et l'amont du Compteur individuel ou, à défaut, l'Organe de coupure individuel.
Catalogue (des prestations)	Liste des prestations exclusivement réalisées par GRDF et de prestations relevant du domaine concurrentiel. Le Catalogue des prestations est élaboré conformément aux principes qui ont été définis par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) en application des articles L.452-2 et L.452-3 du Code de l'Energie.
Client(s) ou Client(s) final(s)	Personne(s) physique(s) ou morale(s) raccordée(s) au Réseau, et ayant un Point de Comptage et d'Estimation (PCE) actif au cours de l'année civile. Il(s) est (sont) destinataire(s) de la facturation du Fournisseur. Le nombre de clients de la concession est publié chaque année dans les Compte Rendu Annuel d'Activité (CRAC).
Conduite d'Immeuble (CI) et Conduite Montante (CM), ou CICM	Tuyauteries de gaz qui, dans les immeubles collectifs, permettent d'alimenter chacun des logements à partir du coffret gaz collectif de l'immeuble. Conduite d'Immeuble (CI) : tuyauterie de gaz d'allure horizontale située en aval de l'Organe de coupure générale et alimentant une ou plusieurs Conduites Montantes, ou des nourrices dans des locaux ou placards techniques gaz ou des tiges-cuisines et parfois directement des Installations intérieures. Conduite Montante (CM) : conduite de gaz verticale pour la plus grande partie, raccordée à une Conduite d'Immeuble et alimentant les différents niveaux de cet immeuble.
Compteur et PCE	Equipement permettant de totaliser les volumes de gaz qui le traversent. Le Point de Comptage et d'Estimation (PCE) est un numéro unique qui permet d'identifier chaque installation de consommation de gaz.
Extension	Partie de canalisation de distribution publique à construire depuis sa localisation d'origine jusqu'au droit du point de Branchement envisagé.

Fournisseur(s)	Entité chargée d'acheter l'énergie gaz et de la revendre sous forme d'énergie aux Clients finals, professionnels ou particuliers. Il(s) assure(nt) une activité de commercialisation par le biais de contrats de fourniture passés avec les Clients finals.
Gaz	Gaz naturel d'origine fossile, majoritairement composé de méthane circulant dans le Réseau selon la réglementation en vigueur. N'entre pas dans cette définition tout gaz non composé majoritairement de méthane. Il peut en outre être injecté dans le Réseau dans les conditions du présent cahier des charges du Gaz renouvelable, défini ci-après
Gaz renouvelable(s)	Gaz d'origine renouvelable ou de récupération, injectable dans le Réseau selon la réglementation en vigueur, et obtenu par divers procédés, notamment : transformation de la biomasse par fermentation biologique (méthanisation) ou par un procédé thermochimique (gazéification hydrothermale), transformation de déchets à très haute température (pyrogazéification), électrolyse de l'eau réalisée à partir d'électricité renouvelable (power-to-gas).
Gestionnaire de réseaux de distribution de rang 2	Tout opérateur d'une nouvelle concession non directement raccordée au réseau de transport.
Installation intérieure	Commence à l'aval du Compteur individuel ou, en l'absence de Compteur individuel, à l'aval de l'Organe de coupure individuelle.
Organe de coupure individuelle (OCI)/ générale (OCG)	Vanne, robinet ou obturateur comme défini par l'article 9 de l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes.
Participation(s)	Recettes perçues par le Concessionnaire, versées par des tiers (aménageurs, collectivités, Usagers, autres) au titre d'une prestation du Catalogue (annexe 9), hors contributions versée par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'article R432-10 du Code de l'Énergie.
Poste de détente transport / distribution	Poste visé à l'article 2 de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de l'article 2 de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations. Cette limite d'exploitation s'applique à l'ensemble des postes transport/distribution utilisés par le Concessionnaire qui sont des postes démontables au sens de cet arrêté sauf exceptions locales.
Poste d'injection	Installation située à l'extrémité amont du Réseau de distribution, assurant les fonctions de détente et régulation de pression, de sécurité ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant, notamment, de déterminer les quantités de Gaz renouvelable injectées par un site de Producteur.
Poste de livraison	Installation située à l'extrémité aval du Réseau et constituée de : - Poste de détente - équipement de comptage (Compteur et module de relevé à distance) - convertisseur et enregistreur le cas échéant.
Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)	Quantité de chaleur (en kWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante et à une température initiale de zéro Celsius, comprenant la quantité de chaleur restituée par la condensation de la vapeur d'eau.
Producteur	Personne physique ou morale qui produit du Gaz renouvelable injecté dans le Réseau.

Raccordement	Opération d'étude et de travaux pour relier une canalisation existante à une construction, y compris celle d'un Producteur. Une fois réalisé, le Raccordement fait partie du Réseau. Il peut être constitué d'un Branchement et, le cas échéant, d'une Extension de canalisation de Réseau.
Réseau (public de distribution)	Ensemble des ouvrages, installations et systèmes, dont l'exploitation est confiée au Concessionnaire en application du présent Contrat.
Service	Service public de distribution de gaz, tel que défini à l'article 2 du cahier des charges
Usagers	Ensemble des personnes physiques ou morales bénéficiant du Service (Clients Finals et Producteurs)
Zone gaz	Ensemble de réseaux de distribution à l'intérieur duquel le gaz est réputé de qualité journalière homogène et identique.

Article 2 Service concédé

Le présent cahier des charges s'applique à la distribution publique de gaz dans le périmètre défini dans la Convention de Concession.

La Concession s'étend à tous les ouvrages, biens meubles et immeubles et installations, nécessaires au Service de distribution publique concédé. Le Concessionnaire doit maintenir en état normal de service le patrimoine concédé.

Le Concessionnaire a l'exclusivité de la distribution du gaz sur le territoire de la Concession dans la limite des droits exclusifs dont il bénéficie en vertu de la réglementation en vigueur. L'Autorité Concédante garantit cette exclusivité au Concessionnaire dans la même limite.

Le Concessionnaire est responsable du fonctionnement du Service et le gère conformément au présent cahier des charges. Il l'exploite à ses frais et risques. Il est notamment chargé dans le cadre du présent cahier des charges de Concession d'assurer¹ :

- la maîtrise d'ouvrage des réseaux de distribution de gaz sous réserve des droits de l'Autorité Concédante² comprenant l'établissement, le financement des réseaux et des postes de distribution publique et de livraison, ainsi que des dispositifs de comptage ;
- le Raccordement des Clients finals et des installations de production de Gaz renouvelable ;
- l'accès aux réseaux dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires ;
- la conduite, l'exploitation, la maintenance et le renouvellement des ouvrages ;
- le comptage du gaz acheminé pour tous les utilisateurs du Réseau³ ;
- la définition et la mise en œuvre des politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution dans le respect de l'environnement, notamment en prenant en compte les enjeux d'efficacité et de sobriété énergétiques sous réserve des droits de l'Autorité Concédante ;
- l'établissement de relations contractuelles avec les autres opérateurs de réseaux de gaz ;
- la mise en œuvre d'actions d'efficacité énergétique, notamment en surveillant et en quantifiant les pertes du réseau et en notifiant à la Commission de régulation de l'énergie les actions prévues pour la réduction de ces pertes, et en favorisant l'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau.

Le Concessionnaire est autorisé à percevoir auprès des utilisateurs du Réseau, notamment les Clients finals, un tarif destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge.

L'Autorité Concédante assure le contrôle du service public et pourra obtenir du Concessionnaire les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits précisés à l'Article 42.

L'Autorité Concédante, compétente en matière d'organisation des services publics locaux d'énergie, peut convier les gestionnaires de réseaux publics d'énergie à évoquer, sous son égide, l'optimisation des choix énergétiques, notamment dans les nouvelles zones à urbaniser. Le Concessionnaire s'engage à participer à ces échanges dont la finalité est de veiller à préserver l'intérêt général.

¹ Les missions du Concessionnaire sont fixées par les articles L.432-8 et suivants du Code de l'énergie.

² Il s'agit des prérogatives de maîtrise d'ouvrage de la collectivité concédante qui sont rappelées au 7^{ème} alinéa de l'article L.2224-31 I du Code général des collectivités territoriales et définies à l'article L.432-5 du Code de l'énergie qui dispose que « les autorités organisatrices du réseau public de distribution de gaz conservent la faculté de faire exécuter en tout ou en partie à leur charge, les travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement et de perfectionnement des ouvrages de distribution ».

³ Cette mission de comptage comprend la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien, le renouvellement des dispositifs de comptage et la gestion des données.

Article 3 Moyens affectés à la Concession

Article 3.1 Ouvrages concédés

Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations fixes affectées exclusivement à la distribution de gaz existant au moment de la signature du présent Contrat (ouvrages techniques, ainsi que leurs emprises immobilières), dans le périmètre de la Concession ainsi que toutes celles réalisées en cours de Concession, notamment les Raccordements visés aux Article 14 et suivants ⁴.

La limite des ouvrages concédés se situe :

- en amont, à la bride aval du Poste de détente transport / distribution, ou à la (les) bride(s) amont du Poste d'injection de Gaz renouvelable, ou pour les ouvrages situés à l'extérieur du périmètre de la Concession, à la limite territoriale de la Concession sauf cas particulier identifié en annexe du Contrat ;
- en aval, à l'aval du Compteur individuel ou en l'absence de Compteur, à l'Organe de coupure individuelle (inclus).

Ces ouvrages appartiennent à l'Autorité Concédante conformément à l'article L.432-4 du code de l'énergie, à l'exclusion, d'une part, de certains équipements de comptage de type industriel qui appartiennent aux Clients finals et, d'autre part, des biens affectés concurremment à plusieurs concessions.

Les installations de production, de transport et de stockage du gaz ne font pas partie de la Concession.

Article 3.2 Moyens humains

Pendant toute la durée du Contrat de Concession, le Concessionnaire s'engage à disposer du personnel et des moyens nécessaires à la bonne exécution dudit Contrat.

A ce titre, de manière systématique à l'occasion de la remise du rapport annuel d'activité, sur demande de l'Autorité Concédante ou à chaque changement majeur d'organisation, le Concessionnaire fournit le descriptif de son organisation pour l'exécution du Service sur le territoire de la Concession.

Article 3.3 Inventaires

Le Concessionnaire tient à jour en permanence, à ses frais, un inventaire physique et financier des biens de la Concession. Sa mise à jour est incluse dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41.

Le Concessionnaire remettra gratuitement, dans un délai d'un mois à compter de la demande, à l'Autorité Concédante les informations techniques relatives à l'état du Réseau et à sa capacité d'acheminement sur un projet déterminé.

⁴ Il peut arriver que l'Autorité Concédante mette à la disposition du Concessionnaire d'autres immeubles que ceux mentionnés dans l'alinéa ci-dessus. Ceux-ci restent la propriété de l'Autorité Concédante. Les conditions de leur mise à disposition sont à définir au cas par cas.

Article 4 Utilisation des ouvrages concédés

Le Concessionnaire a seul le droit de faire usage des ouvrages de la Concession.

Sans remettre en cause le périmètre de la Concession, il n'est pas fait obstacle à ce qu'interviennent, à la marge, des accords locaux entre les collectivités délégantes géographiquement contigües et leurs gestionnaires de réseaux respectifs dans le cas où l'intérêt général justifierait l'établissement d'ouvrages franchissant les limites d'exploitation accordée au Concessionnaire.

Il peut, après concertation avec l'Autorité Concédante, les utiliser pour livrer du gaz en dehors du territoire de la Concession, notamment pour les Gestionnaires de réseaux de distribution de rang 2 ou pour toute utilisation complémentaire, à la condition expresse que ces livraisons ne portent aucune atteinte au bon fonctionnement du Service concédé dans les conditions prévues au présent cahier des charges et que toutes les obligations imposées par celui-ci soient remplies.

En tout état de cause, l'Autorité Concédante sera destinataire, sur demande de sa part, des indications techniques et économiques représentatives des flux transités à destination des concessions situées à l'amont et l'aval de son Réseau.

Article 5 Responsabilité du Concessionnaire

Le Concessionnaire exploite le Service dans le respect de la réglementation en vigueur en assurant la continuité du service public de distribution de gaz.

Le Concessionnaire est seul responsable de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, causés dans le cadre de l'exécution de la Concession, notamment dans le cadre de l'exécution des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le Concessionnaire est également seul responsable, dans le cadre de l'exécution de la Concession, de la politique de gestion du risque industriel qu'il détermine et met en œuvre.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée en cas de dommage résultant d'une faute de l'Autorité Concédante au titre de sa seule compétence d'autorité organisatrice de la distribution de gaz ou en cas d'éléments constitutifs d'un cas de force majeure.

Le Concessionnaire fait par ailleurs son affaire personnelle de tous les risques, litiges et réclamations pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exploitation du Service et de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Sauf en cas de faute de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours à l'encontre du Concédant et de ses assureurs du fait des dommages et litiges trouvant leur origine dans l'exécution des activités du Concessionnaire. En cas de faute de l'Autorité Concédante trouvant partiellement sa cause dans le fait d'un tiers, autre que le Concessionnaire, ledit Concessionnaire, ainsi que ses assureurs, ne peuvent exercer de recours contre l'Autorité Concédante que pour la part de la faute qui lui incombe.

Le Concessionnaire garantit également l'Autorité Concédante, sauf en cas de faute de cette dernière, contre tout recours d'un tiers lié à l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire a l'obligation de souscrire une police d'assurance Responsabilité civile. Il fournira une attestation d'assurances sur demande de l'Autorité Concédante. Il prendra toutes les autres polices d'assurance qu'il jugera utile pour exécuter la Concession.

Article 6 Redevances de Concession

Article 6.1 *Redevance de fonctionnement R1*

La redevance de fonctionnement, désignée ci-après par le terme R1, a pour objet de financer les frais supportés par l'Autorité Concédante en vue de lui permettre d'exercer ses compétences visées au I de l'article L2224-31 du Code général des collectivités territoriales et notamment dans les domaines suivants :

- contrôle de la Concession,
- suivi des travaux du Concessionnaire,
- conciliation en cas de litige entre les Clients Finals et le Concessionnaire,
- actions en matière de sécurité notamment auprès des Clients Finals,
- information des Usagers sur le Service concédé,
- études générales sur l'évolution du Service concédé (développement des usages, injection de Gaz renouvelable, ...),

A) Le terme R1 est donné au titre de l'année N, en euros, par la formule suivante :

$$\frac{[(600 \cdot NC) + [a \cdot (NC - 1) + b \cdot C_i] + [(1,57 \cdot C_1) + (3,77 \cdot C_2) + (60 \cdot C_3)] + (23,8 \cdot L) + (5000 \cdot M1 + 750 \cdot M2)]}{[0,01 \cdot D + 0,8] \times K \times [0,15 + 0,85 \times \ln g_N / \ln g_0]} \times$$

Le terme R1 est arrondi au dixième d'euro selon les normes comptables en vigueur.

B) Au titre d'une année N, la détermination du terme R1 fait intervenir les valeurs suivantes :

si le nombre de clients C_i de la Concession tel que défini ci-dessous est inférieur à 50 000 pendant au moins deux (2) années consécutives :

- $a = 300$
- $b = 0$

si le nombre de clients C_i de la Concession tel que défini ci-dessous est supérieur ou égal à 50 000 pendant au moins deux (2) années consécutives :

- $a = 450$
- $b = 0,1$

- NC est le nombre de communes et pour les Communes Nouvelles⁵, le nombre de communes qui, à la veille de la création des Communes Nouvelles, sont desservies en gaz et comprises dans le périmètre défini dans la Convention du Contrat de Concession

A la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession dans sa version issue de l'avenant n°4, NC = 75.

- C_i est le nombre de Clients de la Concession tel que $C_i = C_1 + C_2 + C_3$ avec :
 - C_1 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence⁶ (CAR) est comprise entre 0 et 20 MWh exclus. Ce terme valorise le nombre de clients de type « résidentiels individuels ».

⁵ Communes créées en application des dispositions des articles L2113-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales

⁶ La Consommation Annuelle de Référence (CAR) est l'estimation de la consommation annuelle d'un PCE en année climatiquement moyenne. La procédure d'affectation et de changement de la CAR est définie par le « Groupe de Travail Gaz 2007 » sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Energie et est disponible en accès libre sur le site du <https://www.gtq2007.com>.

- C_2 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est comprise entre 20 et 300MWh exclus. Ce terme valorise le nombre de clients de type « collectifs » ou « tertiaires ».
- C_3 = nombre de Clients dont la Consommation Annuelle de Référence (CAR) est supérieure ou égale à 300 MWh. Ce terme valorise le nombre de clients de type « grands collectifs » ou « industriels ».
- L est la longueur totale, exprimée en kilomètres, des canalisations de distribution du Réseau concédé au 31 décembre de l'année N-1, dans la base technique cartographique (SIG).
- M_1 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui injecte pour la première fois dans le Réseau concédé entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N-1.
- M_2 : est le nombre d'installations de production de Gaz renouvelable sur la Concession ou raccordées au Réseau de la Concession et qui ont injecté pour la première fois dans le Réseau concédé avant le 1er janvier de l'année N-1 et toujours en service au 31 décembre de l'année N-1.
- D est la durée du Contrat de Concession exprimée en nombre d'années, fixée à l'article 2 de la Convention de Concession
- K est un coefficient déterminé une seule fois à la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, et pour toute la durée d'application de la formule de redevance, tel que :
 - $K = 1$ si le montant de la redevance résultant de la présente formule est supérieur ou égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique,
 - $K > 1$ si le montant de la redevance résultant de la présente formule est inférieur au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique. Dans ce cas, le coefficient K est déterminé de façon à ce que le montant de la redevance résultant de la présente formule soit égal au montant de la redevance qui serait dû au titre du contrat précédent pour une durée identique.

A la date d'entrée en vigueur du Contrat de Concession, $K = 1$

- Ing_N est la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre de l'année N-1
- $\text{Ing}_0 = 116,6$ soit la valeur de l'index ingénierie tel que publié par l'INSEE du mois de septembre 2019 (*Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010*)

Au cas où l'un des indices composant la formule d'indexation mentionnée ci-dessus ne serait plus publié, et à défaut d'indice de remplacement, le Comité National de Suivi visé au Préambule publiera un avis sur son remplacement par un nouvel indice équivalent. L'Autorité concédante et le Concessionnaire formaliseront leur accord, par un simple échange de lettre. A défaut d'avis du Comité National de Suivi visé au Préambule dans un délai compatible avec la détermination du montant de redevance R 1 du au titre d'une année N, les Parties déterminent un nouvel indice. A défaut d'accord entre les Parties, le Concessionnaire verse, dans les délais impartis, à l'Autorité Concédante un montant de redevance R1 identique à celui de l'année précédente, en tant que montant provisoire. Une fois les indices de la formule d'indexation publiés, le Concessionnaire produira à l'Autorité Concédante le montant définitif de la redevance R1, ainsi que le solde correspondant, restant à payer par le Concessionnaire ou à rembourser par l'Autorité Concédante.

La redevance R1 fait l'objet d'un état détaillé qui présente notamment les différentes valeurs des termes de la formule de calcul et qui est adressé par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante avant le 30 avril de l'année au titre de laquelle elle est due.

La redevance R1 est versée par le Concessionnaire avant le 30 juin de l'année N, après établissement d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante reçu au plus tard le 1^{er} juin de l'année N.

Si ce titre est reçu après le 1^{er} juin, le Concessionnaire dispose d'un délai de trente jours pour verser la redevance. En cas de retard de paiement, uniquement imputable au Concessionnaire, il sera appliqué des intérêts de retard au taux légal majoré de cinq points. Le retard est calculé entre la date de versement effectif et la plus tardive des deux dates : 30 juin ou trente jours après la date de réception du titre de recettes.

Pour la détermination du montant de la redevance R1 à verser au titre de l'année calendaire au cours de laquelle le Contrat est devenu exécutoire et de son année d'expiration, le calcul s'effectue au prorata temporis à partir de la date à laquelle le Contrat est devenu exécutoire ou est échu.

Article 6.2 Redevance d'investissement R2

Cette redevance représente une fraction des dépenses d'investissement engagées par l'Autorité Concédante pour réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux de premier établissement, d'Extension, de renforcement du Réseau, notamment ceux nécessités par les opérations de Raccordement ou de modernisation des ouvrages. La maîtrise d'ouvrage de l'Autorité Concédante peut notamment s'exercer dans les conditions visées au point 4) du 2^{ème} alinéa de l'Article 15.

Cette redevance peut également représenter une fraction des dépenses d'investissement de l'Autorité Concédante permettant de mettre en œuvre des expérimentations menées dans l'intérêt du Réseau et en vue d'atteindre les engagements de transition énergétique pris aux différents échelons territoriaux, notamment ceux liés au développement du Gaz renouvelable ou de l'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

Dans les cas où l'Autorité Concédante souhaite mettre en œuvre les dispositions du présent article, les Parties se rencontrent pour préciser la nature des travaux concernés, les conditions techniques et les modalités financières conformément aux textes applicables. L'accord des Parties est alors formalisé dans une convention portée en annexe du présent Contrat.

Article 7 Services aux Clients finals

Le Concessionnaire fournit aux Clients finals un service efficace et de qualité dans le respect des principes de transparence, de non-discrimination, d'objectivité et de confidentialité en vigueur.

Les prestations du Concessionnaire sont détaillées dans le Catalogue des prestations visé à l'annexe 9.

Dans le respect de ces principes, le Concessionnaire pourra personnaliser ses services.

Les prestations proposées par le Concessionnaire au-delà du champ du service public concédé ou celles réalisées à la demande des Clients finals ou des fournisseurs et non visées au Catalogue font l'objet d'une facturation à l'acte sur devis.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante doivent répondre favorablement à toute demande de tiers visant à prendre connaissance du Contrat de Concession et à connaître les droits et obligations qui en découlent.

II. SECURITE, SURVEILLANCE ET MAINTENANCE DU RESEAU

Article 8 Sécurité des personnes et des biens

En application du Code de l'énergie et conformément aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations ou à tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire est tenu d'assurer la sécurité et la surveillance du Réseau concédé.

Le Concessionnaire exécute le service qui lui est concédé, en plaçant la sécurité des personnes et des biens parmi les priorités de ses actions.

En particulier, le Concessionnaire réalise les actions suivantes dont il rend compte annuellement à l'Autorité Concédante :

- Surveillance des ouvrages en Concession ;
- Mise en place d'une politique de maintenance, d'adaptation et de modernisation des ouvrages ;
- Fiabilisation des données, y compris cartographiques, des ouvrages.

Le Concessionnaire respecte les obligations légales et réglementaires de sécurité pour la conception, la construction, la mise en service, l'exploitation et la maintenance du Réseau de distribution publique de gaz. Il met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens, conformément à la réglementation en vigueur.

A cette fin, le Concessionnaire s'engage à :

- réceptionner de façon permanente les informations à caractère d'urgence signalées soit par des moyens propres au Concessionnaire, soit par des tiers alertés notamment par l'odeur caractéristique du gaz ;
- veiller à la bonne application de la réglementation en vigueur relative aux travaux à proximité des réseaux souterrains, notamment en termes de précision de la cartographie, en conformité avec l'arrêté du 15 février 2012 *pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution* et modifié le 26 octobre 2018 ;
- veiller à la formation des services de secours et à la diffusion d'informations auprès de l'Autorité Concédante relatives aux procédures d'urgence et de gestion de crise ;
- faciliter par tout moyen approprié l'information des tiers permettant d'alerter le service d'urgence.

Le Concessionnaire met à la disposition des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS ou équivalent) des plans indiquant les zones desservies en gaz, tels que plans de zonage, plans à l'échelle compatible avec les besoins de ces services.

Une formation adaptée est proposée par le Concessionnaire à l'intention des responsables des centres de secours. Le Concessionnaire se tient à la disposition de ces responsables dans la formation que les centres de secours délivrent à leurs équipes.

Le Concessionnaire s'engage à proposer, si elle n'existe pas déjà, une convention à conclure avec le SDIS afin de définir la coopération en matière d'information, de formation et d'organiser la coordination des interventions avec les centres de secours locaux. Cette convention est transmise à l'Autorité

concedante sous un délai d'un mois suivant sa signature. La même procédure sera adoptée pour l'actualisation de ladite convention.

Article 9 Surveillance du Réseau

Le Concessionnaire procède à des inspections régulières du Réseau afin de connaître l'état du patrimoine et d'identifier et de localiser les risques de défaillance, conformément à la réglementation en vigueur.

A ce titre, le Concessionnaire assure notamment la détection des fuites éventuelles sur le Réseau, le bon fonctionnement des organes de coupure et des divers appareils et des installations de protection cathodique par le biais d'une action de surveillance et de maintenance périodique.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concedante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des incidents survenus sur le Réseau et une description des incidents significatifs⁷. De plus, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de la liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation (type d'incident, date, nature, siège du défaut et type d'ouvrage concerné).

Pour les incidents significatifs tels que visés ci-dessus, le Concessionnaire communique à l'Autorité Concedante un compte-rendu d'incident et le cas échéant l'analyse afférente au plus près de la survenance de l'incident, selon des modalités convenues localement.

L'Autorité Concedante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la communication annuelle à l'Autorité Concedante des caractéristiques des réseaux surveillés (détail par commune / matière / pression / année de pose des linéaires surveillés au moins une fois dans l'année) et l'analyse annuelle d'un échantillon d'aléas d'exploitation établi conjointement.

Article 10 Entretien et maintenance

En application du code de l'énergie, de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité ou de tout autre dispositif qui s'y substituerait, le Concessionnaire réalise les opérations d'entretien, de maintenance préventive et de maintenance curative permettant de conserver les biens concédés en bon état de fonctionnement.

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concedante, dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, une synthèse des opérations d'entretien et de maintenance réalisées. De plus, les indicateurs

⁷ Un incident est dit significatif lorsqu'il entraîne une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients et/ou au moins une victime.

majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Cette synthèse est complétée par la mise à disposition de données détaillant, par type d'ouvrages et par commune de la Concession : le nombre de visites de maintenance réalisées et à réaliser, ainsi que la conformité aux délais réglementaires lorsqu'ils sont spécifiés par la réglementation en vigueur.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de conditions complémentaires et de modalités spécifiques dans le cadre de l'annexe 1, dont notamment la liste des ouvrages (Postes de détente, robinets de réseau, Branchements Collectifs) visités dans l'année.

Le Concessionnaire s'appuie à cette fin sur un outil informatique de gestion de la maintenance permettant de recueillir les données et d'en assurer une traçabilité.

Article 11 Gestion du risque industriel

En application de l'arrêté du 13 juillet 2000 précité complété des cahiers de charges édictés pour son application ou de toutes autres dispositions s'y substituant, le Concessionnaire a développé, à l'échelle de sa zone de desserte nationale, une méthode de gestion du risque industriel.

La méthode consiste à identifier et hiérarchiser, en fonction de leur vulnérabilité potentielle, les familles d'ouvrages (*types d'ouvrages associés à leur matière comme par exemple : canalisation fonte ductile, conduite d'immeuble/conduite montante-plomb, ...*), puis à identifier les sous-ensembles d'ouvrages à moderniser en priorité en fonction de leurs caractéristiques techniques et/ou de leur environnement spécifique.

Cette analyse est reconduite périodiquement, à partir d'un retour d'expérience pluriannuel, permettant de confirmer et/ou faire évoluer les cibles principales de traitement.

Les cibles principales de traitement (ouvrages / matière / configuration / environnement) présentes sur la Concession sont intégrées au programme d'investissements du Concessionnaire et au Schéma Directeur et aux Programmes Pluriannuels visés à l'Article 40.

Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante des évolutions de la méthode de gestion du risque industriel et de ses conclusions et à intégrer les évolutions éventuelles des cibles principales de traitement au Schéma Directeur visé à l'Article 40.2 et aux Programmes Pluriannuels visés à l'Article 40.3.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir de modalités spécifiques de communication de ces évolutions de méthode dans le cadre de l'annexe 1.

Article 12 Intervention à proximité des réseaux souterrains

Le Concessionnaire s'engage à respecter les obligations incombant aux exploitants de réseaux, aux exécutants de travaux et au « responsable d'un projet⁸ » lorsque c'est le cas, en application des dispositions réglementaires en vigueur.

En tant qu'exploitant de réseau, le Concessionnaire s'engage à répondre conformément à la réglementation aux demandes de tiers d'intervenir à proximité des ouvrages de distribution de gaz, en donnant les informations disponibles sur l'existence de ces ouvrages.

Par ailleurs, le Concessionnaire propose, avec l'appui de l'Autorité Concédante, des actions de sensibilisation à destination des entreprises intervenant à proximité des réseaux souterrains sur le territoire de la Concession. Il s'engage à accompagner, dans le cadre de conventions spécifiques, toute démarche de prévention des dommages aux ouvrages souterrains initiée par l'Autorité Concédante.

Article 13 Actions d'information des Clients finals

Dans le respect de ses missions de distributeur, le Concessionnaire donne, notamment lors de la mise en service d'installations nouvelles, les renseignements utiles sur l'utilisation et les caractéristiques essentielles du gaz distribué en matière de sécurité par la mise en œuvre de moyens adaptés : envoi ou remise de document, ou tout autre moyen pédagogique qui lui serait substitué et dont l'objet serait identique.

Il est toutefois rappelé que le Concessionnaire, d'une façon générale, ne peut être tenu pour responsable des défauts des Installations intérieures conformément à l'Article 25 et ne peut se substituer aux installateurs en matière d'information sur le fonctionnement des appareils mis en service par ceux-ci.

⁸ Au sens de l'article L. 554-2 du code de l'environnement et du décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique

III. RACCORDEMENT DES CLIENTS FINALS AU RESEAU CONCEDE

Le présent chapitre traite des Raccordements de Clients finals.

Le Raccordement au Réseau d'une installation de Producteur de Gaz renouvelable est traité à l'Article 49.

Article 14 Principes généraux de Raccordement des Clients finals au Réseau

Conformément au code de l'énergie, les Raccordements des Clients finals s'effectuent en priorité sur le Réseau public de distribution, sauf si l'importance du volume de consommation envisagé ne permet pas le Raccordement sur ce Réseau. Dans ce cas, le Raccordement du Client Final peut s'effectuer sur le réseau de transport, en application de l'article L.453-1 du code de l'énergie, sous réserve de l'accord du Concessionnaire du Réseau de distribution et de l'Autorité Concédante.

Préalablement à la réalisation d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire établit un état précis des ouvrages nécessaires au Raccordement de tout nouveau Client final qu'il lui communique. Cet état mentionne notamment les caractéristiques du point de livraison du gaz pour le ou les demandeurs de Raccordement, et le cas échéant, tout ou partie de l'Extension de la canalisation principale de distribution publique dès lors qu'elle n'est pas présente au droit de l'emplacement envisagé du Poste de livraison ou du Compteur⁹.

Pour calculer le montant d'une opération de Raccordement, le Concessionnaire prend en compte l'ensemble des coûts induits par la demande de Raccordement sur la base de leurs montants réels ou d'un forfait. Ces coûts s'ajoutent aux frais de Branchement éventuellement dus par le Client final¹⁰.

Les conditions et méthodes de calcul des opérations de Raccordement ont été approuvées par le ministre chargé de l'énergie et sont décrites à l'annexe 7.

Les modalités de Raccordement au Réseau seront définies dans les conditions précisées à l'annexe 10.

Article 15 Extension du Réseau concédé pour le Raccordement de Clients finals

Les Extensions du Réseau correspondant à l'établissement d'installations de distribution dans les parties du territoire de la Concession non encore desservies seront, à la mise en exploitation, incorporées dans les ouvrages en Concession.

Une Extension peut être réalisée selon les modalités suivantes :

- 1) Le Concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais une Extension dès lors que le ratio B/I de l'opération est égal ou supérieur à la valeur seuil définie par la réglementation en vigueur ;

⁹ Cette obligation résulte de l'article R.453-3 du Code de l'énergie.

¹⁰ Conformément à l'article R.453-4 du Code de l'énergie.

- 2) Lorsque ce seuil n'est pas atteint, une Participation peut être sollicitée auprès du ou des demandeurs^{11 12} ;
- 3) Pour atteindre cette valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir, soit de réaliser elle-même une partie des travaux (par exemple, remise gratuite de tranchée), soit d'assurer la rentabilité de l'opération en apportant une contribution financière¹³, en application de l'article R.432-10 du Code de l'énergie, en tenant compte le cas échéant de la Participation du demandeur ;
- 4) Alternativement, lorsque le ratio B/I est inférieur à la valeur seuil, l'Autorité Concédante peut choisir de réaliser l'Extension sous sa maîtrise d'ouvrage. Les ouvrages ainsi construits seront remis au Concessionnaire selon les conditions de la convention visée à l'Article 6.2.

Dans les cas 1) à 3) ci-dessus, les éléments de calcul du ratio B/I sont tenus à la disposition de l'Autorité Concédante sous réserve du respect de la législation en vigueur concernant la confidentialité des données.

Pour mettre en œuvre le cas 3) ci-dessus, le Concessionnaire transmettra préalablement à l'Autorité Concédante les éléments de calcul du ratio B/I sous la même réserve.

I - Extensions sans contribution financière de l'Autorité Concédante

Outre les frais de Branchement définis à l'Article 16, les demandeurs acquittent le montant de leur Participation aux frais de premier établissement.

Conformément à la réglementation en vigueur¹⁴, lorsqu'une participation financière a été demandée au premier bénéficiaire d'une opération de Raccordement sur la base des coûts réels, tout Branchement ultérieur d'un ou de nouveaux bénéficiaires dans une période maximale de huit ans sur la partie du Réseau concernée donne lieu à un remboursement par le Concessionnaire à ce premier bénéficiaire.

Le montant du remboursement à effectuer est calculé en appliquant la formule suivante :

$$Sr = M(8-N)/8 \times Pc/Pt$$

Sr : somme à rembourser par le Concessionnaire au premier bénéficiaire,

M : montant non actualisé de la Participation initiale supportée par le premier bénéficiaire, en application du cas 2) ci-dessus,

N : nombre d'années écoulées depuis la Participation initiale du premier bénéficiaire,

Pc : débit du Compteur du nouveau Client final,

Pt : somme des débits maximums de l'ensemble des Compteurs de tous les bénéficiaires potentiels.

¹¹ La Participation du demandeur est calculée conformément aux articles R.453-1 et suivants du Code de l'énergie.

¹² En application des articles R.453-1 et R.453-2 du Code de l'énergie, cette Participation peut être versée selon deux modalités :

- dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme en application de l'article L.332-15 du Code de l'urbanisme
- dans le cadre d'un accord du demandeur sur proposition technique et financière du Concessionnaire

¹³ L'octroi de cette contribution financière est réalisé dans les conditions définies par l'article L.432-7 du Code de l'énergie et par l'arrêté du 28 juillet 2008 fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article 36 de la loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.

¹⁴ Il s'agit de l'article R.453-5 du Code de l'énergie.

Lorsqu'une desserte exige la création d'un ou de plusieurs Postes de détente, le propriétaire ou les organismes constructeurs mettent à la disposition du Concessionnaire les terrains ou s'ils le préfèrent les locaux adéquats nécessaires, conformément aux dispositions légales¹⁵. Ces locaux doivent être d'accès permanent aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire. Les dégagements doivent être suffisants pour permettre à tout moment le passage du matériel et la mise en œuvre de l'outillage nécessaire.

II - Extensions avec contribution financière de l'Autorité Concédante

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Autorité Concédante peut apporter une contribution financière au Concessionnaire pour financer une partie des coûts d'investissement liés à l'extension du Réseau.

Les conditions financières accompagnant la réalisation de ces Extensions sont définies dans une convention à conclure préalablement à la réalisation des travaux entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.

Cette contribution financière ne rentre pas dans l'assiette de calcul du terme R2 de la redevance mentionné à l'Article 6.2.

Au terme de délais fixés dans la convention à compter de la réalisation de l'opération, une ou plusieurs nouvelles étude(s) de ratio B/I est (sont) effectuée(s) par le Concessionnaire. Cette (ces) étude(s) prend (prennent) en compte :

- les valeurs réellement constatées s'agissant des investissements, des volumes de gaz acheminés, du nombre de Clients finals sur les années écoulées ;
- les perspectives de consommation et d'investissement des années restant à courir telles que fixées dans l'étude initiale ;
- les hypothèses utilisées pour l'étude de ratio B/I initiale s'agissant du taux d'actualisation, du tarif d'acheminement applicable et du montant des dépenses d'exploitation par Client final.

Le Concessionnaire communique à l'Autorité Concédante les éléments de calcul de(s) l'étude(s) de ratio B/I. Parmi ces éléments, ceux qui présentent un caractère d'information commercialement sensible sont transmis à l'agent en charge du contrôle habilité ou assermenté suivant la réglementation en vigueur.

Si le résultat de la ou de l'une des nouvelles études de ratio B/I est meilleur que l'étude initiale, le Concessionnaire rembourse à l'Autorité Concédante tout ou partie des sommes engagées.

Ce remboursement est effectué en une seule fois dans un délai maximal de six mois à compter de l'envoi d'un titre de recettes par l'Autorité Concédante, dans la limite du montant de sa contribution réévalué de l'indice ING entre l'année de mise en gaz et l'année du remboursement.

Le Concessionnaire produit un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses affectées aux travaux effectués. Ce dernier est intégré dans le cadre du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 et établi conformément aux dispositions des articles D.2224-48 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

¹⁵ Les dispositions légales actuellement en vigueur sont celles qui figurent à l'article R.332-16 du Code de l'urbanisme.

Article 16 Branchements

Article 16.1 Réalisation

Le Concessionnaire exécute ou fait exécuter sous sa responsabilité la réalisation des travaux de Branchement Individuel et s'agissant d'un Branchement Collectif, la liaison entre la conduite de distribution publique et l'Organe de coupure générale de l'immeuble.

Le prix du Branchement est fixé au Catalogue des prestations (annexe 9).

Ce prix peut être constitué en tout ou partie d'un forfait.

Article 16.2 Maintenance et renouvellement

Le Concessionnaire assure la maintenance et le renouvellement des Branchements, sous réserve des dispositions de l'Article 17 s'agissant de la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM).

Les modifications ou suppressions de Branchements sont à la charge du demandeur, sauf lorsque ces opérations sont entreprises dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination de ce domaine. Le prix est établi dans l'offre de modification ou de suppression de Branchement, conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire, en fonction du coût réel des travaux.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux ouvrages, moyennant une information préalable.

Article 17 Conduites d'Immeubles et Conduites Montantes

Pour la partie des Branchements Collectifs située en aval de l'Organe de coupure générale (CICM), les travaux des nouvelles installations sont exécutés au choix du propriétaire de l'immeuble par ce dernier ou alternativement par le Concessionnaire. Lorsqu'elles ne sont pas réalisées par le Concessionnaire, les installations constituant la ou les CICM sont remises gratuitement à ce dernier pour les intégrer dans les ouvrages concédés inventoriés.

Dans les conditions prévues par les articles L. 432-16 et suivants du Code de l'énergie, le Concessionnaire intègre dans les ouvrages concédés les CICM existantes remises gratuitement par les propriétaires et qui n'en font pas partie à la date d'entrée en vigueur du présent Contrat.

Les propriétaires des immeubles desservis doivent garantir aux agents qualifiés ou mandatés par le Concessionnaire un accès permanent aux CICM, moyennant une information préalable.

Le Concessionnaire est chargé des obligations de surveillance et de maintenance des CICM dans la mesure où elles font partie du domaine concédé. Pour faciliter l'exécution de ces dispositions, l'Autorité Concédante

fait ses meilleurs efforts pour faciliter l'accès du Concessionnaire aux coordonnées des syndics de copropriété des immeubles concernés.

Dans tous les cas, les travaux d'embellissement, remise aux normes ou d'amélioration des aménagements généraux (portes pare-feu, aérations haute et basse des placards techniques gaz, gaine technique, etc.) sont à l'entière charge du propriétaire. Le Concessionnaire prendra en revanche en charge les travaux ayant pour objet de remettre dans leur état initial les parties des immeubles auxquelles il porterait atteinte à l'occasion d'une intervention.

N. TRAVAUX SUR LE RESEAU CONCEDE

Article 18 Conditions générales d'exécution des travaux

Sans préjudice de la faculté dont dispose l'Autorité Concédante d'exécuter en tout ou partie à sa charge les travaux relatifs aux ouvrages de distribution en application de l'article L.432-5 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé de définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux et ainsi a le droit¹⁶ de créer, d'étendre, de renforcer, de renouveler, d'entretenir ou de maintenir tous les ouvrages et équipements utiles à la distribution publique du gaz¹⁷.

Le Concessionnaire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux règlements de voirie édictés dans le cadre du code de la voirie routière.

Il est notamment rappelé que le Concessionnaire, dans le cadre des dispositions du code de la voirie routière, est tenu de transmettre à l'autorité compétente en matière de voirie un « programme des travaux qu'il envisage de réaliser ainsi que le calendrier de leur exécution » en application de l'article L.115-1 dudit code et dans le respect des conditions de délais fixées à l'article R.115-1 du même code, dans un objectif de minimisation des impacts, de prévision et de rationalisation des interventions. Ce même programme sera communiqué à l'Autorité Concédante et au maire de la commune concernée.

Les travaux peuvent être momentanément suspendus sur l'ordre de l'autorité de police chaque fois que la sécurité publique l'exige.

Article 19 Coordination de voirie

Le Concessionnaire s'engage à participer aux dispositifs mis en place par l'Autorité Concédante et/ou le gestionnaire de voirie pour optimiser la programmation de ses travaux, les opportunités et les mutualisations de chantiers avec les autres gestionnaires de services publics dans le but de limiter autant que possible la gêne occasionnée par ses chantiers.

Le Concessionnaire met à la disposition de l'Autorité Concédante et/ou du gestionnaire de voirie les informations utiles dont il dispose relatives à la coordination de voirie. Le cas échéant, le Concessionnaire s'engage à utiliser, sous un délai convenu, les données et/ou outils informatiques mis à sa disposition par l'Autorité Concédante et/ou le gestionnaire de voirie.

¹⁶ Quand un aménageur est amené à établir des ouvrages destinés à entrer dans la Concession, la collectivité (autorité concédante ou collectivité responsable de l'aménagement) préserve les droits du Concessionnaire au moyen d'une convention conclue avec ledit aménageur.

¹⁷ L'autorité concédante est susceptible d'apporter son concours au Concessionnaire pour lui permettre d'obtenir les autorisations nécessaires à l'établissement des ouvrages ou des canalisations à poser sur ou sous les voies ou autres éléments des domaines publics. L'autorité concédante peut également apporter son concours au Concessionnaire pour faciliter l'acquisition, l'usage ou l'aménagement de terrains, immeubles ou locaux y compris pour l'établissement des équipements techniques du Réseau concédé et, en particulier, des postes de détente.

Article 20 Protection de l'environnement

Le Concessionnaire s'engage à ce que les travaux d'extension, de renforcement, de renouvellement du Réseau concédé se fassent dans des conditions qui respectent la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

I - Environnement visuel

A cet effet, les emplacements, les formes, les matériaux et les couleurs de tout nouveau coffret, poste ou enveloppe préfabriquée (y compris lors de leur renouvellement) faisant partie de la Concession et dont le Concessionnaire sera maître d'ouvrage, seront choisis par celui-ci en accord avec l'Autorité Concédante et les autorités compétentes, de manière à obtenir une juste adéquation entre leur coût, leur bonne intégration dans l'environnement et la conservation du domaine public.

Des conventions particulières pourront prévoir le soutien que le Concessionnaire pourrait apporter à des initiatives prises par l'Autorité Concédante pour des actions visant à améliorer la qualité de l'environnement et la conservation du domaine public.

L'engagement du Concessionnaire porte particulièrement sur :

- la qualité de l'insertion des coffrets de comptage¹⁸ ;
- les postes de détente pour lesquels, outre la qualité de leur insertion, le Concessionnaire veillera à minimiser les éventuelles nuisances sonores ;
- la qualité des réfections de voirie ;
- le maintien en état de propreté des coffrets de comptage et leur ouvrant ainsi que, d'une manière générale, les enveloppes et les enceintes des ouvrages émergents qu'il exploite ou qu'il loue.

Dans les sites relevant d'une protection spécifique (immeubles et sites classés ou inscrits, parcs et réserves naturels, secteurs sauvegardés, zones de protection du patrimoine architectural et urbain), le Concessionnaire s'engage à rechercher et mettre en œuvre les solutions de dissimulation les mieux adaptées, en liaison avec les parties concernées et dans le respect des exigences réglementaires de sécurité applicables. Dans ce cas, le Concessionnaire prendra à sa charge les frais supplémentaires.

II - Impact sonore

Le Concessionnaire s'engage à ce que tous les ouvrages de détente de distribution publique de gaz qui seront créés ou renouvelés soient équipés de régulateurs à faible niveau de bruit selon les règles et normes en vigueur au moment de la création ou du renouvellement. Ces dispositions pourront être complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Le Concessionnaire diminuera le bruit produit par les premiers étages de détente du Réseau concédé que lui signale l'Autorité Concédante comme constituant une gêne pour les riverains, dès lors que le niveau

¹⁸ Dans l'annexe 1 au présent cahier des charges, les Parties pourront s'accorder sur les modalités de choix et de financement de ces coffrets dans les sites relevant d'une protection spécifique : périmètres de protection des monuments historiques classés, sites classés, etc.

sonore de ces ouvrages dépasse le plafond réglementaire¹⁹. Le Concessionnaire s'engage à réaliser les travaux correspondants dans les meilleurs délais compatibles avec ses impératifs techniques et financiers, sans que le délai courant à compter de la notification de la réclamation soit supérieur à un an.

Article 21 Travaux et modification

I – Travaux sur le Réseau

Sont à la charge du Concessionnaire :

1. Les travaux de renforcement destinés à faire face à un accroissement de la consommation en respectant les caractéristiques du gaz distribué figurant à l'Article 26 et dans les Prescriptions techniques du Distributeur visées à l'annexe 11. Cependant, si l'étude de saturation du Réseau établit la nécessité d'un renforcement du Réseau directement imputable à un projet d'Extension et/ou de Branchement sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du ratio B/I visé à l'Article 15²⁰.

Par exception, les renforcements visés à l'article L.453-9 du code de l'énergie sont pris en charge par le Concessionnaire dans les conditions et limites définies par les textes réglementaires pris pour son application²¹.

2. Les travaux de maintenance et de modernisation, en ce compris les travaux de renouvellement.
3. Les travaux de mise en conformité des ouvrages avec les règlements techniques en vigueur.

II - Modification de réseaux sur le domaine public

II.1. Modifications à l'initiative du Concessionnaire

Lorsque le Concessionnaire exécute, à son initiative, des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages ne faisant pas partie de la Concession, il prend en charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications de ces ouvrages. Le Concessionnaire peut toutefois demander à leur propriétaire le financement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés sous réserve qu'il y ait eu accord préalable avec lui.

II.2. Modifications à l'initiative de tiers ou de l'Autorité Concédante

II.2.1 Modifications dans l'intérêt du domaine public occupé

Le Concessionnaire ne peut réclamer aucune indemnité pour les déplacements ou les modifications des installations du Réseau concédé sur ou sous le domaine public, lorsque ces changements sont requis par

¹⁹ Ce plafond réglementaire est celui fixé par les normes en vigueur au moment de la mise en service du poste.

²⁰ Les renforcements de réseau visés sont ceux dus à un accroissement de la consommation : le concessionnaire prend en charge tous les investissements nécessaires, sauf dans le cas où un renforcement est directement imputable à un client, conformément aux règles du « B sur I »)

²¹ Les renforcements de réseau visés dus à l'injection de biométhane sont définis dans le cadre des textes du « droit à l'injection » (dont le « I sur V » et les schémas de zonage)

l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt du domaine public occupé et conformément à la destination qui lui est affectée.

Les délais de déplacement ou de modification des ouvrages seront convenus d'un commun accord entre le Concessionnaire et le demandeur.

II.2.2 Modifications non réalisées dans l'intérêt du domaine public occupé

Dans les cas de modifications des ouvrages situés sur et sous le domaine public, non liées à des motifs de sécurité publique, non réalisés dans l'intérêt du domaine public occupé en conformité avec sa destination, à l'occasion de travaux financés par un tiers ou par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire facture au demandeur une Participation correspondant au coût réel des travaux de modification prévus et détaillés dans un devis ou une convention.

Dans les cas visés ci-dessus, si la modification demandée porte sur un ouvrage dont le renouvellement est prévu au Programme Annuel visé à l'Article 40.4, alors la fraction amortie de l'ouvrage déplacé est déduite de la Participation facturée par le Concessionnaire au demandeur

Dès lors que le montant de la moyenne annuelle des investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages de la Concession - calculé sur les trois années civiles écoulées avant la date d'entrée en vigueur du Contrat - est supérieur à cent mille (100 000) euros H.T. par an en moyenne, un SDI-PPI peut être mis en œuvre sur demande de l'Autorité Concédante.

Dans les cas visés ci-dessus, si la modification demandée porte sur un ouvrage dont le renouvellement est prévu au titre du Programme Pluriannuel (PPI) visé à l'Article 40.3, alors la fraction amortie de l'ouvrage déplacé est déduite de la Participation facturée par le Concessionnaire au demandeur.

A défaut d'accord préalable entre le Concessionnaire et le demandeur de la modification, le litige relatif à la prise en charge des coûts engagés par le Concessionnaire, qui aura été contraint de modifier ses ouvrages, sera le cas échéant porté devant les juridictions compétentes.

III- modification de réseaux sur des terrains privés

Les modifications ou déplacements d'ouvrages situés sur des terrains privés doivent faire l'objet de demandes auprès du Concessionnaire et sont prises en compte dans les conditions définies par le code de l'énergie²².

²² Article L.433-7 et suivants du code de l'énergie

Article 22 Mise hors exploitation ou abandon des équipements de réseaux

Le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour que les canalisations et les équipements abandonnés ou non exploités du Réseau ne puissent présenter un risque pour la sécurité des personnes et des biens.

Au titre des dispositions que le Concessionnaire est tenu d'adopter lorsqu'une canalisation du Réseau concédé, à l'exception des Branchements, est mise hors exploitation, comptent les actions suivantes dans l'ordre de priorité :

1. L'utiliser comme fourreau pour recevoir un ouvrage de distribution de gaz de diamètre inférieur.
2. Demander à l'Autorité Concédante de se prononcer sur le sort d'une canalisation hors exploitation pour la remettre de manière anticipée pour un autre usage que celui du Service concédé. La remise de la canalisation abandonnée fait l'objet d'une convention avec plan annexé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire.
3. L'abandonner définitivement dans le sol, après accord de l'autorité dont relève la voirie ou l'emprise concernée. Dans ce cas, le Concessionnaire doit mettre en œuvre les dispositions destinées à supprimer tout risque ultérieur d'accident ou d'affaissement de terrain. Cet abandon ne fait pas obstacle à une remise à l'Autorité Concédante telle que définie au point 2.

En cas de travaux d'un gestionnaire de voirie ou de tiers à proximité ou directement sur des canalisations abandonnées, la mise en œuvre par le Concessionnaire des dispositions réglementaires permet de garantir l'absence de risque lié à la présence de gaz dans ces canalisations abandonnées.

Dès lors que l'autorité dont relève la voirie ou l'emprise concernée le juge nécessaire, celle-ci ou un tiers mandaté à cet effet, peut demander le dépôt de la canalisation abandonnée aux frais du Concessionnaire, quelle que soit l'ancienneté de l'abandon.

En tout état de cause l'abandon d'une portion significative du Réseau pour des raisons techniques est soumis à l'accord de l'Autorité Concédante.

V. COMPTAGE, INSTALLATIONS INTERIEURES, GAZ DISTRIBUE

Article 23 Comptage

Le Concessionnaire est chargé d'exercer les activités de comptage de l'énergie livrée²³ et de l'énergie injectée.

Les Compteurs servant à mesurer le gaz livré ou injecté et leurs dispositifs additionnels éventuels doivent être d'un modèle approuvé par le service chargé du contrôle des instruments de mesure et répondre aux exigences des prescriptions techniques du Concessionnaire. Ils sont plombés par le Concessionnaire. Les agents qualifiés du ou par le Concessionnaire ont à toute époque libre accès à ces appareils²⁴.

Le débit horaire nominal des Compteurs est déterminé en fonction des débits horaires maximum et minimum de l'ensemble des appareils d'utilisation du gaz. Les Compteurs sont installés dans les conditions précisées par la réglementation en vigueur²⁵.

La fourniture, la pose, la mise en service, l'entretien et le renouvellement des Compteurs et de leurs accessoires, sont facturés au Client final conformément au Catalogue des prestations (annexe 9).

L'emplacement du dispositif de comptage est déterminé par le Concessionnaire en concertation avec le demandeur sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

Les dispositifs de comptage sont situés, en règle générale, en limite de domaine public pour les immeubles individuels, et dans la gaine d'immeuble ou un local technique désigné à cet effet par le représentant du propriétaire pour les immeubles collectifs.

Dans ce cas, les propriétaires des immeubles concernés s'engagent à laisser un accès permanent aux agents qualifiés du ou par le Concessionnaire à ces dispositifs de comptage, moyennant une information préalable du Concessionnaire à destination des propriétaires concernés ou, en cas de copropriété, le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic.

Les frais de déplacement des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels sont à la charge de celui qui en fait la demande, dans les conditions fixées dans le Catalogue des prestations (annexe 9) sur la base d'un devis.

Les Compteurs et les dispositifs additionnels, détériorés par le fait du Client final ou d'une personne dont il est civilement responsable sont réparés ou remplacés par le Concessionnaire aux frais du Client final.

Le Concessionnaire s'engage à faire évoluer, en liaison avec l'Autorité Concédante, les dispositifs de comptage en suivant les avancées technologiques.

²³ Le Concessionnaire est chargé d'exercer la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement de l'ensemble des dispositifs de comptage des utilisateurs raccordés à son réseau conformément à l'article L.432-8 du Code de l'énergie.

²⁴ Pour la desserte d'un immeuble dont la façade ne coïncide pas avec la limite du domaine public, le comptage est en principe installé sur cette limite. L'annexe 1 au présent cahier des charges pourra préciser la limite au-delà de laquelle le Concessionnaire n'est pas tenu d'installer le Compteur, étant entendu que cette dérogation ne peut être qu'exceptionnelle et après étude au cas par cas.

²⁵ Les Compteurs doivent être installés dans un local sec convenablement ventilé et à l'abri de toute substance ou émanation corrosives, dans une position telle qu'ils soient accessibles pour leur lecture et leur vérification. L'installation d'un Compteur ne peut être réalisée dans un local ou un emplacement privé qu'avec l'accord du Concessionnaire. Dans ce cas, le Compteur doit être placé aussi près que possible du point de pénétration du Branchement Particulier dans le local.

Article 24 Vérification des dispositifs de comptage et redressements de consommation

I. Vérification des dispositifs de comptage

Les vérifications périodiques imposées par la réglementation en vigueur²⁶ sont dans tous les cas à la charge et sous la responsabilité du Concessionnaire.

Indépendamment de celles-ci, le Concessionnaire peut procéder à la vérification des Compteurs et de leurs dispositifs additionnels aussi souvent qu'il le juge utile. Le Fournisseur, le Client final ou le Producteur peuvent également demander à tout moment la vérification de ces appareils par le Concessionnaire, par le service chargé du contrôle des instruments de mesure, ou par un organisme agréé par ce dernier.

Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du demandeur si ces appareils sont reconnus exacts, et à celle du Concessionnaire dans le cas contraire. Ces appareils sont reconnus inexacts lorsqu'ils présentent des erreurs de mesure supérieures aux écarts tolérés par les règlements techniques les concernant²⁷.

Les frais de remise en état métrologique des appareils sont à la charge soit du Concessionnaire s'agissant des Compteurs faisant partie des ouvrages concédés, soit du Client final ou du Producteur si le Compteur par dérogation lui appartient.

²⁶ La périodicité légale de vérification des Compteurs dépend de leur débit mais aussi de leur technologie. Elle est, à ce jour, de :

- vingt ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal strictement inférieur à 16 m³/h ;
- quinze ans au plus pour les Compteurs à parois déformables d'un débit maximal supérieur ou égal à 16 m³/h ;
- deux ans au plus pour les Compteurs à effet Coriolis ;
- cinq ans au plus pour les Compteurs d'une autre technologie que celles visées ci-dessus.

(décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des installations de mesure, arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines de ses dispositions, article 21 de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure)

²⁷ En application de l'Arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux Compteurs de gaz combustible, les instruments portent une plaque d'identification sur laquelle figurent notamment les indications relatives :

- à la classe d'exactitude ;
- aux débits définis à l'annexe MI-02 de l'arrêté du 28 avril 2006 :
 - o débit minimal Q_{min},
 - o débit de transition Q_t
 - o débit maximal Q_{max}

L'article 18 de l'Arrêté du 21 octobre 2010 stipule : les instruments en service, conformes à un certificat d'examen CE de type, à un certificat d'examen CE de la conception ou à un certificat d'examen de type délivré en application du présent arrêté, respectent les erreurs maximales suivantes :

ERREURS MAXIMALES TOLÉRÉES en fonction du débit et de la classe d'exactitude du Compteur	CLASSE D'EXACTITUDE	
	1,5	1
$Q_{min} \leq Q < Q_t$	+/- 6 %	+/- 4 %
$Q_t \leq Q \leq Q_{max}$	+/- 3 %	+/- 2 %

II. Redressements de consommation

Lorsqu'une erreur est constatée dans l'enregistrement des consommations, un redressement de consommation est effectué par le Concessionnaire selon la procédure « Dysfonctionnement de Compteur et correction des consommations » validée par la Commission de Régulation de l'Energie.

Sur cette base, un redressement de consommation du gaz livré est adressé au Fournisseur dans la limite autorisée par les textes applicables en matière de prescription.

Le redressement de consommation induit une correction des quantités acheminées facturées au Fournisseur par le Concessionnaire.

Pour ce faire, le Concessionnaire tiendra compte de l'évolution des tarifs d'acheminement en vigueur au cours de la période considérée.

Si l'erreur a été commise au détriment du Client final, le règlement des sommes dues par le Concessionnaire au Fournisseur concerné viendra en déduction de la plus proche facture d'acheminement suivant la date où le montant du décompte aura été arrêté.

Article 25 Installations intérieures

Les Installations intérieures, leurs compléments ou modifications, doivent être établis et les visites de contrôle réalisées, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les Installations intérieures sont exécutées et entretenues sous la responsabilité du propriétaire, ou de toute personne à laquelle aurait été transférée la garde desdites installations.

En cas de trouble affectant l'exploitation, d'usage illicite ou frauduleux du gaz, le Concessionnaire peut refuser d'effectuer ou de continuer à effectuer la livraison du gaz.

Si le Concessionnaire a connaissance d'un danger grave et immédiat, il doit prendre toute mesure de nature à faire cesser le danger.

Lorsqu'il reçoit une injonction émanant de l'autorité de police compétente, il doit immédiatement s'y conformer.

Si les Installations Intérieures sont reconnues défectueuses²⁸ ou si le Client final s'oppose à leur vérification, le Concessionnaire peut refuser de livrer, ou interrompre la livraison.

En aucun cas, ni l'Autorité Concédante ni le Concessionnaire n'encourt de responsabilité en raison de défauts des Installations intérieures.

²⁸ par des organismes agréés pour réaliser ce type de contrôle.

Article 26 Caractéristiques du gaz distribué

Conformément à l'article 15 du décret n°2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz, le Concessionnaire met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que la pression, le débit ainsi que les caractéristiques physico-chimiques du gaz acheminé sont conformes aux engagements qu'il a souscrits. Ces caractéristiques sont fixées dans les Prescriptions techniques du Distributeur (annexe 11).

I - Nature du gaz

La nature du gaz distribué sur le territoire de la Concession est conforme aux gaz de la deuxième famille définis par la norme NF EN 437 en tant que gaz H (à haut pouvoir calorifique).

II - Pression

Le Concessionnaire prend toutes dispositions pour que la pression mesurée à l'entrée du Compteur ou au robinet de coupure individuel, reste comprise entre les valeurs fixées par les dispositions réglementaires en vigueur²⁹.

III - Pouvoir calorifique

Le Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS), rapporté au mètre cube de gaz mesuré sec à la température de 0° Celsius, sous la pression de 1,013 bar et pour une température de combustion de 0° Celsius doit rester compris dans des limites fixées par les dispositions réglementaires en vigueur³⁰.

Le Concessionnaire obtient les valeurs de PCS moyen journalier du gaz distribué, aux conditions normales, sur les Postes transport, sur les autres postes qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même et utilise ces valeurs pour déterminer la quantité de gaz consommée en kWh.

Le Concessionnaire calcule le PCS de facturation pour chaque période de relèvement de chaque Client. Il est fondé sur la moyenne des PCS journaliers obtenus sur la Zone gaz à laquelle est rattachée le Client, sur les quantités de gaz journalières utilisées sur cette Zone gaz au cours de la période de relèvement et sur tout élément permettant de déterminer le poids respectif des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz sur la période de relèvement.

²⁹ A l'exception des Clients finals dont le contrat prévoit une pression d'alimentation différente, les limites admissibles de variation de la pression de distribution dépendent du gaz distribué et sont, à la signature du contrat, de :

Limites (en mbar)	Inférieure	Supérieure
Gaz H	17	25
Gaz B	22	32

Les limites actuelles résultent de l'application des textes suivants :

- norme NF EN 437 concernant les règles et directives communes pour l'essai des appareils utilisant les combustibles gazeux : gaz d'essai, pression d'essai catégorie d'appareils,
- norme NF EN 1359 relative aux Compteurs de volume de gaz à parois déformables.

³⁰ En application de l'arrêté du ministre de l'Industrie du 28 mars 1980 limite de variations du pouvoir calorifique du gaz distribué par réseau de canalisations publiques, ces limites sont fixées à :

- 10,7 à 12,8 kWh dans le cas du gaz H,
- 9,5 à 10,5 kWh dans le cas du gaz B.

Le Concessionnaire calcule le volume de base consommé entre les dates J1 et J2 à partir du volume mesuré dans les conditions effectives de pression et de température, qui est ramené aux conditions normales selon les règles précisées en annexe 8.

Le Concessionnaire calcule la quantité de gaz consommée entre les dates J1 et J2, en kWh, selon les règles précisées en annexe 8, en multipliant le PCS de facturation par le volume de base.

IV - Caractéristiques de combustion

Les conditions de livraison du gaz sont telles que le débit calorifique et les caractéristiques de la flamme demeurent sensiblement constants dans un appareil d'utilisation conforme aux normes en vigueur et en bon état de fonctionnement.

V - Odorisation

Le gaz doit être convenablement épuré. Toutefois, il doit toujours posséder une odeur suffisamment caractéristique pour que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat³¹.

Cette odeur doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le Concessionnaire s'assure de la bonne odorisation du gaz injecté depuis le réseau de transport ou depuis tout poste d'injection pour respecter la réglementation afférente. Il obtient de la part des opérateurs de réseaux de transport de gaz leurs spécifications techniques particulières portant notamment sur les produits utilisés pour odoriser le gaz, les méthodes d'injection dans le réseau et les procédures qu'ils mettent en œuvre pour contrôler l'odorisation obtenue. Le Concessionnaire s'assure du respect de ces procédures d'odorisation et de contrôles à l'injection, par des échanges réguliers avec les opérateurs de réseaux de transport de gaz.

Les informations concernant les caractéristiques du gaz distribué sont tenues à la disposition de l'Autorité Concédante.

³¹ On considère qu'une fuite est immédiatement perceptible à l'odorat si l'odeur de gaz devient perceptible pour une population représentative, au plus tard quand la concentration de gaz atteint 20% de la limite inférieure d'explosivité (L.I.E). Cette population représentative est issue d'une sélection du jury décrite dans la norme NF EN 13725. La proportion de gaz ou de substance inflammable dans l'air doit être située entre deux limites pour que le mélange puisse être enflammé. Ces limites sont appelées limite inférieure d'explosivité et limite supérieure d'explosivité (en abrégé : LIE et LES). Elles dépendent de la nature du gaz distribué. Dans le cas du gaz de type H, on retiendra que la LIE est égale à 5 % (elle est de 5,3% pour un mélange de méthane et d'air saturé d'humidité), sous la pression atmosphérique normale à la température de 20°C.

Article 27 Mesure du Pouvoir Calorifique Supérieur du gaz distribué

Conformément à la réglementation, les opérateurs des réseaux de transport contrôlent le PCS du gaz aux points d'interface transport-distribution (PITD) et le Concessionnaire contrôle le PCS du gaz sur les Postes d'injection qui alimentent le Réseau et éventuellement sur le Réseau lui-même.

Le cas échéant, l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement des appareils de mesure des caractéristiques du gaz distribué, notamment le PCS et la pression, sont à la charge du Concessionnaire. Les éventuels appareils fixes sur le Réseau font partie du Réseau.

La totalité ou une partie des appareils de mesure peut toutefois être située en dehors du périmètre concédé (sur un réseau de distribution voisin ou sur un réseau de transport alimentant la Concession). Dans ce cas, le Concessionnaire fait son affaire des autorisations nécessaires, afin notamment de garantir à l'Autorité Concédante l'accès permanent aux appareils de mesure.

L'accès à tous les documents ayant trait à l'élaboration des mesures ou calculs, de même que les mesures effectuées sont garantis à l'Autorité Concédante dans les mêmes conditions que l'accès à tous les autres documents dont dispose le Concessionnaire.

L'Autorité Concédante a accès aux installations de contrôle sur demande préalable auprès du Concessionnaire y compris les installations d'odorisation. Le Concessionnaire se rapproche de l'opérateur du réseau de transport pour les installations le concernant.

L'Autorité Concédante peut diligenter des contrôles sur le respect du présent article. Le Concessionnaire se tient à sa disposition pour organiser les contrôles.

Les procès-verbaux dressés par l'Autorité Concédante, relevant le non-respect des caractéristiques convenues pour le gaz distribué, sont transmis au Concessionnaire. Celui-ci dispose d'un délai d'une semaine pour présenter ses observations.

Le Concessionnaire calcule un PCS moyen journalier de la Zone gaz sur la base des PCS journaliers fournis par l'opérateur du réseau de transport ou mesurés par le Concessionnaire pour chacun des Postes d'injection, des quantités journalières entrées par ces postes sur la Zone gaz et de tout élément permettant de déterminer le poids respectif des Postes transport et des autres postes dans l'alimentation de cette Zone gaz.

Ce PCS moyen journalier est utilisé directement si la relève facturante du Client final est journalière. Si la relève du Client final est à un autre pas de temps (par exemple, mensuel ou semestriel), un PCS moyen est déterminé sur la période de relève à partir des PCS journaliers de la Zone gaz, pondérés des quantités journalières utilisées sur la Zone gaz.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que l'Autorité Concédante possède ses propres appareils de vérification, dont elle assure l'installation, l'exploitation, la maintenance, l'adaptation aux normes et le renouvellement.

Article 28 Modification du pouvoir calorifique du gaz distribué

En cas de modification de la nature du gaz acheminé, ou si les normes indiquées à l'Article 26 fixant les limites du pouvoir calorifique du gaz sont modifiées et si les caractéristiques de combustion qui en résultent ne répondent plus aux conditions de l'Article 26.IV, les Parties se rapprocheront pour définir les modalités d'adaptation du présent Contrat aux nouvelles normes dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables. Ces dispositions seront complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Dans les conditions définies par l'article L.432-13 du code de l'énergie, le Concessionnaire met en œuvre les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement et l'équilibrage des réseaux, la continuité du service de distribution du gaz et la sécurité des biens et des personnes. Selon les modalités réglementaires en vigueur, il dirige et coordonne les opérations de modification des réseaux de distribution, veille à la compatibilité des installations des Clients finals durant les opérations de conversion et à l'issue de celles-ci, et le cas échéant facilite le remplacement de celles ne pouvant être réglées ou adaptées.

Lorsqu'un relevé comporte simultanément des consommations correspondant à l'ancien et au nouveau pouvoir calorifique, il est effectué, pour la facturation, une répartition *prorata temporis* des volumes.

VI. CONDITIONS D'ACCES AU RESEAU ET RELATIONS AVEC LES CLIENTS FINALS ET LES PRODUCTEURS

Article 29 Conditions générales pour l'accès au Réseau

Le Concessionnaire est tenu de prendre les dispositions appropriées pour assurer :

- la distribution de gaz dans les conditions de continuité définies par l'article R.121-11 du Code de l'énergie et de qualité précisées à l'Article 30. Le Concessionnaire peut interrompre le service dans les conditions précisées à l'Article 33 ;
- l'injection de Gaz renouvelable dans le Réseau, dans le respect des conditions définies par le Code de l'énergie.

Article 30 Obligation de consentir aux Clients finals et aux Producteurs les contrats liés à l'accès au Réseau

I. Clients finals

Toute distribution de gaz est subordonnée à la passation d'un contrat avec le Concessionnaire, pris en exécution du Contrat.

Dans le cadre du contrat unique, le Concessionnaire conclut un Contrat Distributeur de Gaz - Fournisseur (CDG-F) avec chaque Fournisseur d'énergie qui comprend, en annexe, les Conditions de Distribution liant le Concessionnaire au Client final.

En cas de demande spécifique d'un Client final, un Contrat Distributeur de Gaz - Client (CDG-C) peut être conclu entre le Concessionnaire et le Client final, qui fixe, entre autres, les conditions dans lesquelles le gaz est distribué. Le Client final signe dans ce cas, également et séparément, un contrat de fourniture avec un Fournisseur d'énergie.

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat de distribution et, le cas échéant un contrat de Raccordement à toute personne qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de L453-1 et suivants du Code de l'énergie, sauf s'il a reçu entre-temps une injonction contraire de l'autorité compétente en matière d'urbanisme ou de police, et sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs à l'autorisation de fourniture de gaz ou au contrôle de conformité des Installations intérieures.

En cas de non-paiement par un demandeur de Raccordement de sa Participation prévue à l'Article 15, le Concessionnaire peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'Autorité Concédante lorsqu'une Participation financière est due à celle-ci, refuser la mise en service de l'installation. Dans le cas où celle-ci a déjà été effectuée, et si le demandeur n'a pas réglé l'intégralité de la Participation à sa charge, le Concessionnaire peut interrompre la livraison après mise en demeure restée sans effet.

La mise en service doit être assurée par le Concessionnaire dans le délai convenu avec le demandeur conformément au Catalogue des prestations du Concessionnaire.

En cas de travaux, le délai est augmenté du temps nécessaire à l'alimentation de l'installation du demandeur du Raccordement ainsi qu'à la réception des autorisations administratives de construire, de passage ou d'implantation. Le demandeur du Raccordement doit alors en être informé.

Pour les travaux dont le Concessionnaire est maître d'ouvrage, le choix de la solution technique retenue pour la desserte des Clients finals appartient au Concessionnaire, qui doit concilier les intérêts du service public avec ceux des Clients finals, dans le respect des textes réglementaires et des intérêts de l'Autorité Concédante.

II. Producteurs

Le Concessionnaire est tenu de consentir un contrat d'injection, le cas échéant un contrat de Raccordement, à tout Producteur qui demande l'accès au Réseau, conformément aux conditions de l'article L.111-97 du Code de l'énergie, sous réserve du respect des textes réglementaires relatifs au droit à l'injection et du respect par le Producteur des obligations issues du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme qui s'imposent à lui pour la réalisation de l'installation de production.

Article 31 Contrats liés à l'accès au Réseau et conditions de paiement

I. Clients finals

Dans l'hypothèse d'un Client final ayant souscrit un contrat unique (contrat de fourniture emportant les Conditions de Distribution), le Fournisseur est en droit d'exiger du Client final le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat, notamment en ce qui concerne la fourniture et la distribution de gaz.

Dans le respect de ses obligations de service public et des dispositions de l'Article 53 2°), le Concessionnaire interrompt la livraison du gaz au Client final lorsque le Fournisseur lui transmet une telle demande pour non-paiement des sommes susmentionnées qui lui sont dues au titre du contrat unique.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Client final souscrivant un contrat de distribution direct (CDG-C) le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans le mois suivant leur émission. Lors de la résiliation du contrat, il sera tenu compte de ce versement pour solder le compte du Client final.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de la distribution de gaz, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur, après rappel écrit constituant mise en demeure du Client final ayant souscrit un CDG-C, interrompre la livraison de gaz à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours.

Conformément à la réglementation en vigueur³³, les interruptions ne sont pas effectuées pour les Clients finals domestiques dans les hypothèses suivantes :

- a) le Client final présente une notification d'aide accordée par le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)³⁴ pour le logement concerné ;
- b) le Client final apporte la preuve du dépôt auprès du Fonds de Solidarité pour le Logement d'une demande d'aide relative à une situation d'impayé d'une facture de gaz depuis moins de deux mois ;

³³ Notamment le décret n°2008-780 du 13 août 2008 modifié par le décret n°2016-555 du 6 mai 2016.

³⁴ Ce fonds a été institué par l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant à la mise en œuvre du droit au logement

- c) le Client final présente une attestation prouvant avoir bénéficié d'une aide au Fonds de Solidarité pour le Logement au cours des douze derniers mois. Cette attestation n'est valable que pour les interruptions programmées entre le 1^{er} novembre et le 15 mars³⁵ ;
- d) le Client final apporte la preuve du règlement de sa dette au Fournisseur ;
- e) le Client final présente une notification de recevabilité d'un dossier de surendettement ;
- f) pendant la période hivernale dans les conditions visées à l'article L115-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- g) si le Fournisseur l'accepte, le Client final remet au Concessionnaire un chèque ou un chèque énergie correspondant au montant de la somme due au Fournisseur conformément aux modalités prévues dans le Catalogue des prestations du Concessionnaire.

Le non-paiement des sommes dues au Concessionnaire par le Fournisseur au titre du CDG-F est sans effet sur la continuité de livraison des Clients finals à laquelle reste tenue le Concessionnaire.

Toute rétrocession de gaz par un Client final à quelque titre que ce soit, à un ou plusieurs tiers, est interdite sauf autorisation préalable du Concessionnaire donnée par écrit³⁶. Le Concessionnaire informe immédiatement l'Autorité Concédante de cette exception en lui rendant compte des raisons de celle-ci.

Si un Client final consomme du gaz sans avoir conclu de contrat de fourniture avec un Fournisseur ou en ayant procédé à une manipulation affectant le dispositif de comptage, le Concessionnaire propose au Client final de régulariser à l'amiable sa situation³⁷. En cas de refus du Client final, le Concessionnaire est autorisé à suspendre la livraison de gaz et à engager toute procédure judiciaire nécessaire au recouvrement de l'intégralité du préjudice subi.

II. Producteurs

Toute injection de Gaz renouvelable est subordonnée à la passation d'un contrat entre le Concessionnaire et le Producteur, pris en exécution du Contrat.

Le Concessionnaire est en droit d'exiger directement du Producteur lié par le contrat d'injection le règlement de toutes les factures relatives à ce contrat dans les conditions spécifiées au contrat.

En cas de non-paiement des sommes qui lui sont dues au titre de l'injection, le Concessionnaire peut, dans le respect de la législation en vigueur et du contrat d'injection, appliquer des pénalités de retard.

³⁵ Article L.115-3 du Code de l'action sociale et des familles.

³⁶ Cette situation est celle où le gaz livré au Client final transite, ne serait-ce que de façon provisoire, par des installations d'un autre Client final qui s'interposent entre le réseau de distribution et les installations du Client final considéré ; le Client final par les installations duquel le gaz transite n'est pas dans ce cas fournisseur.

³⁷ Conformément à la procédure « clients consommant sans fournisseur » élaborée dans le cadre des GTG 2007 mis en place par la Commission de Régulation de l'Energie.

Article 32 Tarification de la distribution de gaz aux Clients finals et de l'injection aux Producteurs

I - Tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz (tarif d'acheminement)

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz sont fixés dans les conditions prévues par les articles L. 452-1-1 et suivants du Code de l'énergie³⁸. Ils sont applicables aux Clients finals.

Ils figurent à l'annexe 8.

Les tarifs et conditions commerciales d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont établis en fonction de critères publics, objectifs et non discriminatoires en tenant compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service³⁹.

Le Concessionnaire est tenu de communiquer à l'Autorité Concédante dans le Compte Rendu d'Activité visé à l'Article 41, de tenir à la disposition des Usagers et de communiquer à la Commission de Régulation de l'Energie les conditions générales d'utilisation des ouvrages et des installations du service.

II - Tarifs des prestations du Concessionnaire

Les prestations du Concessionnaire non couvertes par le tarif d'acheminement ainsi que le tarif applicable pour chaque prestation sont publiés dans le Catalogue des prestations (annexe 9).

Ce Catalogue est évolutif, notamment pour s'adapter aux besoins des acteurs du marché. Il est mis à jour annuellement après concertation avec l'ensemble des parties prenantes sous l'égide de la Commission de Régulation de l'Energie. Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute mise à jour du Catalogue.

Les prestations proposées par le Concessionnaire qui ne seraient pas visées dans ce Catalogue font l'objet d'une facturation spécifique sur devis, établi sur la base de principes de facturation présentés préalablement à l'accord de l'Autorité Concédante.

III – Tarification de l'injection

Les tarifs d'utilisation du Réseau de distribution de gaz dus par les Producteurs sont fixés dans les conditions prévues par les articles L.452-1-1 du Code de l'énergie.

³⁸ Les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont publiés au Journal Officiel de la République Française.

³⁹ Les caractéristiques des tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz sont fixées aux articles L.452-1 et suivants du Code de l'énergie

Article 33 Information en cas d'interruption du service

Article 33.1 Interruption temporaire du service pour les besoins de l'exploitation

Conformément à l'article R.121-12 du Code de l'énergie, le Concessionnaire peut interrompre le Service pour toute opération d'investissement, de Raccordement, de mise en conformité ou de maintenance du Réseau concédé ainsi que, après analyse de la situation, pour tous les travaux réalisés à proximité des ouvrages.

Le Concessionnaire s'efforce de réduire ces interruptions au minimum et de les situer aux dates et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible aux Clients Finaux.

Les dates et heures de ces interruptions sont portées au moins cinq jours à l'avance à la connaissance des Clients Finaux par avis collectif.

Article 33.2 Interruption temporaire relative à des situations d'urgence

Dans les circonstances d'interruption de grande ampleur exigeant une intervention immédiate, le Concessionnaire prend d'urgence les mesures nécessaires.

Le service de permanence de la commune concernée ainsi que l'Autorité Concédante sont informés dans les meilleurs délais en cas de survenance d'un incident significatif tel que visé à l'Article 9 ou dans les autres cas suivants :

- explosion susceptible d'être attribuée au gaz distribué par le Concessionnaire ;
- événement lié au Réseau d'ampleur significative en matière d'évacuation de personnes, notamment dans le cas d'établissements tels qu'un hôpital, un lieu d'accueil d'enfants, de personnes âgées, etc... ;
- événement impliquant l'interruption de circulation sur une voie importante de circulation routière ou ferroviaire.

Lors d'incidents entraînant une coupure de gaz pour plus de 50 Clients finaux, le Concessionnaire met en place un service d'information (« Infocoupure »), permettant à l'Autorité Concédante d'être informée de l'avancement de la résolution de l'incident et de recevoir des notifications dématérialisées.

Article 33.3 Réduction et/ou interruption de l'injection

Le Concessionnaire peut prendre des mesures visant à réduire et/ou interrompre l'injection de Gaz renouvelable dans les conditions fixées par le contrat conclu avec le Producteur.

Article 33.4 Mise en œuvre d'ordre de délestage

Lorsque, pour assurer la continuité d'acheminement sur le réseau concédé, le Concessionnaire met en œuvre des ordres de délestage pris par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel ou émet lui-même de tels ordres dans les conditions prévues à l'article L434-2 du code de l'énergie, il en informe l'Autorité Concédante dans les meilleurs délais en précisant les modalités suivant les consignes transmises par le gestionnaire du réseau de transport de gaz ou par les pouvoirs publics.

Article 34 Relation Client

Le Concessionnaire dispose de centres de relation Client qui s'appuient, pour garantir et piloter la qualité du service public concédé et la satisfaction des Clients finals, sur un référentiel unique composé du Catalogue des prestations et des procédures du Groupe de Travail Gaz (« GTG 2007⁴⁰ ») mises en œuvre.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs, soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux ou nationaux lorsque cela n'est pas pertinent ou techniquement pas faisable.

Le Concessionnaire met en place un dispositif permettant de répondre directement aux sollicitations des Clients finals. Ce dispositif comprend notamment :

- Un accueil téléphonique ;
- Un canal numérique (mail, formulaire en ligne) ;
- Et pour certaines demandes spécifiques, la possibilité d'une rencontre physique entre le Concessionnaire et le Client final.

Article 35 Qualification et traitement des réclamations

Le Concessionnaire dispose d'un système permettant de traiter, qualifier, suivre et tracer les réclamations des Clients finals. Il s'appuie sur la procédure « GTG 2007 » en vigueur.

Tout Client final a la possibilité de déposer une réclamation, quel qu'en soit l'objet, via plusieurs canaux (site Internet du Concessionnaire, par téléphone, par courrier, via les réseaux sociaux, via son Fournisseur de gaz, etc.).

Si le Client final n'est pas satisfait de la réponse apportée par le Concessionnaire, il dispose d'instances supplémentaires, qui seront rappelées par le Concessionnaire en accompagnement de chacune de ses réponses ou via les Conditions de Distribution : une instance interne au Concessionnaire, dont les coordonnées sont précisées sur le courrier de réponse du Concessionnaire et une instance auprès du Médiateur National de l'Energie. Le Concessionnaire s'engage à traiter l'ensemble des réclamations dans un délai de 30 jours et ce quelle que soit leur provenance et le canal utilisé.

Le Concessionnaire a l'obligation de répondre à chaque réclamation des Clients finals dans le respect de ses engagements écrits dans les Conditions de Distribution, les procédures GTG et dans le respect du Code de bonne conduite. Le client a en outre la possibilité de saisir l'Autorité Concédante ou le Médiateur National de l'Energie.

A ce titre, le Concessionnaire suit des indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque cela n'est pas pertinent.

⁴⁰ La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a mis en place des instances de concertation entre les différents acteurs concernés par l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie à partir du 1er juillet 2007. L'instance concernant le marché du gaz, en particulier concernant les procédures applicables entre distributeurs et fournisseurs, est dénommée " Groupe de Travail Gaz 2007 " (GTG 2007)

Article 36 Délais d'intervention

Afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, à la suite d'appels concernant les interventions de sécurité reçus par le service chargé de réceptionner les informations à caractère d'urgence, le Concessionnaire s'engage à intervenir en moins d'une heure dans plus de 96% des cas pour les interventions de sécurité effectuées à l'échelle du département.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent convenir, à l'annexe 1, de la production et l'analyse annuelle des délais d'intervention de sécurité sur la base d'un échantillon d'aléas d'exploitation.

Pour toutes les autres interventions, le Concessionnaire se conforme aux délais fixés dans son Catalogue des prestations (annexe 9).

Article 37 Mesure de la satisfaction des Clients finals

Le Concessionnaire mesure la satisfaction des Clients finals par un dispositif d'enquêtes de satisfaction. A cet égard, un SMS ou un courriel est notamment adressé à l'attention des Clients finals ayant bénéficié de certaines prestations du Concessionnaire (interventions de Raccordement, première mise en service, mise en service et dépannage) ou ayant eu un contact avec le service client afin de recueillir leur appréciation. Les Clients finals ayant exprimé une insatisfaction peuvent, s'ils le souhaitent, être recontactés par le Concessionnaire pour comprendre les raisons de leur mécontentement et en traiter la cause.

Les résultats de ces enquêtes de satisfaction font l'objet d'indicateurs soit spécifiques au présent Contrat, soit régionaux lorsque cela n'est pas pertinent.

Le Concessionnaire met en place des plans d'actions permettant de pallier les résultats les moins satisfaisants.

Article 38 Information envers les Clients finals et les tiers

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante de toute communication locale ayant un lien avec l'activité concédée, et prend en compte, dans la mesure du possible, les éventuelles remarques et demandes de l'Autorité Concédante avant diffusion.

Dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule, le Concessionnaire propose une synthèse des communications institutionnelles ou nationales.

S'agissant des demandes d'accès aux informations et données relatives aux missions du service public concédé, formulées sur le fondement des articles L.300-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration, du Code de l'environnement, ou de tout autre texte, le Concessionnaire y répond directement dans le respect des textes applicables. Il fait ses meilleurs efforts pour transférer à l'Autorité Concédante toute demande dont le traitement revient à celle-ci.

VII. GOUVERNANCE (INVESTISSEMENTS, CONTROLE, DONNEES)

Article 39 Principes généraux

La relation entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire est régie par les principes suivants, déclinés dans les articles ci-après :

- une gouvernance des investissements sur le Réseau, basée sur la concertation ;
- un dispositif de compte-rendu annuel et de contrôle permettant notamment de rendre compte de la qualité du service rendu par le Concessionnaire au travers d'indicateurs spécifiques ;
- une mesure de la performance du Concessionnaire pouvant le cas échéant donner lieu à pénalités ;
- un socle de données mis à disposition de l'Autorité Concédante par le Concessionnaire ;
- un dispositif de règlement des litiges ;
- Un dialogue continu au plan national afin d'approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier la transition écologique et de l'indépendance énergétique notamment dans le cadre du Comité National de Suivi visé au Préambule.

Afin d'assurer une relation de qualité avec l'Autorité Concédante, le Concessionnaire désigne un interlocuteur privilégié pour l'exécution du Contrat de Concession et les relations avec l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire demeure à la disposition de l'Autorité Concédante pour le suivi et l'examen de toute difficulté rencontrée dans le cadre de l'exécution du Contrat de Concession.

Par ailleurs, le Concessionnaire se tient à la disposition de l'Autorité Concédante pour tous échanges et/ou réunions additionnelles visant notamment à approfondir tous sujets relatifs à la Concession, en particulier à la transition énergétique. Dans ce cadre, le Concessionnaire apporte toutes précisions ou avis que lui demande l'Autorité Concédante.

Article 40 Gouvernance des investissements

Article 40.1 Principes

En vue d'assurer la bonne exécution du service public, et ce dans le respect des missions et obligations de service public assignées par le législateur au Concessionnaire - en particulier définir et mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux - notamment définies aux articles L.121-32 et L.432-8 du Code de l'énergie et dans le Contrat de Service Public signé entre le Concessionnaire et l'Etat, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante conviennent que le dispositif de gouvernance des investissements sur le Réseau repose sur :

- une concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ;
- le bilan du contrat de Concession en cours d'exécution.

1°) Le dispositif de gouvernance se décline comme suit, sur demande de l'Autorité Concédante, dès lors que le montant de la moyenne annuelle des investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages de la Concession - calculé sur les trois années civiles écoulées avant la date d'entrée en vigueur du Contrat - est supérieur à cent mille (100 000) euros H.T. par an en moyenne :

- un schéma directeur d'investissements correspondant à une vision prospective, à la fois qualitative et quantitative sur la durée du Contrat, des évolutions prévisionnelles du Réseau (désigné ci-après « Schéma Directeur » ou « SDI ») ;

- des programmes pluriannuels d'investissements correspondant à une déclinaison à moyen terme du Schéma Directeur (désignés ci-après « Programme(s) Pluriannuel(s) » ou « PPI ») ;
- des programmes annuels d'investissements en déclinaison de chacun des Programmes Pluriannuels (désigné ci-après « Programme(s) Annuel(s) »).

Le Schéma Directeur ainsi que les Programmes Pluriannuels et Programmes Annuels prennent en compte, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les orientations nationales, régionales et locales qui s'imposent au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante en matière d'investissement, de qualité d'alimentation et de service, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables et d'aménagement du territoire, notamment celles fixées par les schémas de planification applicables sur le territoire de la Concession :

- Les orientations nationales visées sont notamment celles issues de la programmation pluriannuelle de l'énergie prévue à l'article L. 141-1 du Code de l'énergie ;
- Les orientations régionales visées sont notamment celles issues des schémas régionaux d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), ou des Schémas Régionaux Climat Air Energie (SRCAE) le cas échéant ;
- Les orientations intercommunales et communales visées sont notamment celles issues des PCAET, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU(i), cartes communales, PDU, PLH...), les schémas directeurs des énergies, les chartes de parcs naturels régionaux, les démarches de type TEPOS et TEPCV des territoires de la Concession ;
- Les orientations à l'échelle des projets concernent tout projet significatif identifié en lien avec l'énergie : zones d'aménagement concerté (ZAC), programmes de renouvellement urbain, travaux d'infrastructures.

Les Schéma Directeur, Programmes Pluriannuels et Programmes Annuels font l'objet d'un partage de l'information entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante sur l'évolution des usages du gaz.

Chaque Programme Pluriannuel ainsi que chaque Programme Annuel, dont les principes sont décrits dans les articles suivants, sont le résultat d'une concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante.

2°) Au cours de l'exécution du Contrat, lorsque le montant de la moyenne annuelle des investissements d'adaptation et modernisation des ouvrages de la Concession - calculé sur les trois années civiles écoulées - devient supérieur à cent mille (100 000) euros H.T. par an en moyenne, la pertinence de l'établissement d'un Schéma Directeur et/ou des Programmes Pluriannuels et Annuels associés est évaluée par les Parties en fonction du contexte local.

Article 40.2 Schéma Directeur (SDI)

Le Schéma Directeur, objet de l'annexe A au présent cahier des charges, propose une vision prospective, à la fois qualitative et quantitative sur la durée résiduelle du Contrat, des évolutions prévisionnelles du Réseau, partagées entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante.

Il couvre la durée résiduelle de la Concession fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.

Il est établi entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante à partir d'un partage d'informations et du bilan du précédent contrat de Concession décrit à l'Article 56.

Le SDI décrit les ambitions, sur la durée résiduelle du Contrat, convenues entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante pour le Réseau, dans un souci d'efficience de la transition énergétique et des dépenses publiques, notamment afin de :

- garantir la qualité et la sécurité du Réseau ;
- assurer son évolution, en réalisant les adaptations nécessaires des ouvrages concernés ;
- favoriser l'insertion des énergies renouvelables sur le Réseau et les nouveaux usages ;
- contribuer à la maîtrise de la demande en énergie, à l'efficacité énergétique, et plus généralement à la transition énergétique, dans le cadre des missions de service public du Concessionnaire.

Le Schéma Directeur fixe également des objectifs quantitatifs, assortis d'engagements du Concessionnaire pour des programmes spécifiques déterminés à partir de l'analyse des enjeux propres à la Concession (« Programmes Spécifiques »).

Le SDI présente une évaluation financière de l'ensemble des investissements.

Ces investissements sont décrits en euros constants. Ces montants prévisionnels sont communiqués à titre strictement indicatif, ils ne préjugent ni des évolutions macro-économiques, ni des évolutions réglementaires.

Les ambitions sur la durée résiduelle du Contrat, ainsi que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques sont déclinés dans les Programmes Pluriannuels décrits à l'Article 40.3.

Le Schéma Directeur peut être mis à jour après concertation entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, notamment en cas :

- d'évolution des cibles principales de traitement visées à l'Article 11 ;
- d'évolutions technologiques pertinentes pour la distribution publique de gaz ;
- d'évolution du cadre juridique, notamment législatif ou réglementaire, applicable à la distribution publique de gaz ;
- d'évolution affectant les conditions techniques et économiques de la distribution publique de gaz sur la Concession ;
- d'évolution des documents de planification territoriale définis par les collectivités présentes sur le territoire de la Concession ;
- de souhait des Parties de modifier les ambitions, les objectifs ou les indicateurs quantitatifs du Schéma Directeur ;
- d'évolution du périmètre de la Concession.

Article 40.3 Programmes Pluriannuels (PPI)

Pour la mise en œuvre du Schéma Directeur, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, élaborent par période de 5 années un Programme Pluriannuel (PPI) : le premier Programme Pluriannuel est objet de l'annexe B au présent cahier des charges, qui précise également les modalités pratiques de suivi et

d'élaboration des PPI suivants.

Pour l'élaboration de chaque PPI, l'Autorité Concédante s'engage à communiquer les programmes de travaux dont elle a connaissance sur son territoire, notamment les travaux d'aménagement (nouvelles zones d'activités ou de logements, grands travaux urbains, ...) et toute information pertinente relative à de tels projets.

1°) Contenu

Chaque Programme Pluriannuel décline les ambitions du Schéma Directeur, ainsi que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques.

Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante peuvent également définir des zones d'actions prioritaires sur le territoire de la Concession.

Chaque PPI comporte :

- une actualisation du diagnostic technique des ouvrages de la Concession ;
- une actualisation des éléments de prospective, établis dans le cadre du Schéma Directeur ;
- une présentation des investissements prévisionnels en déclinaison des ambitions du Schéma Directeur ;
- pour les Programmes Spécifiques, le détail des engagements quantitatifs du Concessionnaire (par ex. linéaires renouvelés, ouvrages construits, etc.), les estimations financières qui s'y rattachent, ainsi que les indicateurs de suivi de réalisation de ces objectifs d'investissements.

Les investissements prévisionnels sont exposés dans un tableau détaillé du Programme Pluriannuel, qui précise notamment les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques.

Ces investissements sont décrits en euros constants. Ces montants prévisionnels sont communiqués à titre strictement indicatif, ils ne préjugent ni des évolutions macro-économiques, ni des évolutions réglementaires.

2°) Suivi

Un point d'avancement du Programme Pluriannuel est réalisé entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire, au minimum une fois par an.

A cette occasion, le Concessionnaire présente à l'Autorité Concédante l'état d'avancement de la réalisation des objectifs d'investissements mis à jour et les prévisions d'investissements actualisées sur la durée du Programme Pluriannuel, ainsi que sur un horizon glissant de cinq ans. Les prévisions d'investissements pour les périodes au-delà du Programme Pluriannuel en cours sont évoquées pour information.

Le niveau de réalisation des objectifs du Concessionnaire est mesuré au moyen des indicateurs de suivi définis lors de l'élaboration du PPI.

Six mois avant la fin de chaque Programme Pluriannuel, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire se rapprochent pour établir le bilan des investissements effectivement réalisés. Le Programme Pluriannuel suivant sera élaboré sur la base de ce bilan et des perspectives évoquées lors de chaque bilan annuel. Il peut faire l'objet d'une approbation par l'organe délibérant de l'Autorité concédante, et dans ce cas sera annexé au Contrat de concession.

Les modalités pratiques de suivi du Programme Pluriannuel sont précisées dans l'annexe B.

Les investissements y sont mesurés en euros courants.

En cas d'avis divergeant entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire sur le contenu d'un Programme

Pluriannuel, les trajectoires des Programmes Spécifiques telles que définies dans le Schéma Directeur s'appliquent par défaut de manière engageante jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé entre les Parties.

3°) Engagements

S'il est constaté contradictoirement, à l'issue de chaque Programme Pluriannuel, que les objectifs assortis d'engagements pour les Programmes Spécifiques n'ont pas été atteints, l'Autorité Concédante, après avoir entendu les observations du Concessionnaire, peut appliquer des pénalités financières, telles que définies à l'Article 45.

Le Concessionnaire sera toutefois délié de tout ou partie de ses engagements au titre d'un Programme Pluriannuel donné, lorsque la non-réalisation du ou des engagements concernés n'est pas de son seul fait et résulte :

- d'un cas de force majeure ;
- du fait d'un tiers au Contrat autres que les tiers cocontractants, préposés ou salariés du Concessionnaire ou de l'Autorité Concédante ;
- de retards ou non obtention – ne résultant pas d'une carence du Concessionnaire - des autorisations administratives notamment les autorisations données par le gestionnaire de voirie, dans la mesure où la non-obtention dans les délais empêcherait le Concessionnaire de respecter son engagement ;
- de l'évolution du cadre juridique, notamment législatif ou réglementaire.

Dans ces cas, le Concessionnaire avertit l'Autorité Concédante en indiquant la cause et les conséquences sur la réalisation du Programme Pluriannuel concerné. Il s'efforce de limiter les conséquences des événements rencontrés. A la demande de l'une ou l'autre des Parties, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante se rencontrent afin d'examiner la nécessité de réviser ledit Programme.

Il est rappelé que le Concessionnaire, pour la bonne mise en œuvre de ses missions et obligations de service public, peut également être amené à réaliser des investissements non prévus aux Programmes Pluriannuels.

Article 40.4 Programmes Annuels

Chaque Programme Pluriannuel est décliné, chaque année, en un Programme Annuel, élaboré par le Concessionnaire après concertation avec l'Autorité Concédante.

Le Concessionnaire communique chaque année N à l'Autorité Concédante :

- le compte-rendu du Programme Annuel réalisé l'année N-1 sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- la liste des principales opérations réalisées sur le territoire de la Concession en précisant leur localisation, leur descriptif succinct, les quantités, le montant des travaux et la répartition du financement ;
- la contribution de ces travaux au Programme Pluriannuel en cours.

A cette occasion, le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante, le maire de la commune concernée et/ou le gestionnaire de voirie concerné des chantiers structurants, réalisés en dehors du territoire de la Concession, et ayant un impact sur celle-ci.

Les travaux prévus au Programme Annuel respectent les conditions, en particulier de protection de l'environnement, énoncées à l'Article 20.

Les modalités de présentation et de suivi du Programme Annuel sont définies d'un commun accord entre les Parties, et détaillées dans l'annexe C.

Les investissements réalisés y sont mesurés en euros courants.

Le Programme Annuel est présenté à l'occasion des conférences départementales prévues par l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales.

Article 41 Compte-rendu d'activité de la Concession

Article 41.1 Dispositions générales

Le Concessionnaire remet chaque année civile à l'Autorité Concédante, dans un délai conforme à la réglementation en vigueur⁴¹, un compte-rendu d'activité de la Concession (« CRAC ») pour l'année écoulée.

Le contenu du CRAC fait l'objet de l'annexe 3.

Il contient *a minima* l'ensemble des informations prévues aux articles D. 2224-48 et suivants du code général des collectivités territoriales ou toutes autres dispositions qui s'y substitueraient.

Le Concessionnaire présente le CRAC à l'Autorité Concédante lors d'une réunion dont la date est fixée par l'Autorité Concédante après concertation avec le Concessionnaire.

Le cas échéant, l'Autorité Concédante liste les points devant faire l'objet d'une présentation approfondie lors de cette réunion.

Article 41.2 Indicateurs de qualité de service et de sécurité

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire mettent en place un système de suivi de la qualité du service rendu conformément aux articles D. 2224-50 et D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

1. Finalité

Les indicateurs constituent des paramètres, le plus souvent chiffrés, permettant de suivre et d'évaluer la qualité du service public.

Regroupés par grandes familles et critères de synthèse, ils sont destinés à :

- suivre l'activité du Concessionnaire par la collecte des données les plus caractéristiques de la Concession ;
- améliorer en continu la performance et la qualité des services rendus par le Concessionnaire, et en particulier la sécurité du Réseau.

2. Contenu

Sous réserve de dispositions complémentaires dans l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales, les indicateurs retenus sont détaillés dans la grille en annexe 4. Cette grille constitue la liste des indicateurs de suivi d'activité et de qualité de service et de sécurité que le Concessionnaire s'engage à transmettre pour chaque année civile à l'Autorité Concédante dans le CRAC.

Ces indicateurs portent notamment sur les domaines suivants :

- Qualité et sécurité du Réseau ;
- Activités de maintenance ;
- Qualité des services ;

⁴¹ Soit au plus tard le 1^{er} juin de chaque année selon la réglementation en vigueur à la date de signature du Contrat

- Raccordements et Transition écologique (Gaz renouvelable, réseaux intelligents, ...) ;
- Connaissance du patrimoine ;
- Cartographie des réseaux.

En particulier, les indicateurs majeurs de sécurité et de maintenance sont restitués sous forme graphique (« Radar Sécurité ») permettant une visualisation synthétique des résultats dans ces domaines.

Article 42 Contrôle de la Concession

Article 42.1 Prérogatives de l'Autorité concédante

L'Autorité Concédante exerce le contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat de Concession.

Dans le cadre de ses prérogatives de contrôle, l'Autorité Concédante a la possibilité, par l'intermédiaire de ses agents dûment habilités ou de tout organisme mandaté par elle, de procéder à tout moment à toutes vérifications utiles, y compris par la réalisation d'audits sur site portant sur les ouvrages concédés.

Les agents de l'Autorité Concédante ou de tout organisme mandaté par elle ne peuvent en aucun cas intervenir dans la gestion de l'exploitation du service public concédé.

Dans ce cadre, toutes les informations et tous les documents sollicités par l'Autorité Concédante lui sont remis gratuitement par le Concessionnaire dans les délais fixés en accord avec elle.

Si le Concessionnaire n'est pas en mesure de fournir immédiatement les informations et documents demandés, il accuse réception par écrit de la demande de l'Autorité Concédante dans un délai maximal de quinze jours à compter de la demande.

Le Concessionnaire s'engage à répondre dans un délai maximum de 2 mois, sauf dans les cas dûment justifiés pour lesquels les informations ne sont pas immédiatement disponibles ou nécessitent une évolution des systèmes d'informations.

L'annexe 5 présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concédante pour l'exercice de ses compétences

Article 42.2 Information sur les Raccordements au réseau de transport

Dans le cadre du contrôle, le Concessionnaire informera l'Autorité Concédante en cas d'accord donné pour un Raccordement de client sur le réseau de transport de gaz, résultant d'une impossibilité de le raccorder au Réseau, en application des dispositions de l'article L. 453-1 du code de l'énergie, et ce dans le respect des dispositions législatives et réglementaires encadrant la communication des données à caractère personnel.

Article 42.3 Echange contradictoire

Dans l'hypothèse où un contrôle conduit à la rédaction d'un rapport par l'Autorité Concédante, celle-ci informe préalablement le Concessionnaire de ses conclusions, afin de lui permettre de présenter ses observations sous un mois maximum par écrit.

Les points de divergence identifiés entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire donnent lieu à un échange contradictoire dans un délai déterminé entre les Parties.

L'Autorité Concédante transmet le rapport définitif au Concessionnaire.

Article 43 Données

Article 43.1 Cadre général

Les données dont la communication est prévue au Contrat ainsi que celles dont la communication est prévue par les dispositions législatives ou réglementaires applicables sont transmises et traitées dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité Concédante les informations existantes d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique, utiles à l'exercice des compétences de celle-ci.

Il les met à la disposition de l'Autorité Concédante sous un format informatique exploitable lorsque ce format est disponible sur le marché.

Sont notamment concernées toutes les informations utiles à l'Autorité Concédante ou à un tiers missionné par elle pour l'exercice du contrôle du bon accomplissement par le Concessionnaire des missions de service public et du respect de ses engagements, ainsi que pour l'élaboration et l'évaluation des schémas et plans visés au chapitre VII du présent Contrat.

1. Open Data

La publication des données publiques du service public relève de la responsabilité exclusive de l'Autorité concédante.

En application de l'article L.111-77-1 du Code de l'énergie, le Concessionnaire est chargé :

- de procéder au traitement des données visées à cet article dans le respect des secrets protégés par la loi ;
- de mettre ces données à disposition du public par voie électronique, dans un format ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé sous une forme agrégée garantissant leur caractère anonyme.

2. Protection des données personnelles

Le Concessionnaire est responsable et garant de la protection des données personnelles, selon la législation et la réglementation en vigueur, et notamment au titre du Règlement Général de Protection des Données (RGPD), pour les besoins liés à l'exploitation du Service concédé.

Pour les traitements de données qu'elle souhaite réaliser, l'Autorité Concédante est responsable et garante de la protection des données personnelles, selon la législation et la réglementation en vigueur, et notamment au titre du RGPD.

3. Confidentialité

L'Autorité Concédante est responsable de l'utilisation et du traitement qu'elle fait des données auxquelles elle a eu accès en sa qualité d'Autorité Concédante, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Elle est en particulier responsable du respect de la confidentialité des Informations Commercialement Sensibles et des Données à Caractère Personnel transmises lorsqu'elle utilise, traite elle-même ces données ou les fait traiter par un tiers.

Elle s'engage par ailleurs à ne pas révéler les informations à caractère confidentiel, qui lui aurait été spécifiées comme telles par le Concessionnaire, et dont elle a pu avoir connaissance dans le cadre du Contrat, sans préjudice des obligations pesant sur l'Autorité Concédante en matière de communication de documents administratifs (en particulier au sens des articles L. 311-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration), ou sauf à un tiers missionné par elle dans le cadre de sa mission de contrôle et pour les stricts besoins de cette mission. Ce tiers est tenu à la même obligation de confidentialité. Ces dispositions pourront être complétées le cas échéant dans l'annexe 1.

Article 43.2 Données cartographiques

Le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante une fois par an, sur sa demande et dans un délai maximum d'un mois, les plans ou extraits de plan des réseaux mis à jour des données cartographiques ci-après, le cas échéant pour chaque commune du périmètre de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

La fourniture de données informatiques fait l'objet le cas échéant de modalités portées en annexe 1, qui précise notamment leur format et le support de transmission.

Les données moyenne échelle (1/2000^{ème}) fournies sont les suivantes :

- le tracé des réseaux de distribution de gaz ;
- la matière, le diamètre, le niveau de pression et la décennie ou l'année de pose des canalisations ;
- les robinets de réseaux utiles à l'exploitation ;
- les Branchements tels que reportés sur la cartographie moyenne échelle ;
- la position des postes de livraison et de distribution publique.

L'Autorité Concédante s'engage à ne pas utiliser les données ci-dessus pour la réalisation de travaux à proximité des ouvrages de distribution de gaz, et à respecter pour ces travaux, la réglementation applicable en la matière.

Sur demande ponctuelle de l'Autorité Concédante et dans le cas de travaux ayant entraîné une modification substantielle du Réseau, le Concessionnaire transmet à l'Autorité Concédante le plan du Réseau de la Concession. L'annexe 1 en précise éventuellement les modalités.

Les plans remis à l'Autorité Concédante comportent les canalisations et Branchements abandonnés représentés en cartographie moyenne échelle.

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage, s'agissant des Plans Corps de Rue Simplifiés (PCRS) :

- à étudier avec l'Autorité Concédante la faisabilité de l'élaboration d'un PCRS à l'échelon local le plus approprié ;
- à étudier avec l'Autorité Concédante les modalités de sa contribution à l'établissement des fonds de plans du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession de façon à optimiser collectivement les coûts engendrés par l'opération, en application du Protocole national d'accord de déploiement d'un PCRS du 24 juin 2015 ;
- à communiquer à l'Autorité Concédante ou à son (ses) mandataire(s) les données cartographiques grande échelle (1/200^{ème}) utiles à l'établissement du (des) PCRS couvrant le territoire de la Concession ;
- à utiliser le(s) PCRS couvrant le territoire de la Concession dès lors qu'il(s) est (sont) disponible(s), conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2012 modifié.

Article 43.3 Données de consommation

Le Concessionnaire rend accessible à l'Autorité Concédante les données de consommation selon la réglementation en vigueur, notamment afin de contribuer aux opérations visées au chapitre VIII.

Il s'agit notamment des données de consommation annuelles agrégées et anonymisées à la maille du territoire de la Concession, du quartier (IRIS), de la rue et de l'adresse selon les dispositions des articles D.111-52 et suivants du Code de l'énergie.

Les données de consommation pourront par ailleurs être décomposées en sous-secteur ou branches pour le tertiaire et en sous-secteur pour le résidentiel selon les dispositions du décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 ou encore par code NAF lorsque cela sera possible.

Ces données sont rendues accessibles après contrôle et traitement par le Concessionnaire, soit via un portail dédié, soit via l'interlocuteur habituel de l'Autorité Concédante.

La fourniture de ces données se fait sans facturation sauf traitements particuliers nécessitant des développements informatiques spécifiques dûment justifiés.

Article 43.4 Données techniques et patrimoniales

Afin de faciliter l'exercice par l'Autorité Concédante du contrôle du bon accomplissement des missions de service public définies par le Contrat, le Concessionnaire met à disposition une plateforme de données à accès sécurisé, accessible depuis le portail digital dédié aux collectivités locales.

La liste des jeux de données disponibles à la date de signature du Contrat est fournie en annexe 5.

Article 44 Mesure de la performance du Concessionnaire

Les Parties conviennent de mettre en place un système de mesure de la performance globale du Concessionnaire, fondé notamment sur les trois types d'indicateurs suivants :

- indicateurs relatifs au patrimoine de l'Autorité Concédante et mesurant les écarts entre l'inventaire comptable et les bases techniques du Concessionnaire ;
- indicateur relatif au temps de coupure moyen des Clients de la Concession ;
- indicateur relatif à la qualité de service aux Clients.

Le périmètre, les modalités de calcul, objectifs et pénalités associés à ces indicateurs sont définis dans l'annexe 6.

Le cas échéant, des modalités complémentaires pourront être intégrées à cette annexe par accord entre le Concessionnaire et l'autorité Concédante.

Ces indicateurs sont assortis d'objectifs engageants, raisonnables et atteignables, dont la non-atteinte par le Concessionnaire pourra donner lieu à pénalités appliquées par l'Autorité Concédante, dans les conditions visées à l'Article 45.2.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention de Concession, les Parties se rencontreront au minimum tous les cinq ans afin d'examiner l'opportunité d'adapter ce système de mesure, et en particulier les indicateurs visés ci-dessus.

Article 45 Pénalités

Faute par le Concessionnaire de remplir les obligations fixées au Contrat, des pénalités, visées aux articles ci-dessous, peuvent lui être appliquées par l'Autorité Concédante sauf en cas de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire à ses co-contractants préposés ou salariés.

S'il souhaite invoquer un des deux cas mentionnés ci-dessus, le Concessionnaire en informe au plus tôt, par tout moyen approprié, l'Autorité Concédante. Le Concessionnaire l'informe des effets du cas de force majeure ou de l'incident et justifie de son impact sur l'exécution de l'obligation contractuelle concernée.

Le Concessionnaire prend toute mesure propre à minimiser l'impact de l'incident ou du cas de force majeure et en rend compte à l'Autorité Concédante.

Les pénalités sont prononcées par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire préalablement entendu. Le montant total des pénalités d'une année N est plafonné annuellement à 0,6% des recettes d'acheminement enregistrées sur le périmètre de la Concession en année N-1.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Concessionnaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des utilisateurs du Réseau et des tiers.

Les conditions dans lesquelles le Concessionnaire conteste le bien-fondé des pénalités sont définies à l'Article 46.

Article 45.1 Pénalités en cas de non-respect d'un Programme Pluriannuel

La réalisation du Programme Pluriannuel est évaluée sur la base des travaux réalisés pendant la période concernée.

A l'issue de chaque Programme Pluriannuel et conformément à l'Article 40.3, les engagements du Concessionnaire sont respectés dès lors que les objectifs quantitatifs pour chaque programme spécifique ont été atteints ou dépassés.

Dans le cas où tout ou partie de ces objectifs quantitatifs ne sont pas atteints, l'Autorité Concédante peut appliquer la pénalité suivante :

$$Pénalité = \sum_o Q_o \cdot PU_o \cdot Taux$$

Où

O : ouvrages concernés par les Programmes Spécifiques du PPI

Q_o : différence entre la quantité d'ouvrages qui aurait dû être traitée* selon les engagements du PPI et la quantité d'ouvrages effectivement traitée sur la période du PPI. Q_o est exprimée en mètre linéaires pour les canalisations de réseau ou en unité pour les autres ouvrages.

PU_o : pour chaque catégorie d'ouvrages concernés, moyenne unitaire (en EUR/mètre ou EUR/unité), sur la période du PPI, des valeurs initiales telles que figurant dans les états de valorisation du patrimoine de la Concession.

TAUX : est égal à 5%.

Les quantités non-réalisées au titre du Programme Pluriannuel sont reportées sur le PPI suivant et soumises à obligation de réalisation dans le cadre de ce nouveau PPI.

En cas de réalisation supérieure à l'objectif défini dans le Programme Pluriannuel, les quantités en surplus peuvent être défalquées de l'objectif du PPI suivant.

* On entend par le terme « traitée » les cas non exhaustifs de construction d'ouvrages, de renouvellement d'ouvrages, d'abandon d'ouvrages qui ne sont plus utiles à l'exploitation ou de modernisation et/ou de modification d'ouvrages (à titre d'exemple la pose d'un dispositif de sécurité). Les éventuelles corrections d'inventaires ne sont pas prises en compte dans les quantités d'ouvrages traitées. Pour les Programmes Spécifiques consistant à résorber totalement un type d'ouvrages, les éventuelles corrections d'inventaires sont prises en compte pour adapter la cible à atteindre du Programme Pluriannuel correspondant à l'échéance de résorption.

Article 45.2 Pénalités résultant d'un défaut de performance du Concessionnaire

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le Contrat, le manque de performance du Concessionnaire donne lieu à l'application des pénalités décrites à l'annexe 6.

Article 45.3 Pénalités en cas de défaut de fourniture d'information

A défaut de production par le Concessionnaire, dans les délais prévus, d'un des documents suivants :

- Programme Annuel visé à l'Article 40.4 ;
- Bilan des investissements effectivement réalisés à l'issue de chaque Programme Pluriannuel visé à l'article 40.3 ;
- Plan du réseau concédé visé à l'Article 43.2 ;
- Compte-rendu d'activité visé à l'Article 41 ;
- Bilan à l'échéance du Contrat visé à l'Article 56 ;
- Tout document(s) sollicité(s) par l'Autorité Concédante dans le cadre de l'article 42.1

et après mise en demeure par l'Autorité Concédante par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans suite pendant quinze jours, le Concessionnaire versera à celle-ci une pénalité égale à 1000 (mille) euros par document manquant ou inexploitable et par jour de retard à compter de l'expiration du délai de quinze jours. Ce montant sera réévalué annuellement de l'indice ING, suivant la formule $[1000 \times \text{IngN}/\text{Ing0}]$ avec IngN et Ing0 définis à l'Article 6.1

Dans le cas d'un document manquant ou inexploitable, faisant suite à une demande spécifique de l'Autorité Concédante, le Concessionnaire proposera à l'Autorité Concédante un délai supplémentaire de mise à disposition déterminé d'un commun accord, formalisé par un courrier du Concessionnaire dûment justifié. Les pénalités ne s'appliqueront le cas échéant qu'à compter de l'expiration de ce délai supplémentaire convenu.

Article 46 Règlement des litiges

En cas de survenance d'un différend entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, la Partie la plus diligente transmet à l'autre Partie un mémoire exposant les motifs du différend et les conséquences qui en résultent, quelle que soit leur nature (administrative, technique et/ou financière).

L'autre Partie lui transmet en réponse une proposition pour le règlement du différend dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire.

Dans le cas où la Partie à l'origine du mémoire ne s'estimerait pas satisfaite de la proposition de règlement du différend, il est procédé à la nomination d'une Commission de conciliation.

Cette Commission comprend trois représentants de l'Autorité Concédante, trois représentants du Concessionnaire et le cas échéant un expert désigné d'un commun accord entre les Parties. Les honoraires de l'expert sont pris en charge à parts égales par les Parties.

Les Parties ne sont pas liées par les débats ou avis émanant de cette Commission.

La Commission de conciliation dispose alors d'un délai de deux mois, à compter de sa saisine par l'une ou l'autre des Parties, pour rendre son avis. A compter de l'avis de la Commission de consultation, et faute d'accord trouvé sous huit (8) semaines après communication de cet avis, les Parties peuvent soumettre le litige à la juridiction compétente.

En cas d'échec de la procédure de Conciliation ou d'impossibilité de conduire ladite procédure, notamment en cas d'absence de désignation par une partie de ses représentants faisant ainsi obstacle à la constitution de la Commission ou en cas d'absence de réunion de la Commission ou d'établissement de son avis dans le délai de deux mois mentionné ci-avant, les Parties peuvent soumettre le litige à la juridiction compétente.

VIII. TRANSITION ECOLOGIQUE ET TERRITOIRES

En application des dispositions du présent chapitre, l'Autorité Concédante et le Concessionnaire peuvent préciser en annexe 2 les actions à mettre en œuvre au service de la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux et le cadre applicable à la distribution publique du gaz. Il est entendu que, si ces actions font l'objet de conventions d'une durée limitée, le Concessionnaire s'engage, au titre des actions pour la transition écologique du périmètre de la Concession, à renouveler ces conventions tout au long du Contrat de Concession.

Article 47 Planification énergétique territoriale

L'Autorité Concédante peut construire et piloter un schéma directeur des énergies sur son territoire auquel sera associé le Concessionnaire ou participer à l'élaboration de tels schémas directeurs pilotés par les collectivités présentes sur son territoire, en prenant notamment en compte les objectifs définis dans les documents de planification énergétique et de développement de l'espace urbain (SRCAE, SRADDET, PLU, PCAET, etc.).

L'Autorité Concédante contribue en outre à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ou le cas échéant du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, notamment en répondant aux demandes d'avis des préfets de région et présidents de conseils régionaux. Elle contribue également à l'élaboration des plans climat-air-énergie territoriaux.

Dans ce cadre, le Concessionnaire, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, communique à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics compétents dont le territoire recouvre en tout ou en partie le périmètre de la Concession, les données issues des dispositifs de comptage utiles à l'exercice de leurs compétences, en particulier celles permettant d'élaborer et d'évaluer les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus aux articles R.4251 et suivants du code général des collectivités territoriales ou le cas échéant le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, et les plans climat-air-énergie territoriaux prévus par les articles L. 222-1 à L. 222-3, L. 229-25 et L. 229-26 du code de l'environnement. L'Autorité Concédante est préalablement informée de la transmission à d'autres collectivités ou établissements publics des données relatives au territoire concerné de la Concession.

Les données concernées, telles que mentionnées par les textes précités applicables, et les modalités de leur communication sont précisées à l'Article 43.3 et le cas échéant à l'annexe 1.

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, peut fournir à l'Autorité Concédante et aux collectivités ou établissements publics précités, à leur demande, des données complémentaires ou plus détaillées que celles mentionnées ci-dessus définies dans le cadre d'une convention locale. Le cas échéant, ces données peuvent être facturées par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante, sur la base de justificatifs lorsque leur communication suppose des traitements exceptionnels et spécifiques.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, les données de consommation précitées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire s'engage par ailleurs à accompagner l'Autorité Concédante dans sa réflexion sur la complémentarité du gaz avec les autres énergies.

Article 48 Aménagement de l'espace urbain

Sous réserve de leur accord, les collectivités ou établissements publics compétents en matière d'urbanisme ou, le cas échéant, l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales, peuvent associer le Concessionnaire à l'élaboration des documents d'urbanisme applicables à l'intérieur du périmètre de la Concession (SCOT, PLU et PLUI en particulier), en le consultant le plus en amont possible. Les modalités de cette association peuvent faire l'objet d'une convention locale.

Dans le respect de la réglementation et du cadre réglementaire en vigueur, le Concessionnaire peut apporter son expertise aux collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession, ou à l'Autorité Concédante si cette dernière dispose de la compétence ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales, dans leurs opérations d'aménagement de l'espace urbain, de requalification urbaine ou de constitution d'écoquartiers, de façon à leur permettre d'apprécier les effets des opérations considérées en matière de gestion du Réseau public de distribution de gaz.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire recherchent un dialogue en amont de la réalisation de ces opérations. Une convention entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence, ou met à disposition ses services au titre de l'article L.5721-9 du code général des collectivités territoriales dans le domaine de l'urbanisme, ou son mandataire, peut fixer les modalités de ces échanges.

Le Concessionnaire peut réaliser des études portant sur des développements, renforcements ou déplacements d'ouvrages nécessaires à ces opérations à la demande :

- de l'Autorité Concédante, si cette dernière dispose de la compétence ou si elle aussi concernée en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie ;
- ou des collectivités ou établissements publics compétents.

Une convention entre les parties prenantes pourra fixer les modalités de réalisation de ces études, dans le respect de la réglementation applicable et du cadre réglementaire en vigueur.

Article 49 Raccordement des installations de production de biométhane ou d'autres Gaz renouvelables

Le Raccordement des installations de production de biométhane visées au présent article est régi notamment par les articles L.453-9 et L.453-10 du code de l'énergie et leurs textes d'application.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire s'engagent à modifier le cas échéant les dispositions du Contrat de Concession pour intégrer toute évolution législative ou réglementaire permettant d'injecter d'autres Gaz renouvelables (y compris de l'hydrogène renouvelable le cas échéant) dans le réseau de distribution publique de gaz.

Dans le cadre de la consultation des autorités organisatrices de la distribution de gaz visée à l'article D.453-21 du code de l'énergie, le Concessionnaire fournit l'ensemble des données nécessaires pour que l'Autorité Concédante puisse émettre un avis sur le zonage de Raccordement des installations à un réseau de gaz et notamment : capacité d'accueil du Réseau à date et après renforcement, nombre et statut des projets, gisement potentiel, valeur du ratio technico-économique dit « I/V » visé aux articles D.453-23 et D.453-24 du code de l'énergie et défini à l'arrêté du 28 juin 2019.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire échangent par ailleurs sur leur ambition en termes d'injection de Gaz renouvelable sur le Réseau concédé. Cette ambition est à prendre en compte dans le Schéma Directeur visé à l'Article 40.2.

Les Parties peuvent notamment collaborer à diverses études, par exemple des études de gisements pour connaître le potentiel du territoire, impulser une démarche concernant le développement des Gaz renouvelables en injection sur le Réseau et améliorer l'appropriation de cette thématique par les acteurs du territoire.

Le Concessionnaire informe l'Autorité Concédante des demandes de Raccordement d'installations de production de biométhane ou d'autre Gaz renouvelable au Réseau ainsi que du calendrier de réalisation, au titre des prérogatives de contrôle de l'Autorité Concédante et le cas échéant de manière anonymisée dans le cadre des Programmes Annuels visés à l'Article 40.4.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Article 50 Raccordement des stations d'avitaillement GNV/bioGNV

Dans le respect de la législation, de la réglementation et du cadre réglementaire en vigueur, le Concessionnaire répond aux demandes du ou des porteurs de projets d'implantation de stations d'avitaillement en Gaz Naturel Véhicule (GNV ou bioGNV pour sa version issue du biométhane) sur le territoire de la Concession, notamment en leur apportant une information concernant les effets des différentes solutions techniques sur la gestion du Réseau public de distribution de gaz. Cette information est également communiquée à l'Autorité Concédante lorsqu'elle est elle-même porteuse, directement ou indirectement, d'un projet d'implantation de station comme le permet l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L.2224-37 du code général des collectivités territoriales, le Concessionnaire ainsi que l'Autorité Concédante, émettent un avis sur les projets de création de stations d'avitaillement GNV/bioGNV visés à l'article précité, en échangeant les informations nécessaires préalablement à la notification de leurs avis respectifs.

Dans ce cadre, le Concessionnaire informe systématiquement l'Autorité Concédante de chaque projet de Raccordement de station ainsi que du calendrier de réalisation du Raccordement.

Le Concessionnaire communique également, sur demande de l'Autorité Concédante ou d'un tiers dûment autorisé, des données agrégées et anonymisées aux observatoires de l'énergie déployés sur le territoire de la Concession.

Dans ce cadre, le Concessionnaire s'engage à proposer à l'Autorité Concédante intervenant en matière d'implantation de stations d'avitaillement GNV/bioGNV ou, le cas échéant, aux collectivités ou établissements publics compétents sur le territoire de la Concession, sous réserve de leur accord et dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur, des études permettant d'optimiser l'implantation et le dimensionnement des infrastructures au regard des contraintes du Réseau public de distribution, notamment en ce qui concerne la pression disponible.

Article 51 Compteurs communicants

Conformément au cadre réglementaire en vigueur et aux dispositions du code de l'énergie concernant le déploiement des systèmes de comptage évolués, des Compteurs communicants sont installés par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage, d'une part, à informer suffisamment en amont l'Autorité Concédante et, le cas échéant, les communes concernées de son territoire, sur le processus et le calendrier de déploiement de ces Compteurs et, d'autre part, à réaliser régulièrement un point de son avancement jusqu'à sa complète réalisation.

Le Concessionnaire s'engage à :

- informer chaque Client, avec un mois de préavis, du remplacement de son Compteur et des modalités de cette intervention (période d'intervention, nom de l'entreprise de pose, numéro du service client du Concessionnaire) ;
- délivrer une information de qualité sur ces Compteurs, notamment dans l'espace dédié de son site internet, dans la notice d'utilisation remise lors de la pose et via son service client ;
- contribuer à des actions d'information sur le contexte législatif et réglementaire et de sensibilisation aux nouvelles perspectives ouvertes par les fonctionnalités des Compteurs communicants.

L'Autorité Concédante peut contribuer aux actions menées par le Concessionnaire et proposer des actions complémentaires tendant à informer les Clients de la finalité de la mise en place des Compteurs communicants et des bénéfices qui en résultent pour eux-mêmes et pour le fonctionnement du service public de la distribution de gaz.

Le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41 comporte des indicateurs spécifiques aux Compteurs communicants, ainsi qu'un retour d'expérience sur l'usage de ces Compteurs, les actions de sensibilisation des Clients finals menées par le Concessionnaire et les outils de suivi des consommations mis à disposition par le Concessionnaire, en lien avec les dispositions de l'Article 52.

Article 52 Maîtrise de la demande en gaz

Le Concessionnaire met en œuvre des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique du Réseau public de distribution de gaz concédé et constituant des solutions alternatives au renforcement de ce réseau et économiquement justifiées.

Il informe l'Autorité Concédante des actions menées à cet effet lors de la présentation du Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41.

Les données concernées et les modalités de leur mise à disposition sont précisées à l'Article 43.3.

Au titre de son activité de comptage, le Concessionnaire met à la disposition de chaque Client équipé d'un Compteur communicant, dans son espace client, un historique de ses données de comptage, des systèmes d'alerte liés au niveau de sa consommation, ainsi que des éléments de comparaison issus de moyennes statistiques basées sur les données de consommation locales et nationales, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et le Catalogue des prestations.

Le Concessionnaire pourra également apporter son concours à l'Autorité concédante, dans les limites de ses missions de gestionnaire de réseaux de distribution telles que définies par la législation et la

réglementation en vigueur, aux actions tendant à maîtriser la demande d'énergie des Clients finals de gaz que l'Autorité concédante engagerait.

Le Concessionnaire peut également mettre en œuvre des dispositifs incitant les utilisateurs à limiter leurs consommations, les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs étant précisées par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice des prérogatives dévolues par la loi à l'Autorité Concédante en matière de maîtrise de la demande de gaz.

Article 53 Actions liées à la sécurisation aval Compteur et à la prévenance des coupures pour impayés

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, apporte son concours à l'Autorité Concédante et aux autres collectivités ou établissements publics compétents, à leur demande, afin de les aider à mieux connaître les zones de précarité énergétique sur le territoire de la Concession.

Le Concessionnaire contribue à lutter contre la précarité énergétique sur le territoire de la Concession en mettant en œuvre les actions suivantes :

1° Une information des autorités compétentes en matière de précarité énergétique :

Afin d'aider les collectivités, les établissements publics et l'Autorité Concédante à lutter contre les situations de précarité énergétique, le Concessionnaire met à leur disposition, à leur demande, une fois par an, des informations statistiques générales sur la coupure et le service maintien d'énergie.

2° Un dispositif d'information du Client final en amont des coupures pour impayés :

Dès qu'il en a connaissance, le Concessionnaire prévient en amont le Client final de tout acte de coupure de gaz pour impayé exécuté pour le compte du Fournisseur.

3° Une politique de sécurisation des installations intérieures gaz, en particulier en sensibilisant par divers dispositifs les populations les plus fragiles à la bonne utilisation du gaz

Le Concessionnaire, au titre de l'une ou l'autre de ses missions, rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit dans le Compte-Rendu d'Activité visé à l'Article 41, soit dans le cadre d'une communication spécifique dont les modalités peuvent figurer en annexe 1.

Article 54 Réseaux intelligents et dispositifs de gestion optimisée

Le Concessionnaire est engagé dans le développement de nouvelles fonctionnalités du Réseau l'amenant à jouer un rôle d'opérateur de système de distribution visant notamment à assurer la performance du Réseau et l'optimisation du dimensionnement des investissements dans le contexte de la transition énergétique.

Les innovations associées à cette nouvelle manière d'exploiter le Réseau, notamment l'utilisation du numérique, mais également la création de rebours, de maillages ou de stockages tampons, conduisent à opérer des réseaux gaziers intelligents ou à mettre en œuvre des dispositifs de gestion optimisée en faveur, en particulier, de la transition énergétique.

Le Concessionnaire assure le déploiement de ces innovations dans un souci permanent de sécurité et d'efficacité technico-économique, en tenant informée l'Autorité Concédante.

L'Autorité Concédante pourra également solliciter le Concessionnaire dans le cadre des dispositifs législatifs et réglementaires en vigueur visant à faciliter la réalisation de projets innovants (par exemple dispositif dit « *bac-à-sable réglementaire* » institué par la Loi Energie Climat du 8 novembre 2019).

En tout état de cause, le Concessionnaire s'engage à informer régulièrement l'Autorité Concédante, dans le cadre de la gouvernance des projets expérimentaux de réseaux gaziers intelligents, des avancées et des difficultés rencontrées.

Article 55 Responsabilité sociale et environnementale

Le Concessionnaire, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement durable, s'engage notamment à :

- agir pour la sécurité de tous ;
- acheter responsable ;
- réduire ses impacts environnementaux directs et en particulier le bilan carbone de ses activités (émissions de méthane, bâtiments, véhicules) ;
- développer le Gaz renouvelable et la mobilité durable ;
- contribuer à l'amélioration de la performance énergétique et environnementale ;
- être un employeur exemplaire qui promeut la diversité et favorise l'insertion des personnes en situation de handicap ;
- participer au développement durable et raisonné des territoires avec ses parties prenantes.

Dans ce cadre, il peut prendre des engagements relatifs à ces domaines avec l'Autorité Concédante ou les collectivités ou établissements publics compétents dans le périmètre de la Concession.

Les modalités de mise en œuvre de ces engagements sont définies dans des conventions spécifiques ou en annexe 1.

Le Concessionnaire rend compte à l'Autorité Concédante des actions menées au titre du présent article, soit au travers du compte rendu annuel d'activité visé à l'Article 41, soit au travers d'une communication spécifique définie entre les Parties.

IX. ECHEANCE DU CONTRAT DE CONCESSION

Article 56 Bilan à l'échéance du Contrat

Cinq ans avant l'échéance du Contrat, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Concédante un bilan de la Concession lui permettant de contrôler le respect des engagements, la qualité de la prestation, les progrès réalisés, afin de préparer le contrat de Concession suivant.

Ce bilan présente, sur une période de dix années, d'une part une synthèse des comptes rendus annuels d'activité visés à l'Article 41, et d'autre part les éléments complémentaires suivants :

- Un inventaire technique et comptable de l'ensemble des ouvrages concédés ;
- Une cartographie à date du Réseau ;
- Un bilan sur la mise en œuvre du Schéma Directeur visé à l'article 40.2, et notamment les travaux prévus et restant à réaliser ;
- Les éléments économiques et financiers suivants à la maille de la Concession :
 - o Le Compte d'exploitation de la Concession synthétique et détaillé (produits, charges d'exploitation, charges d'investissement de la Concession, charges d'investissement hors Concession) ;
 - o L'origine des financements des biens de la Concession ;
 - o La valeur nette comptable et la valeur nette réévaluée (vision économique) des biens de la Concession.
- Un diagnostic technique permettant de réaliser un état des lieux technique précis des ouvrages de la Concession, dans le but d'évaluer la performance dans le temps du Réseau et d'identifier les zones géographiques à prioriser sur le territoire concédé. Il comprend notamment :
 - Une description physique du Réseau de distribution de la Concession :
 - o *Zones desservies ;*
 - o *Territoires de la Concession ;*
 - o *Description des Usagers (nombre et consommation totaux et par segment) ;*
 - o *Linéaire de réseau par nature et par pression ;*
 - o *Postes de détente ;*
 - o *Branchements Individuels et Collectifs ;*
 - o *Compteurs (notamment communicants) ;*
 - o *Age des ouvrages ;*
 - o *Travaux réalisés au cours des dernières années.*
 - Une description de la qualité de service et de la performance du Réseau et du Concessionnaire :
 - o *Indicateurs de qualité de service et de sécurité et indicateurs de performance définis aux annexes 4 et 6 ;*
 - o *Incidents localisés par nature, par siège, par type d'ouvrage, par cause ;*
 - o *Linéaires de réseau surveillés.*

En complément, le Concessionnaire et l'Autorité Concédante peuvent convenir de réaliser une analyse spécifique portant sur l'état de certains types d'ouvrages.

Ce bilan donne lieu à une réunion de présentation organisée dans le mois qui suit la remise de la version définitive du document.

A la suite de la présentation de ce bilan, l'Autorité Concédante conserve la faculté de diligenter tout contrôle ou audit dans les conditions de l'Article 42, pendant la période courant jusqu'à l'échéance du Contrat.

Article 57 Echéance du Contrat

Le présent Contrat de Concession prend fin dans les conditions suivantes :

- arrivée du terme normal du Contrat de Concession ;
- déchéance du Concessionnaire ;
- résiliation pour motif d'intérêt général ;
- résiliation juridictionnelle ou par voie de conséquence.

Au terme du Contrat de Concession, les ouvrages concédés doivent être en état normal de service.

Six ans avant le terme du Contrat, les Parties se rapprochent en vue de l'élaboration du dernier Programme Pluriannuel, tel que prévu à l'Article 40.3, et définissent dans ce cadre les investissements restant à réaliser au regard des objectifs définis pour les Programmes Spécifiques du Schéma Directeur. Le paiement le cas échéant des pénalités visées à l'Article 45.1 ne libère pas le Concessionnaire de son obligation de réaliser ces investissements.

Sur la base du bilan visé à l'Article 56, les Parties établissent également un état des lieux et le cas échéant un état descriptif d'éventuels autres travaux d'entretien visant à assurer un état normal de service, restant à réaliser par le Concessionnaire selon un échéancier à convenir et, en tout état de cause, avant le terme du Contrat.

Si l'Autorité concédante et le Concessionnaire ne parviennent pas à établir à l'amiable l'un ou l'autre de ces documents, il est fait appel à un expert désigné par le président du Tribunal administratif territorialement compétent, saisi à la requête de la partie la plus diligente. Le Concessionnaire s'engage à réaliser les travaux prescrits dans le cadre de cette procédure.

Faute pour le Concessionnaire de les avoir réalisés avant l'expiration du présent Contrat de concession, l'Autorité concédante est en droit, après mise en demeure, de réaliser ces travaux aux frais du concessionnaire qui devra s'acquitter du montant des sommes dues, dans un délai maximum de trois mois après réception des justificatifs des sommes dûment acquittés par l'Autorité concédante.

Dans les deux ans précédant le terme normal du Contrat, les Parties échangent sur les actions à mener avant la fin du Contrat, notamment sur les investissements prévus au dernier PPI restant à réaliser et sur les nouvelles dispositions du futur contrat.

X DISPOSITIONS DIVERSES

Article 58 Statut du Concessionnaire

Le Contrat de Concession est conclu en considération de la désignation par la loi de GRDF en tant que gestionnaire du Réseau de distribution publique de gaz avec les obligations de service public que ce dernier doit assumer. En conséquence, toute modification dans la composition de son actionnariat, dans sa forme juridique ou dans son organisation doit préserver la bonne exécution du présent Contrat de Concession.

Le Concessionnaire s'engage à informer par écrit l'Autorité Concédante de toute modification de son actionnariat majoritaire, de sa forme juridique ou de son organisation.

Article 59 Evolution des dispositions de portée nationale

Pour tous les échanges d'informations, les concertations et les négociations dont la portée d'application excède la dimension locale, l'Autorité Concédante peut être représentée par la fédération représentative de son choix. Et ce, sans préjudice des modifications, fussent-elles la conséquence de disposition nationales, qui ne pourront être intégrées au présent Contrat que par avenant conclu entre les Parties à la présente Convention.

Article 60 Impôts, taxes et redevances réglementaires

Le Concessionnaire s'acquitte de toutes les contributions qui sont ou seront mises à sa charge, de telle sorte que l'Autorité Concédante ne soit jamais inquiétée à ce sujet⁴².

Les tarifs s'entendent hors taxes, impôts et redevances de toute nature.

Les impôts, taxes et redevances de toute nature, actuellement exigibles ou institués ultérieurement sont supportés par le Client final dans la mesure où aucune disposition légale ou réglementaire ne s'y oppose.

Article 61 Modalités d'application de la TVA

I – Principe

Conformément au décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015 qui met fin à la procédure de transfert du droit à déduction pour les dépenses d'investissements publics mis à disposition de délégataires de service public en application de contrats de délégation conclus à compter du 1er janvier 2016, l'Autorité Concédante est fondée à opérer directement la déduction de la taxe grevant les investissements réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage sur le Réseau concédé.

⁴² Sont notamment à la charge du Concessionnaire, tous les impôts liés à l'existence des ouvrages de la Concession. Dans le cas où la collectivité concédante, ou l'une des collectivités adhérentes, serait imposée à ce titre (par exemple pour l'impôt foncier relatif à un Poste de détente), le Concessionnaire assumerait la charge correspondante sur simple demande de l'Autorité Concédante.

II - TVA sur réfection de voirie

L'Autorité Concédante pourra mettre à la charge du Concessionnaire le montant des travaux de réfection de la voirie, dont elle a été maître d'ouvrage, consécutivement à la réalisation de travaux intéressant le Réseau concédé.

Conformément à l'instruction fiscale n°BOI-TVA-CHAMP-30-10-60-20 n°170 du 12 septembre 2012, les travaux de réfection de voirie facturés par l'Autorité Concédante sont exclus du champ d'application de la TVA.

Article 62 Faute grave du Concessionnaire

En cas de faute grave du Concessionnaire, notamment si la qualité du gaz ou la sécurité publique viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement, et ceci durablement, l'Autorité Concédante peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Concessionnaire après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de faute du Concessionnaire d'une particulière gravité, l'Autorité Concédante peut prononcer elle-même la résiliation du Contrat, notamment dans les cas suivants :

- en cas d'inobservations graves ou de transgressions répétées des clauses de la Concession ;
- dans tous les cas où par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire compromettrait l'intérêt général ;
- le Concessionnaire céderait le Contrat à un tiers.

Les sanctions ne sont pas encourues dans le cas où le Concessionnaire n'aurait pu remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure ainsi qu'en cas d'incident non imputable au Concessionnaire, à l'un de ses co-contractants, préposés ou salariés.

Les conditions de la résiliation du Contrat seront déterminées par accord entre les Parties. A défaut d'accord, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article 46 du Contrat.

Article 63 Mise en demeure

Toute mise en demeure dans le cadre des présentes et de leurs suites, sauf disposition contraire expresse, est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie d'huissier.

Tout délai relatif à la mise en demeure est décompté, sauf disposition contraire, à partir de sa date de réception par le destinataire.

Article 64 Élection de domicile

Le Concessionnaire précise dans l'annexe 1 où il fait élection de domicile.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification ou signification le concernant serait valable lorsqu'elle aurait été faite au siège du Concessionnaire.

Article 65 Liste des annexes

Les annexes jointes au présent cahier des charges sont les suivantes :

- ANNEXE 1, Dispositions locales ;
- ANNEXE 2, Plan d'actions pour la transition écologique du territoire et en faveur de la responsabilité sociale et sociétale du concessionnaire (2026 – 2030) ;
- ANNEXE 3, Eléments du Compte-Rendu d'Activité de la Concession (CRAC) ;
- ANNEXE 4, Indicateurs de qualité de services et de sécurité ;
- ANNEXE 5, Données mises à disposition de l'Autorité Concédante pour l'exercice de ses compétences ;
- ANNEXE 6, Mesure de la performance ;
- ANNEXE 6 bis, Précisions méthodologiques relatives à l'indicateur de performance n°1 « patrimoine/canalisations » ;
- ANNEXE 7, Règles de calcul du taux de rentabilité des extensions de réseau ;
- ANNEXE 8, Tarifs d'utilisation des réseaux ;
- ANNEXE 9, Catalogue des prestations ;
- ANNEXE 10, Conditions de Distribution ;
- ANNEXE 11, Prescriptions techniques.

ANNEXE 1 : DISPOSITIONS LOCALES

Article 1 – Objet

La présente annexe a pour objet de définir les modalités spécifiques à la Concession en application de certains articles du cahier des charges. Les Parties peuvent également y convenir de dispositions dérogatoires à certains articles du cahier des charges.

A défaut de stipulations contraires, les modalités et dispositions de la présente annexe sont convenues pour la durée fixée à l'article 2 de la Convention de Concession.

Article 2 – Redevance d'occupation du domaine public

Le concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès des gestionnaires du domaine public, sur le périmètre de la concession, des redevances dues en raison de l'occupation du domaine public par le réseau concédé, conformément aux dispositions prévues à cet effet par la législation en vigueur.

Article 3 – Transmission des données cartographiques

En complément de l'article 43.2 du cahier des charges, le Concessionnaire met à disposition de l'Autorité Concédante le 1er juin de chaque année les données cartographiques à jour au 31 décembre de l'année qui précède sans qu'il ne soit nécessaire de formuler une demande à cette fin. Ces données sont mises à jour de l'ensemble des modifications apportées au cours de l'année précédente.

Les données cartographiques sont transmises ou mises à disposition selon le niveau de qualité et de fiabilité disponible dans le système d'information du Concessionnaire.

La fourniture de ces données cartographiques, ainsi que de celles qui seraient sollicitées par l'Autorité Concédante en application de l'article 43.2, s'effectue selon le format et le support de transmission suivants :

- Elles sont transmises par tout moyen numérique adapté, dès lors qu'il convient aux Parties et sont constituées de fichier(s) informatique(s) de type « SIG ». *Le format retenu est « Shapefile », ce qui conduit à fournir au moins trois types de fichiers :*
 - *les fichiers de description de la géométrie des données (fichiers en extension « .shp ») ;*
 - *les fichiers de description alphanumérique de la sémantique des données (fichiers en extension « .dbf ») ;*
 - *les fichiers d'index, reliant les deux types de fichiers précités (fichiers en extension « .shx »).**Ces trois fichiers pourront être accompagnés d'autres fichiers éponymes avec d'autres extensions (pri, cpq, shp.xml, etc.).*

Les données fournies respectent le système de projection RGF 93 CC46.

- En se connectant sur la plateforme de données concession (PDC).

Le Concessionnaire s'engage à informer l'Autorité Concédante de la disponibilité des données cartographiques au plus tard le 31 mai de chaque année.

L'Autorité Concédante et le Concessionnaire conviennent de se rencontrer en cas de modification du format des données à communiquer, tout en restant dans des formats standards de communication. L'Autorité Concédante et le Concessionnaire formaliseront leur éventuel accord, par un simple échange de courrier.

Article 3 bis – Information relative aux canalisations visées par des études de danger

A la date de signature du présent avenant, le Concessionnaire précise qu'aucune canalisation visée par une étude de danger n'est présente sur le territoire de la concession.

Article 4 – Données comptables et financières

4.1. Qualification des passifs de concession

Les passifs du bilan comptable de la concession comprennent les droits du concédant exigibles en nature au titre des immobilisations en concession inscrites à l'actif.

Ces « droits du concédant » sont constitués de :

- la contre-valeur des biens remis gratuitement par des tiers,
- la contre-valeur des biens financés par GRDF sur les contrats précédents,
- la contre-valeur des biens remplacés et financés par GRDF au titre du contrat en cours,
- le fonds de caducité,
- l'amortissement de dépréciation des biens, qui lui, vient en minoration de ce poste.

4.2. Données patrimoniales

En sus de l'inventaire prévu à l'article D.2224-50 du CGCT et sans préjudice des données susceptibles d'être sollicitées par l'Autorité Concédante au titre de son pouvoir de contrôle, le concessionnaire fournira annuellement à l'appui du Compte-Rendu Annuel d'Activité et dans les mêmes délais que celui-ci :

- une situation comptable détaillée par commune et pour l'ensemble du Syndicat croisant en début d'exercice :
 - o d'une part les grandes familles d'ouvrages concédés,
 - o d'autre part : les valeurs brutes, les dotations sur valeurs brutes, les dotations sur part financée par GRDF sur le contrat en cours, la valeur de remise gratuite par des tiers, les dotations sur remises gratuites de tiers, la valeur brute des biens financés par GRDF au titre des contrats précédents, les dotations sur biens financés par GRDF au titre des contrats précédents, la contre-valeur des biens remplacés financés par GRDF sur le contrat en cours, le stock d'amortissements de caducité (dès que cette donnée est disponible), les quantités d'ouvrages financés par GRDF sur le contrat en cours, les quantités d'ouvrages financés par GRDF sur le contrat précédent, les quantités d'ouvrages entièrement remis gratuitement par les tiers, le total des quantités ;
- la même situation comptable en fin d'exercice,
- les mouvements comptables détaillés de l'exercice croisant pour chacune des communes et pour le Syndicat dans son ensemble :
 - o d'une part les familles d'ouvrages concédés,

- d'autre part : la valeur des mise en service au cours de l'exercice au titre des extensions, des renouvellements, des remises gratuites de tiers, des retraits – en distinguant renouvellement et abandon -, des autres mouvements, le total correspondant, ainsi que les quantités associées.
- un état des droits du concédant en début et en fin d'exercice mentionnant au minimum :
 - la contre valeur des remises gratuites : valeur brute, amortissement, valeur nette,
 - la contre valeur des biens réalisés sous maîtrise d'ouvrage de GRDF au cours des contrats précédents : valeur brute, amortissement, valeur nette.
 - la contre valeur des biens remplacés par GRDF sur le contrat en cours,
- une situation du solde de la provision pour renouvellement :
 - montant en début d'exercice, dès que cette donnée est disponible
 - flux intervenus au cours de l'exercice : dotations, affectations à des renouvellements, reprises en résultat en distinguant les diverses origines (allongements de durée de vie technique, ...), disponibles dans le fichier « états de contrôle et inventaire » ou dans tout autre document qui viendrait à se substituer ou compléter ce fichier « états de contrôle et inventaire ».
 - montant en fin d'exercice, dès que cette donnée est disponible.

Ces états seront remis sous format Excel.

En outre, le concessionnaire communiquera annuellement, par type d'ouvrage, les durées de vie technique utilisées au calcul des provisions pour renouvellement, à l'occasion de leur modification.

4.3. Données relatives au compte d'exploitation de la concession

A l'appui du compte d'exploitation prévu à l'article D.2224-50 du CGCT et sans préjudice des données susceptibles d'être sollicitées par l'Autorité Concédante au titre de son pouvoir de contrôle, le concessionnaire communiquera une analyse de l'évolution entre N-1 et N de chacun des postes de produits et de charges du compte de la concession mentionnant notamment les éventuels motifs de divergence entre la tendance locale et la tendance nationale.

En complément et dans le cadre du contrôle diligenté par l'Autorité Concédante, le Concessionnaire communique, notamment, sous un format exploitable :

- le détail des clefs de répartition utilisées (opérationnelles, patrimoniales, financières) pour déterminer les charges de la concession,
- la valeur de chaque clef selon la maille de la donnée répartie, en indiquant le numérateur et le dénominateur,
- pour chacun des postes de charges d'exploitation : une décomposition du montant spécifié pour la concession :
 - par maille de la donnée d'origine répartie,
 - par type de clef,
- la répartition à la maille nationale et à celle de la concession du montant des charges d'exploitation par type d'agence (locale / régionale / nationale / siège / autres) et par mode d'affectation (affectation directe / clef opérationnelle / clef patrimoniale / clef financière).

Article 5 – Actions liées à la protection de l’environnement

Afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre, le Concessionnaire s’engage ainsi à réaliser des actions de limitation de son empreinte carbone et fera un point chaque année sur les actions engagées à ce titre. À titre d’exemple et de manière non limitative, le Concessionnaire pourra :

- Mettre en place un Plan de Déplacement d’Entreprises pour ses salariés ;
- Acculturer et favoriser les mobilités douces ;
- Etudier, pour ses interventions, des carburants alternatifs pour ses véhicules
- Chercher à limiter toute émission carbone ou GES lors d’interventions sur le réseau.

Afin de limiter les émissions liées aux dommages ouvrages, des ateliers de sensibilisation à l’attention des entreprises réalisant des travaux dans le domaine public, sur le territoire de la Concession, seront réalisés à minima deux fois par an aux frais du Concessionnaire.

Annuellement, le Concessionnaire remet, concomitamment à la remise du Compte-Rendu Annuel d’Activité de la Concession visé à l’article 41 du Cahier des Charges, à l’Autorité Concédante le bilan d’émissions de carbone de son activité, à l’échelle du territoire de la Concession, dès qu’il sera disponible à ce périmètre pour l’année précédente présentant également la description détaillée et le point d’avancement à date des actions de réduction mises en place. Les deux Parties conviendront du contenu de ce bilan des émissions de carbone.

Article 6 – Surveillance et maintenance du réseau

En complément des dispositions des Article 9 et Article 10 du cahier des charges, le Concessionnaire adresse annuellement, concomitamment à la remise du Compte Rendu annuel d’activité de l’année N-1, visé à l’article 41, à l’Autorité Concédante :

- les caractéristiques des réseaux non surveillés dans les conditions imposées par la réglementation (détail par commune / matière / pression / année de pose des linéaires surveillés au moins une fois dans l’année) au 31 décembre de l’année N-1
- la liste des ouvrages (Postes de détente, robinets de réseau, Branchements Collectifs) non visités au 31 décembre de l’année N-1

NB : L’Autorité Concédante incite le Concessionnaire à automatiser la restitution des données concernant les réseaux et ouvrages surveillés alinéas 1 et 2 précédents. Dès que disponibles, ces données sont remises annuellement à l’Autorité Concédante.

En outre, le Concessionnaire répond à toute demande de l’Autorité Concédante quant à l’évolution d’un événement significatif¹ ou d’un cas de force majeure évoqué à l’article 45, de ses effets sur l’obligation contractuelle concernée et des mesures prises par le Concessionnaire pour y remédier.

¹ Un événement est dit significatif lorsqu’il entraîne une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients et/ou au moins une victime.

Article 7 – SDI - PPI – programmes annuels de travaux

Au vu du bilan réalisé, sur la période 2013 -2024, par les Parties, il a été convenu de ne pas intégrer de SDI et de PPI à l'entrée en vigueur de l'avenant 4.

Les Parties se réservent néanmoins la possibilité d'introduire un SDI et des PPI, notamment lors de chaque révision quinquennale. Il sera alors fait application du Chapitre VII du Cahier des Charges de Concession.

Le SDI, les PPI et programmes annuels seront visés aux annexes A, B et C du Cahier des Charges.

Article 8 – Cas des voies privées

Le Concessionnaire s'assure de disposer des servitudes conventionnelles nécessaires leur permettant d'accéder aux ouvrages concédés situés sur des propriétés privées, pour les besoins de ses missions de service public.

Article 9 – Election de domicile

En application de l'article 63 du cahier des charges, il est précisé que le concessionnaire fait élection de domicile à :

GRDF
Direction Clients Territoires Sud-Ouest
16 rue Sébastopol – CS 18510
31685 TOULOUSE cedex 6

ANNEXE 2 : PLAN D' ACTIONS POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE ET EN FAVEUR DE LA RESPONSABILITE SOCIALE ET SOCIETALE DU CONCESSIONNAIRE (2026 – 2030)

Conformément aux dispositions du Chapitre VIII du cahier des charges du contrat de concession, la présente annexe décrit le cadre dans lequel s'inscrivent l'élaboration et le pilotage des actions locales du Concessionnaire contribuant à la transition écologique du territoire en lien avec les enjeux de la distribution du gaz et en cohérence avec le cadre réglementaire.

En tant qu'acteur énergétique local, le Concessionnaire contribue, dans le respect de ses missions, à la mise en œuvre d'actions en lien avec les politiques énergétiques locales. En effet, dans le cadre du contrat de service public conclu avec l'État, le Concessionnaire accompagne les collectivités dans la transition énergétique des territoires et participe aux réflexions de l'Autorité Concédante dans ses politiques de transition écologique.

Afin de viser les pleines conditions du succès, les Parties définissent ensemble les rites et rythmes de passage et de pilotage pour l'élaboration des actions, leur mise en œuvre, l'analyse des résultats en découlant et leur adaptation dans le temps. Ces modalités sont décrites dans l'article 3 ci-après.

Au regard des enjeux et des objectifs des politiques énergétiques du territoire du Contrat de Concession, l'Autorité Concédante s'engage, dans les limites notamment de ses compétences et dans les conditions décrites par la présente Annexe, à faciliter, promouvoir et accompagner la réussite des actions définies avec le Concessionnaire.

Article 1 : Objet

L'objectif de la présente annexe est de préciser les actions que le Concessionnaire et l'Autorité Concédante envisagent de mettre en place pour la première période quinquennale 2026-2030, en déclinaison du chapitre VIII du cahier des charges du contrat de concession consacré à la Transition Ecologique et Territoires.

Article 2 : Ambitions partagées

L'ambition de la présente annexe est d'une part d'encourager les actions de sobriété et d'efficacité énergétique de la demande en énergie et d'autre part de favoriser la production de gaz vert en vue de son injection dans le réseau de distribution de gaz naturel, l'essor de la mobilité alternative au gaz vert sur le territoire de la concession, ainsi que la réduction de l'empreinte carbone des activités de GRDF.

Au travers de l'exercice de ses compétences et de sa présence sur le département de la Charente l'Autorité Concédante s'engage pleinement dans la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique.

De son côté, en tant qu'acteur énergétique local, le Concessionnaire contribue, dans le respect de ses missions de gestionnaire du réseau de distribution de gaz, à la mise en œuvre d'actions en lien avec les politiques énergétiques locales. En effet, dans le cadre du contrat de service public conclu avec l'Etat, le Concessionnaire accompagne les collectivités dans la transition énergétique des territoires et participe aux réflexions de l'Autorité Concédante dans ses politiques de transition écologique.

Par ailleurs, dans le cadre de la feuille de route Neo Terra de la Nouvelle-Aquitaine, le concessionnaire met en œuvre les actions dont l'objectif est de contribuer à l'échelle de la concession à atteindre l'ambition de la Région de 30% de gaz vert dans les réseaux en 2030 et 100% en 2050.

Le concessionnaire et l'Autorité Concédante souhaitent approfondir leur collaboration à l'échelle du territoire de la Concession sur les 5 thématiques suivantes :

1. Développer l'injection des gaz verts pour favoriser la décarbonation
2. Accompagner la maîtrise de la demande en énergie des bâtiments
3. Accompagner la sobriété
4. Développer des chantiers vertueux
5. Poursuivre les actions à responsabilité sociale et environnementale de GRDF.

Article 3 : Gouvernance et pilotage

Il est entendu par les Parties que les actions envisagées dans la présente Annexe pour la première période quinquennale (2026-2030) et la valorisation à la date de signature du Contrat, s'inscrivent dans une vision prospective. Ces actions et leur mise en œuvre pourront être adaptées, en fonction des évolutions du cadre juridique, législatif, réglementaire, ou réglementaire applicable au Concessionnaire, susceptibles d'impacter les engagements.

Les périodes quinquennales suivantes feront l'objet d'un échange entre les Parties dans l'année qui précède la période quinquennale qui s'achève, en vue d'un avenant au Contrat, arrêtant les actions prévisionnelles de la nouvelle période quinquennale.

A défaut d'accord entre les Parties au terme d'une période quinquennale sur les actions de la période quinquennale suivante, les dispositions applicables à la période quinquennale écoulée continueront à s'appliquer, et ce jusqu'à ce d'autres modalités soient arrêtées par voie d'avenant.

La déclinaison opérationnelle des actions envisagées fera l'objet d'un travail collaboratif et évolutif continu avec l'Autorité Concédante. Au regard des enjeux et des objectifs des politiques énergétiques locales, les Parties s'engagent à faciliter, promouvoir et accompagner la réussite des actions ainsi définies.

Les Parties pourront mettre en place, exceptionnellement, des conventions de partenariat spécifiques, précisant les modalités de réalisation de certaines actions, dans le respect du Contrat de concession, du cadre des missions de service public du Concessionnaire et du cadre tarifaire qui lui est applicable.

Les Parties se réuniront une fois par an pour faire le point sur la présente annexe, en principe à l'occasion des réunions de portage des comptes-rendus d'activités du Concessionnaire (ci-après CRAC) ou dans le cadre d'une réunion spécifique si l'Autorité Concédante le demande.

Le Concessionnaire présentera notamment annuellement à l'Autorité Concédante les évolutions au regard des ambitions communes indiquées dans la présente annexe, l'avancement du plan d'actions, son état de réalisation et les perspectives de planification à moyen terme sur le périmètre de la concession.

Article 4 : Axes de travail prioritaires sur la période 2026-2030

1. Développer le gaz vert et ses usages

Le département de la Charente dispose d'un stock de matière méthanisable important (5ème de la région Nouvelle Aquitaine). Le gaz vert répond aux attentes des consommateurs notamment collectivités et industries (développement économique) tout en permettant le développement de l'emploi local via le monde agricole (exploitation des unités de méthanisation) et les entreprises de travaux publics (pose de canalisation). Promouvoir le potentiel du territoire pour favoriser le déclenchement de projets (agricoles, territoriaux, industriels) permettrait le développement d'unités de méthanisation et de faire du département de la Charente un département leader du gaz vert

Sur le sujet du développement du gaz vert et de ses usages, avec le soutien et l'accompagnement du Concessionnaire, l'autorité concédante se réserve la possibilité d'étudier la mise en œuvre ou de mettre en œuvre tout ou partie des actions suivantes :

- Concourir au développement du gaz vert en Charente
- Informer les élus du SDEG 16, de leur rôle, en qualité d' élu communal, en matière d'implantation de méthaniseur,
- Organiser des séquences appropriation par les élus (réunions d'information, webinaire, visites de sites) des sujets en lien avec le développement des gaz verts ;
- Avec l'appui du concessionnaire, créer un groupe de mobilisation collective (réunissant par exemple les acteurs suivants : chambre agriculture, industriels, financeurs, collectivités, services de l'état, CCI, SEM énergie) autour des enjeux de la méthanisation en Charente.
- Conclure, dans le respect du Code de la commande publique, des contrats d'achat direct de gaz renouvelable
- Accompagner la création de boucles d'autoconsommation collective impliquant des producteurs de gaz renouvelable.

Le Concessionnaire, aux côtés de l'Autorité Concédante, propose d'accompagner cette réflexion en apportant son expertise en matière d'exploitation du réseau de gaz et une vision prospective de ses potentialités pour y intégrer des volumes croissants de gaz vert injectés.

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
1- Faire connaître et contribuer au développement de la production de gaz vert en vue de son injection sur le Réseau Sensibiliser et accompagner les élus des territoires situés sur le périmètre de la concession sur les enjeux du gaz vert afin d'en favoriser l'appropriation et le développement mais aussi sur la part croissante de gaz vert injecté dans le Réseau (communication sur la part de gaz vert)	Communiquer à travers différents supports ou réunions, y compris dans le cadre des politiques énergétiques locales, sur le développement du gaz vert et la démarche de verdissement du Réseau par le Concessionnaire (1)	Nombre d'actions (webinaires, visites, réunions d'informations) menées avec ou sans le SDEG 16 pour valoriser le développement du gaz vert avec injection en Charente Quantité de gaz vert consommée sur le réseau à la maille de la Concession
2- Participer au groupe de mobilisation collective pour le développement de la méthanisation Sensibiliser et accompagner les parties prenantes du territoire au sein d'une démarche collective (chambre agriculture, industriels, financeurs, collectivités, services de l'état, CCI, SEM énergie) de	Organisation d'un comité de développement de la méthanisation avec injection, réunions et invitation des acteurs concernés (1)	Nombre de réunions réalisées

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
développement de la méthanisation avec injection.		
3- Favoriser l'acceptabilité des projets d'injection de biogaz raccordés au Réseau accompagner les projets émergents pour permettre de sensibiliser les élus et la population afin de faciliter l'obtention des titres d'occupation du domaine et d'obtenir l'accord des communes traversées ou des EPCI compétents pour l'implantation de canalisations hors zone de desserte au titre de l'article L. 453-10 du Code de l'Energie sur les communes de Charente	Coopérer en amont des raccordements pour faciliter l'acceptabilité des projets de production de biométhane raccordé au Réseau	Nombre de conventions signées
4- Contribuer à la valorisation des déchets "publics" en méthanisation Valoriser les actions de décarbonation notamment le fléchage des biodéchets ou la valorisation des boues de STEP vers la méthanisation avec injection.	Informier sur l'utilisation possible des boues de steps / des biodéchets en méthanisation avec injection sur le Réseau auprès des parties prenantes (1)	Nombre de réunions ou d'actions de sensibilisation sur ce thème
5- Faire connaître la décarbonation de la mobilité par l'alternative du gaz vert et les modalités de raccordement au Réseau des futures stations d'avitaillement Mise en œuvre d'actions de communication sur la mobilité au BioGNV et les modalités de raccordement au Réseau sur le territoire de la Concession auprès des collectivités, des acteurs économiques (fédérations, syndicats de transporteurs, entreprises logistiques, autocaristes) et associations (salon, club GNV)	Communiquer auprès des collectivités de la Concession sur la mobilité BioGNV et les modalités de raccordement au Réseau des futures stations d'avitaillement à travers différents supports ou réunions, y compris dans le cadre des politiques énergétiques locales Animation de la filière BioGNV (1)	Nombre de communications sortantes Création d'un club BioGNV
6- Accompagner le développement et le raccordement au Réseau de stations publiques et privées (collectivités) GNV / BioGNV Contribuer à la réalisation du maillage de stations d'avitaillement GNV/BioGNV à l'échelle de la Concession, en étudiant les possibilités de raccordement au Réseau conformément au catalogue des prestations du Concessionnaire.	Accompagner la recherche de foncier afin de réaliser un maillage de stations BioGNV (1)	Nombre de stations publiques raccordées au Réseau (2) Nombre de stations privées collectivités raccordées au Réseau (2) Nombre de véhicules au GNV/BioGNV (2)
7- Contribuer aux réflexions des aménageurs et lotisseurs dans le cadre de projets d'aménagements urbains sur les communes de la Concession Valoriser la présence du Réseau comme vecteur d'énergie renouvelable, notamment en étudiant les possibilités de raccordement au Réseau conformément au catalogue des prestations du Concessionnaire. Contribuer à des exercices prospectifs de maintien et développement des usages gaz (mobilité / bâtiment) dans un souci de	Sensibiliser les collectivités situées sur le périmètre de la concession et les aménageurs à l'intérêt de l'utilisation du Réseau, vecteur de gaz vert, dans leurs projets d'aménagement (1)	Nombre de politiques énergétiques suivies en commun

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
planification coordonnée énergétique territoriale		

- (1) Pour la réalisation de tout ou partie des actions mentionnées ci-avant, un plan d'action, définissant les rôles respectifs de l'Autorité concédante et du concessionnaire pourra être conjointement établi entre les Parties.
- (2) Données établies sur le périmètre de la concession par le concessionnaire et communiquées à l'Autorité concédante

2. Maîtrise de la demande en énergie des bâtiments (accompagnement de la performance énergétique des bâtiments et de la maîtrise de la demande en gaz) ;

Le budget énergie des collectivités représente en moyenne 10 à 15 % du budget global selon leur taille. La maîtrise des consommations est donc un enjeu crucial. Pour cela plusieurs approches sont nécessaires (amélioration du bâti, mise en œuvre de moyens de chauffage à meilleur rendement, suivi des consommations).

L'accompagnement des collectivités sur les aspects relatifs aux moyens de chauffage et au suivi des consommations permettrait de réduire la facture énergétique des bâtiments chauffés au gaz.

En complément du travail sur le bâti du territoire, il est nécessaire de travailler sur la sobriété énergétique en sensibilisant les usagers (particuliers, entreprises et collectivités locales).

De manière générale, le Concessionnaire diffuse des informations à destination des maîtres d'ouvrages (collectivités, bailleurs, promoteurs, ...) et leurs partenaires (Professionnels du Gaz, architectes, Bureaux d'Etudes notamment) sur les solutions gaz/ EnR performantes, par typologie de bâtiment, dans le cadre des diverses réglementations thermiques et techniques.

L'Autorité Concédante souhaite allier transition énergétique et lutte contre la précarité énergétique. Il s'agit notamment d'informer sur les solutions gaz les plus performantes, d'accélérer la rénovation des bâtiments dans l'objectif d'éradiquer les passoires thermiques.

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
Accompagner les collectivités dans la maîtrise de leur consommation d'énergie : Proposition d'une convention entre GRDF et SDEG 16 pour mettre à disposition des collectivités intéressées dans le périmètre concessif une illustration graphique des consommations de leurs bâtiments communaux afin d'évaluer les pistes de progrès (Consommations anormales week-end et congés) et des solutions techniques plus performantes	Convention et informations auprès des mairies	Nombre d'études réalisées

3. Accompagner la sobriété énergétique

Maîtriser sa facture d'énergie est un élément important pour de nombreux habitants. Réaliser des économies d'énergie passe par une meilleure compréhension de ses habitudes de consommation. Grâce au compteur communicant « Gazpar » il est possible de connaître et comprendre son mode de consommation et ainsi de pouvoir agir.

Plan d'Actions 2025-2029	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
1- Mise à disposition de chaque consommateur sur le territoire de la Concession équipé d'un compteur communicant d'un espace client (suivi consos, alertes, comparaisons...) GRDF met à disposition des clients sur le territoire de la Concession équipé d'un compteur communicant dit « GAZPAR » un espace client GRDF entièrement sécurisé, auquel seul le client a accès. Cet espace comporte les informations de consommation du client, via une vue synthétique de ses données quotidiennes de consommation. Cela permettra de sensibiliser les plus démunis à l'accès à ces informations afin d'optimiser l'usage de ses consommations	Sensibiliser et accompagner afin de relayer ce service proposé par GRDF auprès des usagers raccordés sur le territoire de la Concession y compris des campagnes d'information auprès des clients finaux présentant une consommation anormalement élevée.	Nombre de comptes actifs sur l'espace client de GRDF permettant le suivi des consommations (2) Conception d'une plaquette d'information

(1) Pour la réalisation de tout ou partie des actions mentionnées ci-avant, un plan d'action définissant les rôles respectifs de l'Autorité concédante et du concessionnaire pourra être conjointement établi entre les Parties.

(2) Données établies sur le périmètre de la concession par le concessionnaire et communiquées à l'Autorité concédante

4. Développer des chantiers vertueux

La décarbonation des activités passe aussi par une amélioration des conditions d'intervention à proximité et sur les réseaux de gaz naturel et une réduction des dommages sur les réseaux de gaz par les entreprises qui interviennent sur l'espace public.

Le développement du gaz vert et son injection sur le Réseau nécessitent de développer les réseaux de gaz naturel que ce soit pour réaliser des maillages (connexion de deux zones de consommation), des réseaux de collecte (structure permettant de collecter le gaz produit par un ou plusieurs projets à un réseau existant). Le concessionnaire et l'autorité concédante, en tant que maîtres d'ouvrages de travaux, étudieront pour leurs chantiers les conditions de mise en œuvre de techniques douces (enrubannage, PE bio sourcé, ré emploi de remblais) permettant la réduction de l'impact carbone des chantiers. Les parties s'engagent à faciliter le déploiement de ces techniques chaque fois que les conditions le permettront.

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
1- Réaliser des chantiers à impact carbone réduit pour développer le gaz vert Pour chaque projet de maillage ou de création de réseau de collecte le concessionnaire réalisera une étude pour évaluer la faisabilité de mise en œuvre de techniques douces (enrubannage, PE biosourcé, réemploi du remblais, etc.) et les mettra en œuvre lorsque c'est opportun	Visite de chantiers pour les services et élus	Nombre de km de réseau posé avec enrubannage, PE biosourcé, (2) Le gain issu de l'emploi de techniques douces sur l'impact carbone de la pose de canalisation (2)

Plan d'Actions 2026-2030	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
2- Agir pour réduire le nombre de dommages aux ouvrages Sensibiliser les entreprises et les collectivités à la réduction des dommages aux ouvrages gaz dans l'objectif de l'amélioration du bilan carbone de GRDF et de la concession	Sensibiliser ses entreprises à la réduction des DO et aux travaux à proximité des ouvrages gaz au travers d'instances type assise de la sécurité	Taux de DO/DICT (2) Nb de sensibilisations réalisées auprès des entreprises prestataires de l'Autorité Concedante

(2) Données établies sur le périmètre de la concession par le concessionnaire et communiquées à l'Autorité concédante

5. Responsabilité sociale et environnementale du concessionnaire sur le territoire de la Concession

En adéquation avec son identité d'acteur engagé dans la transition écologique, le concessionnaire prend des engagements pour réduire son empreinte carbone et assumer sa responsabilité sociale.

Plan d'Actions 2024-2028	Moyens mis en œuvre	Indicateurs de suivi des actions du Concessionnaire
1- Poursuivre, dans la mesure du possible, les actions en faveur de la RSE déjà engagées Identifier et créer des partenariats permettant de créer de la valeur dans les territoires conformément à sa politique partenariale, ses principes et sa charte éthique, et relevant de domaines en lien avec ses missions de gestionnaire du réseau de distribution sur le périmètre concédé.	Action de sensibilisation de cette opération auprès des administrés et des communes adhérentes Mise en relation avec des associations du territoire	Nb de nouvelles actions engagées

(1) Pour la réalisation de tout ou partie des actions mentionnées ci-avant, un plan d'action, définissant les rôles respectifs de l'Autorité concédante et du concessionnaire pourra être conjointement établi entre les Parties.

ANNEXE 3 : ELEMENTS DU COMPTE-RENDU D'ACTIVITE DE LA CONCESSION (CRAC)

Les données transmises par le Concessionnaire à l'Autorité Concédante comprendront notamment :

- ❖ Les principaux résultats, les faits marquants et les perspectives d'évolution du service se rapportant à la Concession ainsi qu'une présentation de l'organisation du Concessionnaire mise en place pour remplir les missions concédées
- ❖ Les indicateurs de suivi de qualité de service et de sécurité visés à l'annexe 4
- ❖ Une synthèse des incidents survenus sur le Réseau, ainsi qu'un retour sur les incidents significatifs
- ❖ Un compte-rendu de la politique d'investissement comprenant :
 - une présentation des investissements liés aux ouvrages mis en service dans l'année et dans chacune des 2 années précédentes ;
 - une présentation des dépenses d'investissements de l'année et de chacune des 2 années précédentes, par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) ;
 - la liste des principaux chantiers réalisés en matière de « Raccordements et transition écologique », « modification d'ouvrages à la demande de tiers » et « Adaptation et modernisation des ouvrages » réalisés précisant la longueur de réseau, le nombre de Branchements Individuels et le nombre de Branchements Collectifs mis en service ;
- ❖ Les dépenses d'investissements futurs telles que visées à l'article D. 2224-50 du code général des collectivités territoriales ;
- ❖ Une synthèse de la valorisation du patrimoine par nature de biens (biens concédés et autres biens y compris quote-part des biens propres du Concessionnaire) :
 - La valeur initiale financée par le Concessionnaire
 - La valeur initiale financée par l'Autorité Concédante via une contribution telle que définie par l'article L.432-7 du code de l'énergie
 - L'estimation par le Concessionnaire de la valeur initiale financée par les tiers (remises gratuites des lotisseurs, aménageurs, ...)
 - La valeur nette réévaluée en cohérence avec les principes de détermination de la BAR (Base d'Actifs Régulée) fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE)
 - La charge d'investissement calculée en cohérence avec les principes de détermination du tarif d'acheminement fixés par la CRE. La part de remboursement économique de l'ouvrage et la part relative au coût de financement sont communiquées
 - L'inventaire complet et exhaustif des ouvrages de la concession établi par famille d'ouvrages visé à l'article D.2224-50 du code général des collectivités territoriales
- ❖ Une synthèse de l'inventaire des réseaux de la Concession comprenant la longueur des canalisations répartie par type de matériau et de pression
- ❖ Un compte d'exploitation de la Concession détaillant en particulier :
 - les recettes liées à l'acheminement du gaz, les recettes liées aux prestations complémentaires, et les éventuelles recettes pour l'acheminement du gaz vers un réseau aval n'étant pas dans la zone de desserte péréquée
 - les charges d'exploitation de la Concession, les charges liées aux investissements (remboursement économique des investissements et coût du financement), en cohérence avec les charges prises en compte par la CRE pour la détermination du tarif d'acheminement
 - l'impact climatique et la contribution de la Concession à la péréquation tarifaire
- ❖ L'état des règlements financiers intervenus entre l'Autorité Concédante et le Concessionnaire
- ❖ La liste des Raccordements au Réseau des installations de production de biométhane.

ANNEXE 4 : INDICATEURS DE QUALITE DE SERVICE ET DE SECURITE

Les indicateurs visés à l'Article 41.2 du cahier des charges sont décrits ci-dessous.

Ils pourront être modifiés par avenant, toutes choses égales par ailleurs, afin de prendre en compte les évolutions techniques ou réglementaires, en particulier l'arrêté mentionné à l'article D.2224-51 du code général des collectivités territoriales.

C = maille Concession (Contrat)

D = maille départementale

R = maille régionale du Concessionnaire

N = maille nationale

INDICATEURS	Maille	Description
QUALITE ET SECURITE DU RESEAU GAZ		
Nombre de fuites sur canalisations	C	Nombre de fuites sur les canalisations de la Concession, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité.
Nombre de fuites sur CICM	C	Nombre de fuites sur les Conduites d'Immeuble ou les Conduites Montantes, signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre de fuites sur Branchements	C	Nombre de fuites sur Branchements Individuels et Branchements Collectifs (en amont de l'Organe de coupure générale), signalées lors de la recherche systématique de fuites ou comptabilisées lors d'interventions de sécurité sur le périmètre de la Concession.
Nombre d'incidents selon le niveau de pression	C	Nombre total d'incidents sur réseau, selon les regroupements de pression suivants : - BP + MPA - MPB + MPC
Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite	C	Nombre de dommages aux ouvrages avec fuite sur les réseaux enterrés. <i>Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i>
Nombre de Clients finals coupés pour incidents	C	Nombre de Clients finals coupés suite à incident ou intervention non planifiée sur le Réseau de la Concession.
Nombre d'interventions suite appels de tiers	C	Nombre total d'interventions suite appels de tiers, en distinguant interventions de sécurité et dépannages, des techniciens d'intervention sécurité gaz du Concessionnaire. <i>Le sous-indicateur « interventions de sécurité » est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i>

Taux d'interventions de sécurité en moins de 60 minutes	D	Nombre d'interventions de sécurité pour lesquelles il s'écoule moins de 60 minutes entre l'appel au numéro Urgence Sécurité Gaz et l'arrivée du technicien d'intervention de sécurité, rapporté au nombre total d'interventions de sécurité. <i>Cet indicateur est intégré au calcul de l'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2 du cahier des charges</i>
Taux de Procédures Gaz Renforcées (PGR)	C	Nombre d'interventions conjointes du Service Départemental d'Incendie et de Secours et du technicien d'intervention du Concessionnaire qualifiées de PGR, en regard du nombre total d'interventions de sécurité.
Délai d'interruption du flux gazeux sur Procédure Gaz Renforcée (PGR) sur voie publique	D	Mesure le délai entre le signalement de l'incident et l'arrêt du flux gazeux. Il est calculé à la maille départementale (maille du Service Départemental d'Incendie et de Secours).
ACTIVITES DE MAINTENANCE		
Programme de maintenance	C	Taux de maintenance préventive des postes de détente réseau, robinets de réseau utiles à l'exploitation et Branchements Collectifs, calculé sur le périmètre de la Concession : nombres d'actes réalisés dans l'année sur nombre d'actes planifiés dans l'année conformément à la politique de maintenance du Concessionnaire. <i>Ces indicateurs sont complétés, pour les postes de détente réseau et les robinets de réseau utiles à l'exploitation, par des données permettant de calculer le taux d'ouvrages visités conformément à la réglementation. Ces données permettent le calcul de deux des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2</i>
Surveillance du Réseau	C	Taux de réalisation de la recherche systématique de fuites calculé comme étant la longueur de réseau inspectée sur la longueur de réseau à inspecter. <i>Cet indicateur est complété par des données permettant de calculer le taux de linéaire visité conformément à la réglementation. Ces données permettent le calcul d'un des items du « Radar Sécurité » visé à l'Article 41.2</i>

QUALITE DES SERVICES		
Taux d'accessibilité de l'accueil téléphonique distributeur	R	Nombre d'appels pris / Nombre d'appels reçus.
Suivi des réclamations	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) concernant : - l'accueil (acheminement-livraison / gestion des demandes) - exploitation du Réseau et travaux - la gestion et la réalisation des prestations - les données de comptage (relevé et mise à disposition)
Taux de réponse aux réclamations sous 30 jours	C	Nombre de réclamations (tous émetteurs confondus) traitées dans les 30 jours / Nombre total de réclamations transmises (tous émetteurs confondus)
Taux de réponse aux fournisseurs sous 15 jours	R	Nombre de réclamations fournisseurs traitées dans les 15 jours / Nombre total de réclamations transmises par les fournisseurs
Nombre d'interventions pour impayés	C	Nombre de déplacements pour coupure, prise de règlement, rétablissement réalisés à la demande de fournisseurs pour impayés des clients finals
Taux de relevé des Compteurs sur index réel	C	Nombre de Compteurs relevés sur index réel (y compris Compteurs communicants) rapporté au nombre total de Compteurs à relever dans l'année (Compteurs actifs uniquement)
Taux de relevés corrigés	C	Nombre d'index corrigés rapporté au nombre de Compteurs non communicants relevés.
Taux d'accessibilité des Compteurs domestiques	C	Nombre de Compteurs domestiques actifs et inactifs accessibles (situés en dehors du logement et ne nécessitant pas la présence du client) rapporté au nombre total de Compteurs domestiques de la Concession.
Taux de respect du délai Catalogue des demandes reçues des fournisseurs	C	Nombre de prestations réalisées dans les délais du Catalogue de prestations / Nombre total de prestations soumises à délais

		Ces prestations incluent entre autres les mises en service et hors service demandées par les fournisseurs.
Nombre de diagnostics d'installations intérieures	C	Nombre de diagnostics d'installations intérieures réalisés à l'initiative de GRDF (avec accord client)
RACCORDEMENTS ET TRANSITION ECOLOGIQUE		
Premières mises en service clients	C	Nombre de nouvelles mises en service suite à une demande Fournisseur.
Taux de Raccordement dans les délais (hors Extensions de réseau)	C	Nombre de Raccordements réalisés dans le délai convenu avec le client final / Nombre total de Raccordements réalisés
Taux de satisfaction « Raccordement »	R	Pour les clients résidentiels, part des clients (en %) se déclarant satisfaits et très satisfaits sur l'item « Raccordement » lors de l'enquête diligentée annuellement par le Concessionnaire. Pour les clients non résidentiels (industriels, tertiaires, collectivités locales), le Concessionnaire donnera a minima des éléments d'analyse qualitatifs sur l'évolution du niveau de satisfaction globale.
Compteurs communicants	C	Nombre de Compteurs communicants installés sur le territoire de la Concession. Modalités d'information mises en œuvre pour informer les clients gaz.
Injection de Gaz renouvelable	C	Nombre de points d'injection de Gaz renouvelable sur le territoire de la Concession (existants et en projet).
Mobilité propre au gaz	C	Nombre de stations GNV (ouvertes au public ou multi-acteurs) raccordées au Réseau de la Concession.
Rendement de réseau	N	Mesure la performance du Réseau en prenant en compte les pertes constatées (fuites ou fraudes) et les biais de comptage. Cette performance est évaluée à partir des quantités d'énergie mesurées en entrée et en sortie du Réseau de distribution, retraitées pour pouvoir être comparées sur une même année civile et corrigées des effets du climat.

CONNAISSANCE DU PATRIMOINE		
Indicateur de connaissance patrimoniale	C	Auto-évaluation par le Concessionnaire de sa connaissance du patrimoine de la Concession. Il s'agit d'un indice composite constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie, autres éléments de connaissance et de gestion). Chacun des sous-indicateurs doit atteindre un nombre maximal de points. La valeur de l'indice, calculée chaque année, est comprise entre zéro (0) et 100. Les modalités de calcul sont précisées par le Concessionnaire dans le compte-rendu annuel d'activité.
CARTOGRAPHIE DES RESEAUX		
Taux de canalisations en classe A	C	Cet indicateur correspond au taux de Classe A pour les canalisations au périmètre de la Concession. <i>La dénomination classe A correspond à la précision cartographique maximale Grande Echelle (± 40 cm pour les réseaux rigides et ± 50 cm pour les réseaux flexibles) de la réglementation (arrêté du 15 février 2012) et vise à améliorer la prévention des dommages aux ouvrages. Cette précision est obligatoire pour tous les réseaux posés après 2012. Le Concessionnaire a entamé une démarche volontariste pour classer en A les canalisations posées ante 2012 sans que cela soit réglementairement obligatoire.</i> <i>Le Concessionnaire communique sur simple demande de l'Autorité Concédante le taux de géoréférencement des plans et le taux de linéaire réseau en classe A par commune</i>
Nombre de plans mis à jour dans l'année	C	Nombre d'actes de mise à jour de la cartographie en préparation ou à la suite de travaux ou plus ponctuellement à l'occasion d'actions correctives, sur le périmètre de la Concession.

ANNEXE 5 : DONNEES MISES A DISPOSITION DE L'AUTORITE CONCEDANTE POUR L'EXERCICE DE SES COMPETENCES

Cette annexe présente le socle minimal de données mises à disposition de l'Autorité Concedante pour l'exercice de ses compétences, et accessibles via l'espace extranet personnalisé de l'Autorité Concedante sur la plateforme de données du Concessionnaire. Ces données sont mises à jour de manière annuelle dans les mêmes délais que le compte-rendu d'activité de la Concession.

Ce socle pourra évoluer, par avenant conclu entre les Parties, en fonction des retours d'expériences, des échanges avec l'Autorité Concedante, et des évolutions techniques ou réglementaires.

Nom du jeu de données	Rubrique / Descriptif du jeu de données
1 - L'essentiel de la Concession	
<i>Périmètre concédé avec type de contrat</i>	Descriptif du périmètre concédé avec par commune : type de contrat, échéance du contrat, type de tarif (péréqué ou non péréqué)
2 – L'activité au quotidien	
<i>Les clients et leurs usages</i>	
<i>Clients et Consommations par secteur et par tarif</i>	Détail par commune (INSEE) du nombre de clients et quantités acheminées en MWh par secteur d'activité (résidentiel, tertiaire, industrie, agriculture) et par tarif de distribution (T1, T2, T3, T4, Tp). Dans ce jeu de données, les Données à Caractère Personnel (DCP) sont secrétisées mais elles peuvent être transmises à l'Autorité Concedante sur demande, contre remise d'un bordereau d'accusé de réception de DCP.
<i>Clients par tranches de CAR (C₁, C₂, C₃)</i>	Par commune (INSEE), nombre de clients par tranches de CAR (C ₁ , C ₂ , C ₃) tel que défini à l'Article 6.1 du cahier des charges
<i>Nombre de PCE sur Branchements Individuels & Collectifs</i>	Nombre de PCE actifs, inactifs, improductifs ou résiliés sur Branchements Collectifs et Individuels au 31 décembre N-1
<i>Les services et les prestations</i>	
<i>Taux de réalisation des prestations dans les délais</i>	Détail par commune du taux de réalisation des prestations dans les délais du Catalogue des prestations
<i>Détail du taux de Raccordement dans les délais</i>	Détail par commune du taux de Raccordements réalisés dans les délais, en distinguant les Branchements urgents (sortis du numérateur et du dénominateur)
<i>L'activité des Compteurs</i>	
<i>Relevé - Compteurs à relevés semestriels</i>	Indicateurs liés au relevé des Compteurs semestriels et Compteurs Communicants (taux de relevé sur index réel, taux d'absence 2 fois et plus, taux de relevés corrigés)

<i>L'écoute clients</i>	
<i>Liste des réclamations clients</i>	Listes des réclamations clients avec informations suivantes : - thème de la réclamation - type d'émetteur - type de clients concerné - traitement de la réclamation
<i>La chaîne d'intervention</i>	
<i>Les aléas d'exploitation : signalements et incidents</i>	Liste exhaustive de tous les signalements d'aléas d'exploitation : auteur, origine, lieu (commune), temps de coupure associé (durée de perturbation), type et cause (le cas échéant), délai d'intervention pour les interventions de sécurité (<=60min ou >60min)
<i>La sécurité des réseaux</i>	
<i>Maintenance - Recherche Systématique de Fuite</i>	Longueur de réseau de gaz surveillé/planifié à pied ou avec le Véhicule de Surveillance du Réseau (VSR) par commune Taux de linéaires de réseau en exploitation surveillés à fin d'année N conformément à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - Visite des Robinets utiles à l'exploitation</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des robinets de réseau gaz par commune Taux de robinets de réseau utiles à l'exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - Visite des Postes de Détente Réseau (PDR)</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Postes de détente réseau (PDR) par commune Taux de PDR en exploitation pour lesquels la maintenance préventive à fin d'année N est conforme à la réglementation en vigueur (par commune).
<i>Maintenance - visite des ouvrages de protection cathodique</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées sur des ouvrages de protection cathodique (ou nombre de mesures effectuées pour les prises de potentiel) par commune
<i>Maintenance - Visite des Branchements collectifs</i>	Nombre de visites de maintenance réalisées/planifiées sur des Branchements Collectifs par commune
<i>Détail diagnostics par commune</i>	Détail des diagnostics d'installations intérieures réalisés à l'initiative de GRDF (avec accord client), et des situations de Danger Grave et Immédiat (DGI) détectées à l'occasion de ces diagnostics
<i>Dépose - Pose des Compteurs</i>	Nombre de poses / déposes de Compteurs dans le cadre de la Vérification Périodique d'Etalonnage (VPE). On distingue : - La DPCd : DPC des Compteurs domestiques (débit <16m³/h) - La DPCi : DPC des Compteurs industriels (débit >=16m³/h). La technologie des Compteurs définit la fréquence à laquelle la DPC doit être réalisée (20 ans pour les Compteurs domestiques à soufflet, 15 ans pour les Compteurs industriels à soufflet et 5 ans pour les Compteurs à piston et turbine).
<i>Détail DT/DICT</i>	Détail par commune du nombre de DT et de DICT reçues et traitées par GRDF, avec le détail des demandes pour lesquelles GRDF est concerné.

3 – Le patrimoine	
<i>Les ouvrages</i>	
<i>Ouvrages identifiés comme Biens de retour et Biens de reprise</i>	Inventaire complet et exhaustif des ouvrages de la concession établi par famille d'ouvrages visé à l'article D. 2224-50 du CGCT
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des Canalisations</i>	Inventaire à la maille INSEE des canalisations par pression, diamètre, matière et année de pose.
<i>Ouvrages Réseau - Inventaire des canalisations en acier non protégé</i>	Inventaire à la maille INSEE des canalisations en acier non protégées cathodiquement de manière active, par pression, diamètre et année de pose.
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des robinets de réseau</i>	Liste des robinets par commune, pression, année de pose...
<i>Ouvrages Réseau - Inventaire des Postes de Distribution Réseau gaz</i>	Inventaire des Postes de détente réseau gaz avec précision de la situation (en antenne ou maillé), des pressions en amont et aval, débit, année de mise en service et télé-exploité ou non.
<i>Ouvrages réseau - Inventaire des ouvrages de protection cathodique</i>	Inventaire des différents types d'ouvrages de protection cathodique présents sur chaque commune (anodes, postes de soutirage, drainages, prises de potentiel...)
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements Collectifs</i>	Inventaire des Branchements Collectifs avec précision de la matière, de la pression, de l'année de mise en service et présence d'une Prise de Branchement à Déclencheur Intégré (PBDI) (= équipement de sécurité)
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites d'Immeuble</i>	Inventaire des conduites d'immeuble sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Conduites Montantes</i>	Inventaire des conduites montantes sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaires des Conduites de Coursives</i>	Inventaire des conduites coursives sur Branchements Collectifs avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Nourrices de Compteurs</i>	Inventaire des nourrices sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des tiges Cuisine</i>	Inventaire des tiges cuisine sur Branchement Collectif avec indication sur la matière
<i>Ouvrages Collectifs - Inventaire des Branchements particuliers</i>	Inventaire des Branchements Particuliers avec précision sur la matière
<i>Compteurs - Inventaire des Compteurs</i>	Nombre de Compteurs de tous types et tous débits

<i>Les chantiers</i>	
<i>Travaux - Mises EN service</i>	Liste des mises en service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité et montant de l'investissement
<i>Travaux - Mises HORS service</i>	Liste des mises hors service dans l'année : détail du numéro d'affaire, finalité, type d'ouvrage, quantité
<i>Travaux - Affaires développement abouties avec et sans Extension</i>	Liste des affaires de développement abouties avec et sans Extension de réseau de gaz : finalité de l'affaire, valeur du critère B/I, Participations clients, montant de l'investissement GRDF.
<i>Etudes de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année</i>	Détail des études de rentabilité (B/I) réalisées dans l'année, comprenant les investissements prévus, les nombre de clients, la valeur du B/I et les Participations nécessaires
<i>Les investissements</i>	
<i>Investissements réalisés - par Finalités - en Flux</i>	Investissements par finalité. Flux de dépenses de l'année pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Mises en service</i>	Investissements réalisés. Mises en service sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par famille d'ouvrages - en Flux</i>	Investissements réalisés. Flux de dépenses de l'année sur les biens concédés (premier établissement ou renouvellement) et sur les autres biens par famille d'ouvrages. Par commune.
<i>Investissements réalisés - par Finalités - en Mises en service</i>	Investissements par finalité. Mises en service pour les typologies suivantes : Raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages à la demande de tiers, adaptation et modernisation des ouvrages, comptage, autres. Par commune.
<i>Valorisation du patrimoine</i>	
<i>Valeur Nette Ré-évaluée et charges d'investissement - Zone Péréquée</i>	Valorisation du patrimoine (zone péréquée) sur les biens concédés et les autres biens : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année.
<i>Valorisation du patrimoine - Détail par ouvrage</i>	Détail des données sur la valorisation du patrimoine par ouvrage : part de remboursement économique des ouvrages, part du coût de financement, valeur nette réévaluée des ouvrages en début et fin d'année
<i>Origine de financement des ouvrages</i>	Origine de financement des ouvrages par commune des biens concédés et des autres biens : part financée par GRDF, part financée par l'Autorité Concédante, part financée par les tiers.

4 – Le Compte d'exploitation	
<i>Synthèse</i>	
<i>Compte d'exploitation synthétique par commune sur la zone péréquée</i>	Synthèse du Compte d'exploitation à la maille commune sur la zone péréquée : total des recettes, total des charges, résultat local (différence entre recettes et charges).
<i>Recettes</i>	
<i>Recettes d'acheminement et hors acheminement - Détail par Commune</i>	Les recettes d'acheminement correspondent à la valorisation des consommations des clients à l'échelle de la Concession. Les recettes hors acheminement recouvrent essentiellement la location des Compteurs et postes de livraison de débit supérieur ou égal à 16m³/h, les interventions facturées à l'acte et la Participation des tiers à leur Raccordement (hors Producteurs de Gaz renouvelable) ou à des modifications d'ouvrages à leur demande.
<i>Recettes Hors Acheminement - Lexique des codes frais</i>	Lexique des codes frais utilisés dans les données « Prestations »
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations Ponctuelles par code frais</i>	Recettes et nombre de prestations ponctuelles du Catalogue des prestations de GRDF, par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations Récurrentes par code frais</i>	Recettes et nombre de prestations récurrentes du Catalogue des prestations de GRDF, par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Indemnités des prestations par code frais</i>	Nombre et montant d'indemnités versées par GRDF, par code frais
<i>Recettes Hors Acheminement - Prestations complémentaires - Biométhane</i>	Prestations complémentaires facturées dans le cadre de l'activité de GRDF sur le Biométhane (études, service d'injection, ...)
<i>Charges</i>	
<i>Charges d'exploitation - Détail</i>	Détail des charges d'exploitation à la maille commune
<i>Charges d'investissement - Zone péréquée</i>	Détail des charges d'investissement sur les biens concédés et les autres biens (zone péréquée) apparaissant dans les comptes d'exploitation
5 – La transition écologique	
<i>Capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation selon sa typologie</i>	Ce jeu de données permet de visualiser l'évolution année par année depuis 2013 des installations d'injection de biométhane raccordées au réseau de distribution de GRDF, leur capacité d'injection, la localisation de leur lieu d'injection ainsi que la quantité annuelle injectée.

ANNEXE 6 : MESURE DE LA PERFORMANCE

Les principes des indicateurs de performance visés à l'Article 44 du cahier des charges sont définis ci-dessous.

A. Indicateur de performance n°1 : Patrimoine (cohérence d'inventaires)

(i) canalisations

Principe	Mesure des écarts entre base technique et base comptable concernant les canalisations [écart en longueurs]
Maille	Concession
Calcul	Mesure des écarts de longueur entre l'inventaire comptable (<i>nom connu du fichier à déc. 2024 « valorisation-du-patrimoine-2023-detail-par-ouvrage-zone-perequee_2023_SDEG16 »</i>), et la base technique (<i>nom connu du fichier à déc. 2024 « ouvrages-réseau-inventaire-des-canalizations »</i>) sur le périmètre des canalisations². La mesure de la cohérence entre les deux bases se fait sur les 5 caractéristiques suivantes pour chaque ouvrage : - Commune (INSEE) de rattachement - Matière - Diamètre - Longueur - Année de mise en service* <i>*la cohérence pour une année N s'apprécie en retirant les ouvrages mis en service dans l'année N-1 afin de tenir compte du temps nécessaire à la mise à jour des bases (en particulier pour les ouvrages mis en service en fin d'année)</i> L'indicateur Taux de cohérence prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux longueurs présentes dans les deux bases : <i>Taux de cohérence canalisations (TC1) = $1 - \sum_{\text{par commune, matière, diamètre et année}} [\text{Abs}(M-S)] / (M+S)$, avec M : Longueur dans l'inventaire comptable (nom connu du fichier à déc. 2024 « valorisation-du-patrimoine-2023-detail-par-ouvrage-zone-perequee_2023_SDEG16 »), S : Longueur dans la base technique (nom connu du fichier à déc. 2024 « ouvrages-réseau-inventaire-des-canalizations »)³</i>

² Conduites de distribution

³ La formule retenue pour le taux de cohérence correspond à la moitié de l'écart. Ainsi, un écart cible maximal de 6% de la longueur totale, établie comme la moyenne arithmétique des longueurs identifiées respectivement dans la base comptable et la base technique, correspond à un taux de cohérence de 97%.

Cible / Pénalités	Pour la Concession du SDEG 16, à fin 2023, le Taux de cohérence TC1 est de 97,5 % ➤ Le Concessionnaire s'engage à un taux de cohérence de 100% entre les bases pour le flux des canalisations mises en service après la signature du Contrat. ➤ Par ailleurs, lorsque le Taux de cohérence TC1 est inférieur à 97%, le Concessionnaire s'engage à traiter les longueurs en écart suivantes pour chaque période (P1 à P3) :					
		Période P1	Période P2	Période P3		
	1 ^{ère} année contrat : 2026	Situation initiale	Objectif K1 à fin 2030	Objectif K2 à fin 2035	Objectif K3 à fin 2038	
	Ecart résiduel maxi à fin de période (km)	45 km	Non applicable au 31 déc. 2025			

A l'issue de chaque période Pn, on mesure :

- Le Taux de cohérence pour le flux (mises en service après signature du Contrat) TC1_{flux}. Dès lors qu'on a TC1_{flux} < 100%, la pénalité suivante peut s'appliquer :

$$P(\text{flux}) = 200 \times \Delta(\text{flux}),$$
 où $\Delta(\text{flux})$ représente les éventuels écarts (exprimés en km) entre les bases sur ce flux et où 200 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR/km
- Les longueurs en écart K(réel) traitées par le Concessionnaire. La pénalité suivante peut s'appliquer dès lors que K(réel) est inférieur à Kn :

$$P(Kn) = 200 \times [Kn - K(\text{réel})]$$
 où Kn est l'objectif de longueurs en écarts à traiter pendant la période Pn et où 200 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR/km

Les longueurs en écarts non traitées [Kn – K(réel)] sont automatiquement reportées dans la période suivante P(n+1) et viennent s'ajouter à l'objectif K(n+1).

(ii) Branchements Collectifs

Principe	Mesure des écarts entre base technique et base comptable concernant les Branchements Collectifs [écart en nombre]
Maille	Concession
Calcul	Mesure des écarts entre l'inventaire comptable (<i>fichier « ValPat »</i>) et la base technique (fichiers « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-branchements-collectifs</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-d'immeuble</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-montantes</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-nourrices-de-compteurs</i> » et « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-tiges-cuisine</i> ») sur le périmètre des Branchements Collectifs. On distingue 3 types d'ouvrages composant un Branchement Collectif : a) BRC : la partie du Branchement Collectif en amont de l'Organe de coupure générale b) CI : Conduite d'Immeuble c) CM : Conduite Montante, y compris nourrice de compteur et tige cuisine (chacune valant 1 dans les inventaires). On calcule pour chaque type d'ouvrages l'écart entre la base technique (fichiers « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-branchements-collectifs</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-d'immeuble</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-montantes</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-nourrices-de-compteurs</i> » et « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-tiges-cuisine</i> ») et la base comptable (<i>fichier « ValPat »</i>). L'indicateur Taux de cohérence prend en compte la somme des écarts en valeur absolue qu'il rapporte ensuite aux quantités présentes dans les deux bases : $\text{Taux de cohérence Branchements Collectifs (TC2)} = 1 - \frac{\sum [Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}]}{(M+G)},$ avec <i>M</i> : quantités dans l'inventaire comptable (<i>fichier « ValPat »</i>), <i>G</i> : quantités dans la base technique (fichiers « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-branchements-collectifs</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-d'immeuble</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-montantes</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-nourrices-de-compteurs</i> » et « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-tiges-cuisine</i> »)⁴
Cible / Pénalités	Pour la Concession du SDEG 16, à fin 2023, le Taux de cohérence TC2 est de 97,9%. L'objectif est de maintenir un Taux de cohérence TC2 minimal de 99,5% entre les inventaires GMAO et comptable, sur toute la durée du Contrat. Dès lors qu'on a TC2 < 99,5%, la pénalité suivante peut s'appliquer : $P(TC2) = 20 \times [\sum [Abs(M-G)_{BRC} + Abs(M-G)_{CI} + Abs(M-G)_{CM}] - \{0,5\% \times (M+G)\}]$ avec <i>M</i> : quantités dans l'inventaire comptable (<i>fichier « ValPat »</i>), <i>G</i> : quantités dans les fichiers « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-branchements-collectifs</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-d'immeuble</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-conduites-montantes</i> », « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-nourrices-de-compteurs</i> » et « <i>ouvrages-collectifs-inventaire-des-tiges-cuisine</i> » et où 20 est le montant de la pénalité unitaire exprimée en EUR.

⁴ La formule retenue pour le taux de cohérence correspond à la moitié de l'écart. Ainsi, un écart cible maximal de 1% de la longueur totale, établie comme la moyenne arithmétique des quantités identifiées respectivement dans la base comptable et la base technique, correspond à un taux de cohérence de 99,5%.

B. Indicateur de performance n°2 : Temps moyen de coupure des Clients

Les 2 indicateurs (options A et B) ci-dessous sont produits annuellement par le Concessionnaire (dans le cadre du compte-rendu visé à l'article 41 du cahier des charges dont le contenu est précisé en Annexe 3) et analysés conjointement avec l'Autorité Concédante.

A compter de l'année 2027, les Parties définissent l'indicateur de performance (A ou B) et les objectifs (seuil 1 et seuil 2) associés qui pourront donner lieu à pénalité.

Principe	Mesure du temps de coupure moyen, comprenant les incidents (hors travaux programmés) impactant au moins 1 Client et avec déplacement GRDF, <u>hors dommages et incendies*</u>. On considère le temps de coupure comme le délai entre l'appel pour manque de gaz (s'il existe) ou le moment où GRDF est intervenu pour mettre en sécurité le réseau, et la remise en pression du réseau ou le moment où l'alimentation a été rétablie chez les Clients présents (« 1^{er} tour »). <i>*le Concessionnaire communiquera néanmoins les temps de coupure pour tous les incidents, y compris ceux non pris en compte dans le calcul du présent indicateur</i>	
Maille	Concession** <i>**le Concessionnaire communiquera également à l'Autorité Concédante des éléments de comparaison à une maille pertinente</i>	
Calculs	Option A : Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients de la Concession : [Somme(Nb Clients impactés* T coupure réseau)]/ (Nb Clients)	Option B : Mesure de la moyenne sur le nombre de Clients impactés de la Concession : [Somme(Nb Clients impactés* T coupure réseau)]/ (Nb Clients impactés)
Calculs	Mesure annuelle par rapport au temps cible sur la Concession : - Tranche 0 : Aucune pénalité versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est inférieur au Seuil 1 - Tranche 1 : Une pénalité (P1€) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est compris entre Seuil 1 et Seuil 2 - Tranche 2 : Une pénalité (P2€) forfaitaire par Client impacté versée si le temps moyen de coupure sur la Concession est supérieur à Seuil 2 (P2 > P1)	
Cibles / Pénalités	Option A (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 30min Pénalité 1 : 5€/Clients impactés Seuil 2 : 60 min Pénalité 2 : 10€/Clients impactés	Option B (seuils indicatifs) : Seuil 1 : 6h Pénalité 1 : 5€/Clients impactés Seuil 2 : 24h Pénalité 2 : 10€/Clients impactés

En complément des dispositions précédentes, le Concessionnaire proposera d'ici à 2027 une méthode permettant d'estimer le nombre de logements impactés par la coupure d'un Client de type « immeuble collectif ».

C. Indicateur de performance n°3 : satisfaction clients

Satisfaction Clients

Définition / Principe	Mesurer la satisfaction des Clients sur les prestations pour lesquelles le Concessionnaire est en relation avec le Client final. Cet indicateur est le résultat consolidé des enquêtes réalisées au cours de l'année précédente par le Concessionnaire à la suite de l'exécution des prestations suivantes : *enquête de satisfaction suite à un raccordement *enquête de satisfaction suite à une mise en service *enquête de satisfaction suite à un dépannage
Maille	Concession
Critère / Cible	Calcul du taux de Clients « satisfaits » pour chaque enquête (addition des réponses « très satisfaits » et « assez satisfaits » rapportées au nombre total de réponses), puis calcul d'un indicateur composite : <i>(Taux de satisfaction sur enquête raccordement + Taux de satisfaction sur enquête mise en service + taux de satisfaction sur enquête dépannage)/3</i>
Calcul / Pénalités	Mesure annuelle par rapport au niveau de satisfaction cible sur la Concession : • Tranche 0 : Aucune pénalité versée aux contrats dont la mesure de satisfaction est $\geq 90\%$ • Tranche 1 : pénalité P1 = 15€ / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction $< 90\%$ et 85% • Tranche 2 : pénalité P2 = 30€ / Client insatisfait pour les mesures de satisfaction $< 85\%$

D. Suivi et incitation des indicateurs de performance

Ainsi que prévu à l'**Annexe 3**, l'ensemble des indicateurs ci-avant visés (inventaire des canalisations, des branchements collectifs, moyenne du temps de coupure sur le nombre de clients de la Concession, moyenne du temps de coupure sur le nombre de clients impactés de la Concession, satisfaction des clients) sont mesurés par le Concessionnaire et intégrés au compte-rendu annuel d'activité transmis à l'Autorité Concédante.

Et ce, sans préjudice pour l'Autorité Concédante de son pouvoir de contrôle, au titre duquel elle peut solliciter de la part du Concessionnaire tout élément ou complément d'information relatif aux indicateurs de performance précités.

Ces indicateurs de performance donneront lieu à l'application de pénalités selon les modalités ci-avant décrites.

Ainsi, et sous réserve des dispositions prévues au B de la présente annexe, les 3 indicateurs de performance qui seront incités pendant la période d'observation, soit l'année 2026, sont les suivants :

Indicateurs relatifs au patrimoine de l'Autorité Concédante et mesurant les écarts entre l'inventaire comptable et les bases techniques du Concessionnaire ;

1. Taux de cohérence TC1 entre base technique et base comptable concernant les canalisations ;
2. Taux de cohérence TC2 entre base technique et base comptable concernant les Branchements Collectifs ;

Indicateur relatif à la qualité du service :

3. Taux de satisfaction des clients.

A l'issue de cette période d'observation, soit à compter de l'année 2027 et selon le choix de l'Autorité Concédante, l'un des indicateurs (A ou B) susvisés relatifs au temps moyen de coupure des clients sera également incité par application de l'un des seuils (1 ou 2) susvisés selon les modalités prévues au B.

L'Autorité concédante notifiera ce choix par courrier au Concessionnaire dans un délai d'un (1) mois à compter de la transmission par le Concessionnaire de son dernier Compte-rendu annuel d'activité prévu à l'**Annexe 3**.

Les Parties pourront, si nécessaire, se rencontrer afin de préciser les modalités de choix par l'Autorité Concédante des indicateurs de performances incités.

ANNEXE 6 BIS : PRECISIONS METHODOLOGIQUES RELATIVES A L'INDICATEUR DE PERFORMANCE N°1 « PATRIMOINE/CANALISATIONS »

Méthode de détermination des objectifs de résorption des écarts d'inventaires pour les canalisations

Dès lors que le taux de cohérence constaté à la signature du Contrat est inférieur à 97%, les engagements de corrections des écarts sont répartis sur la durée du Contrat par périodes de 5 années, en priorisant les écarts sur les canalisations mises en service récemment, la répartition s'effectuant selon le tableau ci-dessous :

N année de signature	Objectif P1 (N+5)	Objectif P2 (N+10)	Objectif P3 (N+15)	Objectif P4 (N+20)	Objectif P5 (N+25)	Objectif P6 (N+30)
1 - Période post 2007	75%	100%	100%	100%	100%	100%
2 - Période 2000-2006	8%	38%	75%	75%	75%	80%
3 - Décennie 1990	4%	8%	38%	75%	75%	80%
4 - Décennie 1980	3%	5%	10%	25%	50%	55%
5 - ANTE 80	1%	3%	5%	8%	25%	30%

Trajectoire des objectifs de résorption adaptable localement



Objectifs
contrat
20 ans



Objectifs
contrat
25 ans



Objectifs
contrat
30 ans

Exemples de lecture du tableau :

Engagement sur la période 2 / millésime Période 2000-2006 :
38% des écarts observés en début de contrat devront être corrigés en fin de période 2 (objectif adaptable localement)

Engagement sur la période 3 / millésime Période 2000-2006 :
75% des écarts observés en début de contrat devront être corrigés en fin de période 3 (objectif fixé dans le modèle de contrat)

En appliquant cette méthodologie, les Parties déterminent pour chaque période P une quantité K (exprimée en mètres) d'écart à résorber :

N année de signature	Objectif P1 (N+5)	Objectif P2 (N+10)	Objectif P3 (N+15)	Objectif P4 (N+20)	Objectif P5 (N+25)	Objectif P6 (N+30)
Ecarts à résorber (en mètres)	K 1	K 2	K 3	K 4	K 5	K 6

ANNEXE 7 : REGLES DE CALCUL DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Définition du taux de rentabilité

ARTICLE 2 – Seuil minimum de rentabilité

ARTICLE 3 – Evaluation de la recette actualisée

ARTICLE 4 – Evaluation des dépenses

ARTICLE 5 – Investissements

ARTICLE 6 – Formule d'actualisation

REGLES DE CALCUL DU TAUX DE RENTABILITE DES EXTENSIONS DE RESEAU

Conformément aux dispositions de l'article 15 du cahier des charges, les extensions du réseau de distribution peuvent se faire selon plusieurs modalités qui dépendent du taux de rentabilité de l'opération.

Les articles R 453.1 à R453.6 du code de l'énergie imposent comme critère de décision des extensions de réseau l'atteinte d'un taux de rentabilité minimal défini par l'arrêté ministériel du 28 juillet 2008 *fixant le taux de référence pour la rentabilité des opérations de desserte gazière mentionné à l'article 36 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie*.

La présente annexe a donc pour but de définir les règles de calcul de ce taux de rentabilité.

Article 1 - Définition du taux de rentabilité

Le taux de rentabilité est le rapport entre la somme actualisée des bénéfices et la somme actualisée des dépenses d'investissement à réaliser (B/I) pour permettre le raccordement d'un consommateur final au réseau de gaz naturel dans lequel

$$B = R - D - I$$

Où :

- R est la somme des recettes des nouveaux raccordements et des recettes d'acheminement actualisées par option tarifaire. Les recettes d'acheminement sont assises sur le tarif d'acheminement proposé par le régulateur (CRE), accepté et publié par les pouvoirs publics.
- I est le montant actualisé des investissements relatifs aux canalisations de distribution et aux postes de détente nécessaires à l'extension du réseau de distribution, y compris les dépenses d'étude et d'ingénierie, moins les participations des tiers aux frais de raccordement et de branchement et, le cas échéant, aux frais d'établissement des conduites montantes et des compteurs
- D est le montant total actualisé des dépenses d'exploitation dites marginales pour chaque nouveau consommateur final. Elles comprennent les dépenses de développement, notamment de démarchage de clientèle, de maintenance et les charges de fonctionnement. Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par consommateur final selon l'option tarifaire et, le cas échéant, en tenant compte des coûts de remboursement au premier bénéficiaire d'un raccordement ayant supporté la totalité des coûts de premier établissement d'une opération de raccordement.

La durée d'étude prise en compte dans le calcul est en général de trente ans (pour les recettes d'acheminement liées à des clients de type industriel, la durée de prise en compte est en général réduite à dix ans).

Article 2 - Seuil minimum de rentabilité

Le concessionnaire est tenu de réaliser à ses frais les extensions dont le taux de rentabilité défini ci-dessus et calculé dans les conditions de l'article 15 du cahier des charges de concession, est supérieur ou égal à une valeur seuil. Il n'est autorisé à réaliser que les extensions dont le critère de décision est supérieur ou égal à cette valeur seuil.

Cette valeur seuil est fixée à 0. Elle correspond au niveau minimum à atteindre pour envisager une rentabilité des investissements à réaliser.

Article 3 - Evaluation de la recette actualisée

3-1. Evaluation des quantités de gaz acheminées

L'étude de rentabilité est fondée sur des prévisions de quantités acheminées. Celles-ci doivent être évaluées sur des bases aussi réalistes que possible et notamment à partir des quantités observées sur la commune ou sur les communes voisines et des résultats d'enquêtes ou d'études permettant d'estimer le total des quantités acheminées prévisibles sur la zone à desservir.

Consommateurs finals résidentiels et tertiaires (hors tarifs T4 ou TP)

Tous les consommateurs finals consommant plus de 1 000 kWh sont pris en compte dans l'étude.

Le concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Pour évaluer les quantités annuelles du secteur résidentiel et petit tertiaire, il aura recours à des valeurs de consommation unitaires moyennes appréciées localement.

La consommation unitaire retenue pour le secteur résidentiel est la consommation par logement, en séparant le pavillonnaire de l'habitat collectif et la construction neuve de l'habitat existant.

Le développement des quantités acheminées est limité aux dix premières années de l'étude. Au-delà, la quantité totale acquise à l'issue de la dixième année est reproduite jusqu'à l'horizon de l'étude.

Consommateurs finals tertiaires (relevant de tarifs T4 ou TP) et industriels

Le concessionnaire retient les placements les plus probables, établis à partir des informations locales disponibles.

Les quantités annuelles prises en compte sont celles fournies par le consommateur final ou son représentant si elles sont connues, ou des estimations basées sur les consommations d'entreprises similaires en termes d'usage dans la région.

Pour ces consommateurs finals, la durée prise en compte, est fonction de la pérennité de leur consommation de gaz naturel, est appréciée au cas par cas par le concessionnaire.

Cette durée est de principe de dix ans. Cette durée peut être ajustée à la baisse ou à la hausse en fonction de critères liés au secteur d'activités concerné tant au niveau national qu'au niveau local.

3-2. Evaluation des recettes

Les tarifs à appliquer sont les tarifs d'acheminement (hors terme Rf^5) sur le réseau de distribution tels que publiés par les pouvoirs publics sur proposition du régulateur (CRE).

Pour le calcul de B/I, ces tarifs sont supposés fixes d'année en année jusqu'à l'horizon de l'étude.

Article 4 – Evaluation des dépenses

Les dépenses annuelles sont constituées de :

4.1. Dépenses d'exploitation marginales pour chaque nouveau consommateur final

Ces dépenses incluent les dépenses de développement, d'exploitation maintenance, de technique clientèle et les charges de fonctionnement.

Ces dépenses sont évaluées de manière forfaitaire par segment tarifaire.

Les valeurs en vigueur sont données dans le tableau suivant :

Segment tarifaire	€ ₂₀₂₅ / consommateur / an
T1 (jusqu'à 4 000 kWh)	29,07
T2 (4 000 à 300 000 kWh)	54,64
T3 (300 000 à 5 000 000 kWh)	676,66
T4 ou TP (au-delà de 5 000 000 kWh)	1312,63

Le cas échéant, l'évolution de ces valeurs fait l'objet d'une information à l'autorité concédante.

4.2. Dépenses relatives aux renforcements du réseau de distribution

Si l'étude de saturation du réseau établit la nécessité d'un renforcement du réseau directement imputable au projet d'extension sous un délai de trois ans à compter de la mise en service, ce renforcement est pris en compte dans la part investissement du calcul du taux de rentabilité.

La part d'investissement à intégrer dans le calcul du taux de rentabilité est fonction du rapport au point de renforcement du réseau entre le débit de pointe avant et après projet d'extension.

⁵ La délibération de la CRE n°2017-238 du 26 octobre 2017 a augmenté la part fixe (abonnement) à hauteur d'un montant moyen Rf pris en compte au titre des contreparties financières versées aux fournisseurs pour rémunérer la gestion de clientèle effectuée par ces derniers pour le compte des GRD à compter du 1er janvier 2018. L'évaluation des recettes pour le calcul de la rentabilité d'une extension ne tient pas compte de ce montant Rf .

Article 5 - Investissements

Les investissements pris en compte correspondent à l'ensemble des investissements supportés par le concessionnaire et nécessaires à l'alimentation de l'ensemble des consommateurs finals considérés dans l'étude.

Ils comprennent notamment les investissements liés à la pose des canalisations de réseaux de distribution, à la fourniture et la pose des postes de détente de distribution publique, à la réalisation des branchements et conduites montantes pour les parties supportées par le concessionnaire ainsi que les dépenses de main d'œuvre d'étude et d'ingénierie correspondantes.

Article 6 – Formule d'actualisation

On appelle valeur actualisée d'un flux financier F_t , intervenant à l'année t , la quantité :

$$F = \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

La valeur actualisée d'une série de flux financiers s'échelonnant de l'année 0 à l'année N s'écrit donc :

$$\sum_{t=0}^{t=N} \frac{F_t}{(1+a)^t}$$

Il s'agit donc de la somme de chacun des flux financiers F_t lorsque t varie de l'année 0 à l'année N.

Dans cette formule, a est le taux d'actualisation mis en œuvre par le concessionnaire.

ANNEXE 8 : TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX

Article 1 - Généralités

La prestation d'acheminement distribution de gaz naturel représente l'utilisation des réseaux de distribution publique par un fournisseur⁶ pour amener le gaz naturel jusqu'à un point de livraison⁷, à l'exclusion de la fourniture de la molécule. Cette prestation est réalisée par les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) pour le compte de tous les fournisseurs, conformément au décret n°2005-22 du 11 janvier 2005.

Les tarifs (dits « tarifs d'acheminement »), propres à chaque gestionnaire de réseau de distribution, sont fixés par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Ils font l'objet de révisions régulières.

Le tarif d'acheminement comprend quatre options principales :

- trois options T1, T2, T3, de type binôme, comprenant chacune un abonnement annuel et un terme proportionnel aux quantités livrées,
- une option T4 de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel aux quantités livrées.
- une option TP de type trinôme, comprenant un abonnement annuel, un terme proportionnel à la capacité journalière souscrite et un terme proportionnel à la distance à vol d'oiseau entre le point de livraison concerné et le réseau de transport le plus proche. Ce dernier terme est affecté d'un coefficient multiplicateur dépendant de la densité de population de la commune d'implantation du point de livraison concerné.

Le choix de l'option tarifaire à appliquer à chaque point de livraison revient au fournisseur concerné.

Article 2 - Facturation – Prestations

GRDF facture l'acheminement sur la base du tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz du point de livraison concerné, au fournisseur correspondant.

Le tarif d'utilisation des réseaux de distribution couvre un ensemble de prestations liées à la qualité et à la sécurité des réseaux sur lesquels les quantités de gaz sont acheminées, à la mesure des quantités acheminées, et à la gestion contractuelle.

L'utilisation des réseaux de distribution ne peut donner lieu à aucune facturation autre que celle résultant de l'application des tarifs en vigueur, à l'exception de prestations supplémentaires proposées par le gestionnaire du réseau dont les tarifs sont précisés dans un catalogue des prestations qui fait l'objet de l'annexe 9 du présent contrat.

Article 3 - Grille des Tarifs d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel de GRDF

En application des articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie, le tarif d'utilisation des Réseaux de Distribution autres que ceux concédés en application de l'article L.432-6 du code de l'énergie, est défini par la Commission de Régulation de l'Energie pour la période concernée par délibération publiée au journal officiel de la République Française.

⁶ Fournisseur : personne physique ou morale qui conclut avec GRDF un contrat d'acheminement sur le réseau de distribution de gaz naturel.

⁷ Point de livraison : point de sortie d'un réseau de distribution où GRDF livre du gaz à un client final, en exécution d'un contrat d'acheminement sur ce réseau, signé avec un fournisseur.

La délibération de la CRE sur la mise à jour des tarifs au 1^{er} juillet de chaque année est disponible sur :

- le site internet de GRDF : <https://www.grdf.fr>
 - le site internet de la CRE : <https://www.cre.fr>
- Lorsqu'un relevé des consommations de gaz comporte simultanément des consommations payables aux anciens et aux nouveaux tarifs, une répartition proportionnelle au nombre de jours de chaque période est effectuée.

Article 4 – Règle de calcul des quantités de gaz consommé visé à l'article 26.III du cahier des charges de concession

Le facteur de facturation F permet de calculer le nombre de kilowattheures effectivement contenus dans chaque mètre cube de gaz enregistré au compteur.

Il s'obtient par la formule

$$F = P \times K$$

- P, est le pouvoir calorifique supérieur d'un mètre cube de gaz sec mesuré dans les conditions normales de température et de pression (0° C et 1013 mbar).
- K, est le coefficient de correction qui permet de transformer le volume de gaz mesuré par le compteur dans les conditions effectives de pression et de température en un volume qui serait mesuré à 0° C et sous 1013 mbar.

Par application des lois de Mariotte et de Gay-Lussac, le coefficient s'obtient par la relation :

$$K = \frac{P_z + P_r}{1013} \times \frac{273}{273 + t} \quad (1)$$

où P_z est la pression atmosphérique à prendre en compte au point de livraison situé à l'altitude z. La relation qui relie P à z est la suivante :

$$P_z = 1013 (1 - 0,0226 Z)^{5,28}$$

où P est exprimé en mbar et z en km.

Pour le calcul de cette pression, il sera admis de considérer des tranches d'altitude de 200 mètres à l'intérieur desquelles la pression sera réputée constante et égale à la pression inférieure de la tranche.

- P_r est la pression relative au point de livraison exprimée en millibar.
- t est la température du gaz au point de livraison exprimée en degrés Celsius.

Dans ces conditions, le tableau ci-dessous donne pour gaz sec à 15°C la valeur du coefficient K dans différentes hypothèses de pression relative au point de livraison.

(1) Le facteur de compressibilité du gaz n'est pas pris en compte car il est égal à 1 pour les pressions usuelles rencontrées en distribution. Le gaz distribué étant sec, la pression partielle de vapeur d'eau est nulle et n'intervient donc pas dans cette formule.

	PRESSION DE DISTRIBUTION AU POINT DE LIVRAISON				
ALTITUDE DE L'EXPLOITATION COMPRISE ENTRE (mètres) :	20 mbar	25 mbar	30 mbar	300 mbar	
0 et 200	0,967	0,971	0,976	1,229	
200 et 400	0,944	0,949	0,954	1,206	
400 et 600	0,923	0,927	0,932	1,184	
600 et 800	0,901	0,905	0,910	1,163	
800 et 1000	0,880	0,884	0,889	1,142	
Au-delà de 1000	0,859	0,864	0,868	1,121	

ANNEXE 9 : CATALOGUE DES PRESTATIONS

L'ensemble des services proposés par GRDF, ainsi que leur tarification, sont disponibles dans le Catalogue des prestations qui est établi après délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Le Catalogue en vigueur est disponible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.grdf.fr/particuliers/entreprise-grdf/catalogue-prestations>

ou sur simple demande auprès de votre interlocuteur dédié.

La dernière délibération de la CRE portant décision sur la tarification des prestations annexes réalisées par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel est disponible sur internet à l'adresse suivante :

[http://www.cre.fr/documents/deliberations/\(type\)/Gaz](http://www.cre.fr/documents/deliberations/(type)/Gaz)

ANNEXE 10 : CONDITIONS DE DISTRIBUTION

Les Conditions de Distribution lient directement le distributeur GRDF et le client final. Associées au contrat de fourniture que le client final a conclu avec son fournisseur, les Conditions de Distribution permettent d'alimenter en gaz le client final.

Conformément au cadre légal et réglementaire, le fournisseur est l'interlocuteur principal du client final pour la souscription des Conditions de Distribution, ainsi que toute question portant sur l'acceptation, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de ces Conditions de Distribution.

Les Conditions de Distribution concernent notamment :

- le débit de livraison et les caractéristiques du Gaz livré (Pouvoir Calorifique Supérieur, Pression de Livraison),
- la continuité et la qualité de la livraison du Gaz,
- la mise en place, la propriété, l'Exploitation et la Maintenance du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les conditions d'intervention sur le Dispositif Local de Mesurage ou le Poste de Livraison (accessibilité, modalités, mesures et contrôles) et sur le réseau (information du Client, intervention d'urgence),
- le cas échéant, la redevance de location du Dispositif Local de Mesurage ou du Poste de Livraison,
- les réclamations et litiges.

Les Conditions de Distribution, relatives à l'acheminement et à la livraison du gaz, assurent au client final l'accès et l'utilisation du Réseau de distribution de gaz naturel, ainsi que l'accès aux prestations décrites dans le Catalogue des Prestations cité en annexe 9.

Les Conditions de Distribution sont accessibles sur le site internet de GRDF www.grdf.fr (rubrique publications).

AVRIL 2017

Objet

Ces prescriptions propres au distributeur GRDF (désigné ci-après par « Distributeur ») contiennent les exigences au sens des articles L. 453-4, L. 433-14 et R. 433-14 et suivants du code de l'énergie, auxquelles doivent satisfaire au minimum la conception technique et l'exploitation des Canalisations et des installations des tiers en vue d'un Raccordement de celles-ci aux installations du Distributeur.

Les parties disposant d'un Branchement sur le réseau du Distributeur ou souhaitant disposer d'un tel Branchement sont tenues de conclure un Contrat de Raccordement avec le Distributeur, dans lequel sont régis les aspects relatifs au Raccordement sur le réseau du Distributeur qui ne relèvent pas des présentes conditions techniques de Raccordement. Ces prescriptions techniques de Raccordement feront partie intégrante de ce contrat, sans aucune modification.

1. Définitions

1.1. Branchement

Ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution et l'installation intérieure du client.

1.2. Canalisation (définitions de l'EN 12007-1 – P<16 bar et de l'EN 1594 – P>16 bar)

Réseau comprenant les tuyauteries, les équipements et les postes associés jusqu'au point de livraison. Ces tuyauteries sont en principe enterrées mais peuvent toutefois comporter des tronçons aériens.

1.3. Client

Toute personne physique ou morale titulaire d'un contrat de raccordement et d'un contrat de livraison, ou équivalent.

1.4. Contrat de livraison

Contrat traitant des caractéristiques de livraison (débits, PCS, pression de livraison...), de la constitution du poste de livraison (équipement de comptage notamment) et de ses conditions d'exploitation. Ce contrat peut revêtir la forme d'un contrat de livraison direct adapté aux besoins de clients importants ou de conditions standard de livraison pour les clients n'ayant pas de besoin spécifique.

1.5. Contrat de raccordement

Contrat définissant les caractéristiques et les conditions de construction et de financement des ouvrages de raccordement.

1.6. Autre contrat

Tout contrat liant deux opérateurs dont l'un des deux souhaite se raccorder au réseau exploité par l'autre.

1.7. Gaz naturel (définition de la norme ISO 13686)

Combustible gazeux de sources souterraines constitué d'un mélange complexe d'hydrocarbures, de méthane principalement, mais aussi d'éthane, de propane et d'hydrocarbures supérieurs en quantités beaucoup plus faibles. Le gaz naturel peut également en général renfermer des gaz inertes tels que l'azote et le dioxyde de carbone, plus des quantités très faibles d'éléments à l'état de traces. Il demeure à l'état gazeux dans les conditions de pression et de température normalement rencontrées en service. Il est produit et traité à partir de gaz brut ou de gaz naturel liquéfié, si besoin il est mélangé pour être directement utilisable.

1.8. Gaz autres que le gaz naturel

Tous types de gaz amenés à être injectés sur le réseau du Distributeur autres que le gaz naturel.

1.9. Opérateur Amont (respectivement : Aval)

Exploitant de réseau susceptible d'injecter du gaz sur le réseau (respectivement : de recevoir du gaz depuis le réseau) du Distributeur.

1.10. Opérateur Prudent et Raisonnable

Opérateur appliquant de bonne foi les règles de l'art, et à cette fin, mettant en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvre par un exploitant compétent et expérimenté.

1.11. Procédures d'intervention

Procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur l'ouvrage, ou d'accident survenu à l'ouvrage.

1.12. Raccordement

Point d'interconnexion entre deux infrastructures adjacentes, qu'il s'agisse de transport ou distribution de gaz naturel ou des installations des clients.

2. Prescriptions de conception et de construction des canalisations

Les prescriptions de conception et de construction des canalisations sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes en vigueur, dont les principales sont rappelées ci-après pour mémoire.

Les références législatives et réglementaires indiquées ci-après sont celles en vigueur à la date de publication des dites prescriptions. Elles peuvent faire l'objet d'évolutions consultables sur <https://www.legifrance.gouv.fr/>.

2.1. Réglementation

- Directive européenne équipements sous pression 97/23/CEE,
- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations, et ses cahiers des charges associés,
- Arrêté du 02 août 1977 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances,
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression,
- Décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail,
- Décret n° 2002-1554 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions que doivent observer les maîtres d'ouvrage lors de la construction des lieux de travail et modifiant le chapitre V du titre III du livre II du code du travail,

- Arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- Arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité dans les ERP),
- Arrêté du 23 janvier 2004 modifiant le règlement de sécurité du 25 juin 1980,
- Règlement de sécurité concernant les Immeubles de Grande Hauteur (IGH),
- Cahier des charges de concession en vigueur sur le territoire de la commune concernée,
- Code de l'environnement article L555-1 et suivants.

2.2. Normes

- NF EN 1 594, juin 2014, « Infrastructures gazières — Canalisations pour pression maximale de service supérieure à 16 bar — Prescriptions fonctionnelles »,
- NF EN 12 007, septembre 2012, parties 1, 2, 4 et juillet 2015, partie 3 , « Systèmes d'alimentation en gaz - Canalisations pour pression maximale de service inférieure ou égale à 16 bar »,
- NF EN 12 186, décembre 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Postes de détente-régulation de pression de gaz pour le transport et la distribution - Prescriptions fonctionnelles »,
- NF EN 12 732, juin 2014, « Systèmes d'alimentation en gaz - Soudage des tuyauteries en acier - Prescriptions fonctionnelles ».
- la NF EN 12279 « Système d'alimentation en gaz – Installation de détente-régulation de pression de gaz faisant partie des branchements »
- la NF DTU 61.1, juin 2010, « Travaux de bâtiment - Installations de gaz dans les locaux d'habitation ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

3. Prescriptions relatives aux caractéristiques des ouvrages de raccordement

3.1. Exigences réglementaires et normatives

Ces prescriptions sont identiques pour tous les raccordements de même typologie aux réseaux du Distributeur. Elles sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, et selon les dispositions techniques des normes citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées par les textes suivants :

- Spécification ATG B.67.1 de novembre 1995 : « conception, construction et installation des blocs et des postes de détente alimentant une chaufferie »,
- L'installation d'équipements sous pression standard tels que ceux qui peuvent se trouver dans les postes de détente et les stations de compression doit respecter les dispositions du décret du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.

3.2. Exigences du distributeur

3.2.1. Raccordement d'un client individuel (domestique, professionnel, industriel, ...)

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, le branchement tel que défini au paragraphe 1.1 ci-dessus.

3.2.2. Raccordement d'un immeuble collectif à usage d'habitation

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de branchement comprise entre le réseau et l'organe de coupure générale (article 13.1 de l'arrêté du 02 août 1977).

La partie d'ouvrage située entre l'organe de coupure générale et les compteurs des clients est réalisée par le Maître d'Ouvrage au sens de l'arrêté du 02 août 1977.

3.2.3. Raccordement dans le cadre d'un programme d'aménagement ou d'un lotissement privé (ZAC, ZUP, zone pavillonnaire, ...) ou d'un programme sous Maîtrise d'Ouvrage du concédant

Toute demande de raccordement au réseau exploité par le Distributeur fait l'objet d'un contrat entre le Distributeur et le demandeur. Ce contrat définit notamment les modalités de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre.

Les spécifications techniques à mettre en œuvre aux différentes phases d'étude, de construction et de raccordement sont celles du Distributeur.

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de l'installation.

3.2.4. Raccordement d'un autre opérateur de distribution ou d'un opérateur de transport

Le Distributeur exécute, ou fait exécuter sous sa responsabilité, la partie de canalisation située entre la conduite de distribution publique existante et le point frontière de la dite concession de distribution où sera installé le poste de livraison.

3.3. Relations Distributeur - Client

Les relations entre le Distributeur et le Client raccordé sont régies par les différents contrats souscrits (contrat de raccordement, contrat de livraison, ...).

4. Prescriptions relatives aux caractéristiques des matériels de comptage

4.1. Exigences réglementaires et normatives

Aux raccordements avec tous types d'infrastructures ou d'installations de clients, les matériels de comptage du Distributeur qui ont un caractère transactionnel (ou assimilé) sont installés et exploités conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

Pour les aspects techniques qui ne relèvent pas de la réglementation ou qui ne sont pas pris en compte par les normes en vigueur, les matériels sont installés et exploités en tenant compte de l'état de l'art.

Ces matériels répondent aux exigences réglementaires et normatives citées au paragraphe 2 ci-dessus, complétées des exigences suivantes :

4.1.1. Réglementation

- Directive 2014/32/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'instruments de mesure (MID)
- Décret n° 73-788 du 4 août 1973 portant application des prescriptions de la CEE relatives aux dispositions communes aux instruments de mesure et aux méthodes de contrôle métrologique
- Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
- Décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
- Arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
- Arrêté du 25 février 2002 relatif à la vérification primitive de certaines catégories d'instruments de mesure
- Arrêté du 28 avril 2006 fixant les modalités d'application du décret n° 2006-447 du 12 avril 2006 relatif à la mise sur le marché et à la mise en service de certains instruments de mesure
- Arrêté du 2 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible
- Directive 2014/68/EU (DESP) relative aux équipements sous pression
- Directive 2014/34/EU (ATEX) relative aux atmosphères explosibles

4.1.2. Normes

- NF EN 1359, mai 1999, « Compteurs de gaz, compteurs à parois déformables. »,
- NF EN 1776, avril 2016, « Alimentation en gaz, poste de comptage de Gaz naturel, prescriptions fonctionnelles. »,
- NF EN 12 261/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à turbine »,
- NF EN 12 480/A1, septembre 2006, « Compteurs de gaz, compteurs à pistons rotatifs »,
- NF ISO 17089-1, avril 2011, « Compteurs de gaz à ultrasons »,
- CEI 60 571:2003, « Capteurs industriels à résistance thermométrique de platine »,
- NF EN 12405-1/A2, décembre 2010, « Compteurs de gaz - Dispositifs de conversion – Partie 1 : Conversion de volume »,

- NF ISO 10715, mars 2001, « Gaz naturel ; lignes directrices pour l'échantillonnage »,
- NF EN ISO 6974, août 2003, mai 2004 et août 2012, « Gaz naturel ; détermination de la composition avec une incertitude définie par chromatographie en phase gazeuse »,
- NF EN ISO 6976, novembre 2005, « Gaz naturel ; calcul du pouvoir calorifique, de la masse volumique, de la densité relative et de l'indice de Wobbe à partir de la composition »,
- NF EN ISO 13443, novembre 2005, « Conditions de référence standard »,
- NF EN ISO 12213, décembre 2009, « Gaz naturel – facteur de compression ».

D'autres normes d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord instituant l'Espace économique européen peuvent être reconnues équivalentes et approuvées par le ministre chargé de la sécurité du gaz.

4.1.3. Textes internationaux

- Recommandation internationale – Organisation Internationale de Métrologie Légale « Systèmes de comptage de gaz combustible. » R140, édition 2007
- Recommandation Internationale - Organisation Internationale de Métrologie Légale « Organisation Internationale de Métrologie Légale « Compteurs de gaz », R137, édition 2012
- EASEE-gas – Common Business Practice « Harmonisation of units », (CBP 2003-001/02 – approuvée le 27 août 2003).

4.2. Exigences du Distributeur

4.2.1. Comptage client

Le dispositif local de mesurage permet de déterminer les quantités (m3) de gaz livrées au client (aux conditions de comptage).

Il comprend a minima un compteur de technologie adaptée à la consommation du client et peut être complété par un ensemble de conversion en température, en pression et température ou en pression, température et compressibilité.

Lorsque la consommation annuelle dépasse 5GWh, il doit être équipé en outre d'un dispositif de relevé à distance (télérelevé...) permettant la détermination journalière des quantités livrées pour les clients liés à GRDF par un contrat de livraison direct.

4.2.2. Poste de livraison opérateur aval

Le poste de livraison installé entre le Distributeur et un autre opérateur de distribution est situé au point « frontière » entre les concessions de chaque opérateur.

La composition du poste de livraison et celle du dispositif local de mesurage peuvent varier en fonction :

- de la nature du réseau où s'effectue le raccordement,
- du débit de l'installation,
- des niveaux de pression respectifs des deux ouvrages à raccorder.

Le poste de livraison comprend a minima un robinet d'isolement en entrée, un filtre, un dispositif de sécurité qui permet de protéger le réseau de chaque opérateur, un dispositif local de mesurage et un robinet d'isolement en sortie, dans le cas des comptages au fil du gaz (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est égale à celle du réseau qui l'alimente).

Il peut être complété par un dispositif de détente simple ou double ligne, en fonction des besoins de l'opérateur du réseau à alimenter (si la pression maximale de service du réseau à alimenter est inférieure à celle du réseau qui l'alimente).

Les dispositions particulières sont précisées dans le contrat établi entre les deux opérateurs.

5. Prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz

La description des prescriptions relatives aux caractéristiques requises du gaz est traitée dans les paragraphes qui suivent, selon le principe de répartition suivant :

- Prescriptions relatives aux caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur par les Opérateurs de transport de gaz naturel Amont, les Opérateurs de distribution de gaz naturel Amont et les Opérateurs Amont susceptibles d'injecter des gaz autres que le gaz naturel,
- Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des clients,

Les caractéristiques du gaz naturel sont déterminées dans le respect des exigences réglementaires, en particulier les suivantes :

- Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et le cahier des charges « Odorisation du gaz distribué » associé,
- Articles R. 121-1 et suivants du code de l'énergie relatif aux obligations de service public assignées aux entreprises du secteur du gaz,
- Arrêté du 16 septembre 1977 : « Dispositions relatives au pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de distribution publique »,
- Arrêté du 28 mars 1980 : « Limites de variations du pouvoir calorifique du gaz naturel distribué par réseau de canalisations publiques »,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : « Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisations de transport »,
- Arrêté du 28 janvier 1981 : « Teneur en soufre et composés sulfurés des gaz naturels transportés par canalisation de distribution publique »,
- Prescriptions du cahier des charges ou de l'annexe en vigueur sur le territoire de la commune concernée.

5.1 Caractéristiques des gaz susceptibles d'être injectés sur le réseau du Distributeur

5.1.1 Caractéristiques du Gaz naturel requises aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont

Les caractéristiques du gaz naturel requises par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de transport Amont et avec les Opérateurs de distribution Amont sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz naturel.

Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ¹ : 10,7 à 12,8 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹ : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ²	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Point de rosée eau	Inférieur à - 5°C à la pression maximale de service du réseau ³
Teneur en soufre et H2S	La teneur instantanée en H2S doit être inférieure à 15 mg/m ³ (n) (durée de dépassement de 12 mg/ m ³ (n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H2S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m ³ (n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m ³ (n).
Odeur du gaz	Le gaz livré à toutes les sorties du réseau de transport doit posséder une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

¹ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

² Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

³ La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).

Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de transport Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.

Les conditions de livraison du gaz par l'Opérateur de distribution Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.

Pression et température du gaz naturel :

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.1.2 Caractéristiques physico-chimiques requises pour l'injection de gaz autres que le gaz naturel

Dans le but :

- de préserver l'intégrité des ouvrages du Distributeur vis-à-vis des risques de réaction chimique et de modification des caractéristiques physiques de ses matériaux constitutifs,
- de garantir l'acheminement vers les clients d'un gaz apte à la combustion et conforme à la réglementation en vigueur,

tout gaz autre que le gaz naturel doit être systématiquement odorisé avant injection sur le réseau du Distributeur conformément à l'Arrêté du 13 juillet 2000 et au cahier des charges relatif à l'odorisation qui lui est associé,

tout gaz autre que du gaz naturel introduit sur le réseau du Distributeur par un Opérateur Amont doit respecter les caractéristiques suivantes, sans préjudice des obligations qui pourraient être faites par la réglementation :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ⁴ : 10,7 à 12,8 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹ : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ⁵	Gaz de type H : 13,64 à 15,70 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C:13,6 à 15,66) Gaz de type B : 12,01 à 13,06 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 11,97 à 13,03) Gaz de type B pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H ⁶ : 12,50 à 13,06 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)

⁴ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

⁵ Ces valeurs sont celles discutées dans le cadre de l'association Easee-gas. Concernant la limite supérieure pour l'indice de Wobbe, des vérifications sont en cours pour déterminer à quelle date la valeur de 15.85 kWh/m³(n) (au lieu de 15.7) discutée au sein d'Easee-gas serait acceptable en France.

⁶ Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant

Densité	Comprise entre 0,555 et 0,70
Point de rosée eau	Inférieur à -5°C à la Pression Maximale de Service du réseau en aval du Raccordement ⁷
Point de rosée hydrocarbures ⁸	Inférieur à -2°C de 1 à 70 bar
Teneur en soufre total	Inférieure à 30 mgS/ m ³ (n)
Teneur en soufre mercaptique	Inférieure à 6 mgS/ m ³ (n)
Teneur en soufre de H ₂ S + COS	Inférieure à 5 mgS/ m ³ (n)
Teneur en CO ₂	Inférieure à 2,5 % (molaire)
	Par exception, sur autorisation du Distributeur après étude au cas par cas, une limite en CO ₂ jusqu'à 3,5% ⁹ est tolérée.
Teneur en Tétrahydrothiophène (produit odorisant THT)	Comprise entre 15 et 40 mg/m ³ (n)
Teneur en O ₂	Inférieure à 100 ppmv
	Par exception, sur autorisation du Distributeur, après étude au cas par cas, une limite en O ₂ jusqu'à 0,75% ¹⁰ est tolérée.
Impuretés	Gaz pouvant être transporté, stocké et commercialisé sans subir de traitement supplémentaire
Hg	Inférieur à 1 µg/m ³ (n)
Cl	Inférieur à 1 mg/m ³ (n)
F	Inférieur à 10 mg/m ³ (n)
H ₂	Inférieur à 6 %
NH ₃	Inférieur à 3 mg/m ³ (n)
CO	Inférieur à 2 %

Les conditions de livraison du gaz autre que le gaz naturel par l'Opérateur Amont au raccordement avec le Distributeur font l'objet d'un contrat. Les caractéristiques (spécifications et procédures) de l'odorisation du gaz autre que le gaz naturel injecté sur le réseau du Distributeur seront spécifiées dans le contrat entre les deux opérateurs.

Selon la nature du gaz à injecter, la teneur maximale d'autres composés pourra être spécifiée en fonction du risque de détérioration des ouvrages du Distributeur.

En outre, le Distributeur peut demander à recueillir l'avis favorable d'une autorité compétente et légitime sur le territoire du point d'injection, attestant que ce gaz ne présente pas de risque pour la santé publique, l'environnement et la sécurité des installations. L'obtention de cet avis est à la charge de l'Opérateur Amont.

En cas de remise en cause de cet avis par l'autorité précitée, le Distributeur devra être informé dans les quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette remise en cause est une clause suspensive de l'acceptation par le Distributeur du gaz à injecter et entraîne la suspension immédiate de l'injection.

du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Arondelle tant que le gaz stocké est de type B.

⁷ La conversion du point de rosée eau en teneur en eau et inversement est effectuée selon la norme ISO 18 453 « Natural gas – Correlation between water content and water dew point. » (Corrélation de Gergwater).

⁸ Il s'agit d'une spécification applicable au gaz naturel qui ne couvre que les hydrocarbures et pas les huiles.

⁹ Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en CO₂ tolérée par exception est de 11,7% au lieu de 3,5%.

¹⁰ Dans le cas où le gaz est injecté dans un réseau dans lequel le gaz naturel est de type B, la teneur limite en O₂ tolérée par exception est de 3% au lieu de 0,75%.

Contraintes sur le PCS :

Compte tenu du risque de variations importantes du PCS des gaz autres que du gaz naturel, l'Opérateur Amont présentera au Distributeur les dispositions retenues pour éviter les fluctuations du PCS de nature à perturber le fonctionnement des installations des clients connectés à son réseau.

Pression et température du gaz autre que le gaz naturel :

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

Le gaz à injecter doit être à une pression inférieure à la pression maximale de service (MOP) du réseau du Distributeur auquel il est intégré et compatible avec la pression d'exploitation du réseau du Distributeur.

5.1.3 Conditions techniques de l'injection de tous types de gaz

Le réseau de distribution étant un réseau passif (absence de stockage, réserve gazométrique négligeable,...), les quantités injectées sont égales en permanence aux quantités livrées.

Point d'injection :

La position du point d'injection et les quantités injectées doivent être compatibles avec la capacité du réseau et ses conditions d'exploitation.

Epuración :

Si le gaz à injecter n'est pas conforme aux spécifications des tableaux précédents, le Distributeur peut néanmoins accepter de le recevoir. Dans ce cas, le gaz à injecter peut devoir être épuré avant injection sur le réseau du Distributeur.

Le cas échéant, les installations de traitement devront être présentées au Distributeur avant acceptation de l'injection par celui-ci.

La composition du gaz avant épuration devra être fournie.

Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Par ailleurs, le Distributeur peut demander à l'Opérateur Amont qu'il justifie d'un traitement du phénomène d'apparition de phases liquides en Opérateur Prudent et Raisonnable.

Dispositif de contrôle :

L'efficacité de l'épuration sera vérifiée par analyse du gaz. Les résultats des analyses seront tenus à disposition du Distributeur. La fréquence des contrôles sera déterminée contractuellement avec le Distributeur.

Le contrat spécifie les modalités de fonctionnement du dispositif d'injection et de contrôle.

5.1.4 Spécificités de la zone alimentée en gaz de type B

Si le gaz est destiné à être injecté dans un réseau ou une installation de gaz de type B, l'Opérateur Amont ne peut s'opposer à ce que le Distributeur achemine par la suite du gaz de type H dans ce réseau ou cette installation. L'injection pourra alors être poursuivie sous réserve que les caractéristiques du gaz à injecter soient modifiées par l'opérateur Amont pour

respecter les spécifications de la zone gaz H, telles que décrites aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.2.

5.2. Prescriptions relatives aux caractéristiques du gaz naturel aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et les installations des Clients

5.2.1 Caractéristiques physico-chimiques du gaz naturel

Les caractéristiques du gaz naturel livré par le Distributeur aux raccordements avec les Opérateurs de distribution ou de transport Aval et avec les installations des clients sont conformes à tout moment aux prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux caractéristiques du gaz.

Les caractéristiques réglementaires à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel homologuant le plan de conversion exigé par le décret n° 2016-348 du 23 mars 2016 sont :

Caractéristique	Spécification
Pouvoir Calorifique Supérieur (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar)	Gaz de type H ¹¹ : 10,7 à 12,8 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 10,67 à 12,77) Gaz de type B ¹¹ : 9,5 à 10,5 kWh/ m ³ (n) (combustion 25°C : 9,48 à 10,47)
Indice de Wobbe pour les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H (conditions de combustion 0 °C et 1,01325 bar) ¹²	Gaz de type B : 12,50 à 13,06 kWh/m ³ (n) (combustion 25°C : 12,47 à 13,03)
Teneur en soufre et H ₂ S	La teneur instantanée en H ₂ S doit être inférieure à 15 mg/m ³ (n) (durée de dépassement de 12 mg/ m ³ (n) inférieure à 8 heures). La teneur moyenne en H ₂ S sur 8 jours doit être inférieure à 7 mg/m ³ (n). La teneur en soufre total doit être inférieure à 150 mg/m ³ (n).
Odeur du gaz	Le Distributeur s'assure que le gaz livré possède une odeur : suffisamment caractéristique pour que les fuites éventuelles soient perceptibles, qui doit disparaître lors de la combustion complète du gaz.

Le cahier des charges de concession en vigueur sur la commune concernée mentionne la pression minimale et la pression maximale du gaz naturel livré.

¹¹ Gaz de type H : Gaz à haut pouvoir calorifique. Gaz de type B : Gaz à bas pouvoir calorifique.

¹² Décret n° 2016-348 du 23 mars 2016. Cette spécification s'applique aux points de sortie du réseau de transport vers les réseaux de distribution et les Clients situés dans les secteurs géographiques en cours de conversion gaz B / gaz H, au plus tard à la date à laquelle la pression de livraison est abaissée chez les clients particuliers consommant du gaz de type B et jusqu'à la date où le gaz livré devient de type H. Elle s'applique également à la sortie du réseau de transport vers le stockage de Goumay-sur-Aronde tant que le gaz stocké est de type B.

Les conditions de livraison du gaz par le Distributeur à l'Opérateur de distribution ou de transport Aval font l'objet d'un contrat entre les deux opérateurs.

Le contrat mentionne la pression minimale et la pression maximale, la température minimale et la température maximale entre lesquelles le gaz naturel sera livré.

5.2.2 Epuración du gaz

Les postes de livraison des Opérateurs de transport Amont aux raccordements avec le Distributeur sont équipés d'un filtre standard spécifié auprès du fabricant comme devant arrêter une partie des particules solides d'une taille déterminée. Nonobstant la présence de ce filtre, le gaz naturel livré peut véhiculer certains éléments, notamment des phases solides et/ou liquides, à la présence desquelles les installations de certains clients peuvent être sensibles. Le cas échéant, il appartient au client d'installer un dispositif de filtration et/ou de traitement assurant le bon fonctionnement de ses installations avec le gaz naturel livré.

6. Exploitation, contrôle et maintenance des installations

L'exploitation, le contrôle et la maintenance des installations sont réalisés suivant les exigences de la réglementation en vigueur, et en particulier :

- l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations et ses cahiers des charges associés,
- l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression,
- l'arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.

7. Procédures d'intervention

Conformément à la réglementation en vigueur, les procédures définissant l'organisation, les moyens et les méthodes que le Distributeur met en œuvre en cas de travaux ou manœuvres sur ses ouvrages, ou d'accident survenu à ses ouvrages sont définis par :

- Un Carnet de Prescriptions au Personnel « Prévention du risque gaz »,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel « Prévention du risque électrique »,
- Un Carnet de Prescriptions au Personnel « Prévention des risques généraux »,
- Des éléments de secourisme.
- Des dispositions générales pour la sécurité de l'exploitation, conformément à l'arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations :
 - o Réception et traitement des demandes d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
 - o Procédure d'intervention de sécurité ou de dépannage gaz
 - o Plan d'ORGanisation d'Intervention GAZ (ORIGAZ),
- Des dispositions qui permettent de définir le dispositif à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé lors des opérations de construction, d'adaptation et de maintenance des ouvrages de distribution de gaz :
 - o Un Plan de Prévention (Décret du 20 février 1992 codifié aux articles R.4511-1 à R. 4514-10 du Code du travail)

- Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Loi du 31 décembre 1993 et décret du 26 décembre 1994, articles L. 4531-1 à L. 4535-1 et R. 4532-1 à R. 4532-98).
- Le Code de l'Environnement Livre V Titre V chapitre IV : Partie législative (articles L. 554-1 et suivants relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution) et partie réglementaire (articles R. 554-1 et suivants) relative à la sécurité des réseaux souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution et l'arrêté du 15 février 2012 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains aériens ou sub aquatiques de transport ou de distribution.

Par ailleurs, des dispositions complémentaires peuvent venir compléter ces textes, et sont appliquées localement sous l'autorité du Chef d'Etablissement.

SDEG 16

Renouvellement du contrat de concession pour la distribution publique en gaz conclu avec GRDF

Etat des lieux technique

décembre 2025

SOMMAIRE

1.	<u>LE CONTEXTE.....</u>	2
2.	<u>LES DONNEES PATRIMONIALES : TECHNIQUE ET COMPTABLE.....</u>	2
2-1	les canalisations de réseau	2
2-2	les branchements individuels	8
2-3	les branchements collectifs et conduites montantes et conduites d'immeubles	9
2-4	les postes de détente réseau	13
2-5	les robinets d'exploitation.....	15
3	<u>LES INVESTISSEMENTS.....</u>	16
3-1	la valeur initiale brute des ouvrages.....	16
3-2	la répartition des investissements par nature d'ouvrage et de travaux	17
3-3	comparaison avec les investissements portés dans le CRAC 2024	18
3-4	le coût unitaire des ouvrages	20
4-	<u>LES DONNEES D'EXPLOITATION</u>	21
4-1	les interventions de sécurité	21
4-3	la politique de renouvellement des ouvrages	25
	4-3-1 : Avis de GRDF concernant la politique de renouvellement des ouvrages de la concession	25
	4-3-2 : Avis du SDEG 16 concernant la politique de renouvellement des ouvrages de la concession	27
5	<u>LES DONNEES CLIENTELE</u>	28
5-1	Les données d'acheminement	28
5-2	La qualité des prestations réalisées auprès des clients.....	29
6	<u>LA SYNTHESE DU DIAGNOSTIC</u>	33
6-1	La qualité des données d'inventaire communiquées par le concessionnaire	33
6-2	L'investissement de renouvellement	34
6-3	La qualité du service rendu.....	35

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

1. Le contexte

Le SDEG 16 est titulaire d'un contrat de concession, en zone de desserte historique et tarif péréqué, pour 75 communes signé le 01/07/2013 pour 25 ans.

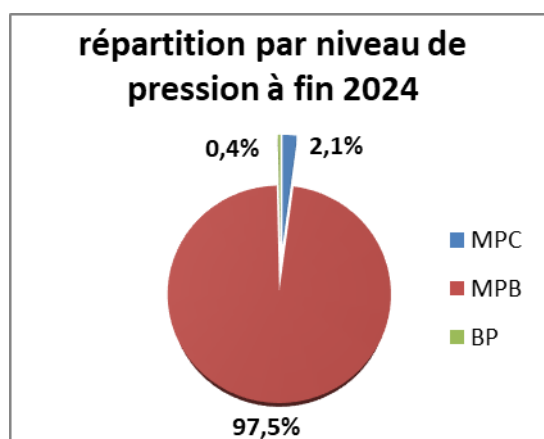
Le présent rapport a pour objet de présenter l'état du patrimoine de la concession historique, la qualité du service rendu et la chronique des investissements réalisés.

Cet état des lieux est établi à partir des données au 31 déc. 2024.

2. Les données patrimoniales : technique et comptable

2-1 les canalisations de réseau

➤ Les pressions



Source fichiers techniques

Le réseau HIS concédé par le SDEG 16 a une longueur totale de **914 km à fin 2024**.



Il est alimenté en moyenne pression à 99,6 %



Et en basse pression pour 0,4 %.

Le réseau MPB est le réseau de desserte principale avec une longueur de 891 km à fin 2024, ce qui représente **97,5 % du réseau concédé**. Ce réseau MPB combine à la fois les avantages d'une forte capacité de desserte des nouveaux clients et d'une forte sécurité grâce à la grande tolérance à la pression amont de desserte (entre 1 et 4 bars) et aux dispositifs de coupure automatique du gaz en cas de fuite importante sur l'installation intérieure d'un client¹.

Les canalisations MPC ont une pression normale de service comprise entre 4 et 25 bars. Ce réseau d'infrastructure de grande capacité représente **un linéaire de 19 km** (2,1 % de l'ensemble des canalisations).

Le réseau BP a une longueur de 3,5 km à fin 2024 soit 0,4 % du total.

Ce réseau BP n'est présent que sur BARBEZIEUX-SAINT-HILAIRE et un reliquat de 180m sur CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE.

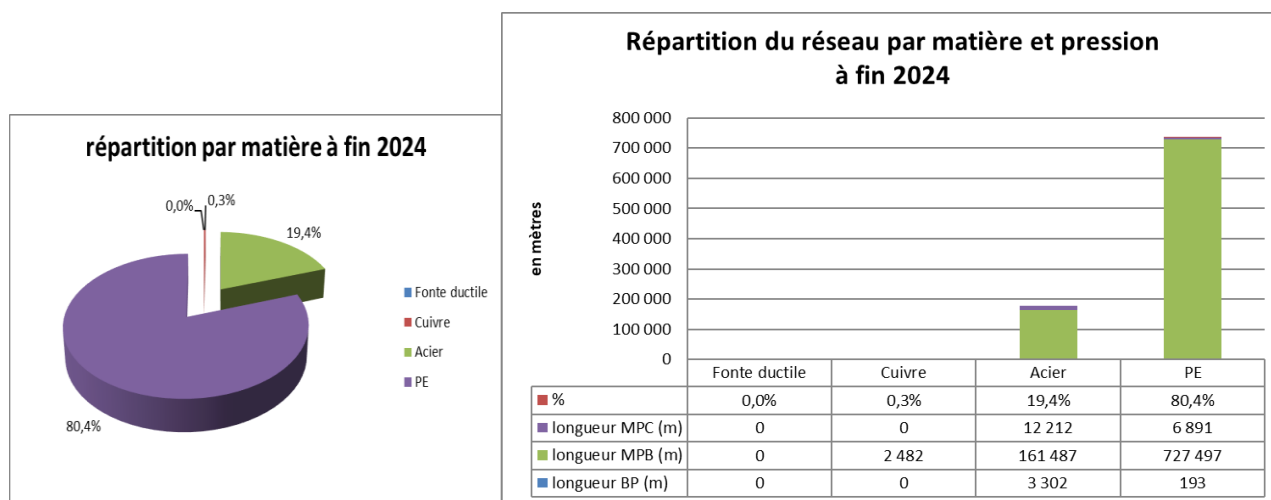
¹ Dans l'ensemble du document, le terme client s'entend comme un usager du service public.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz Données à fin 2024

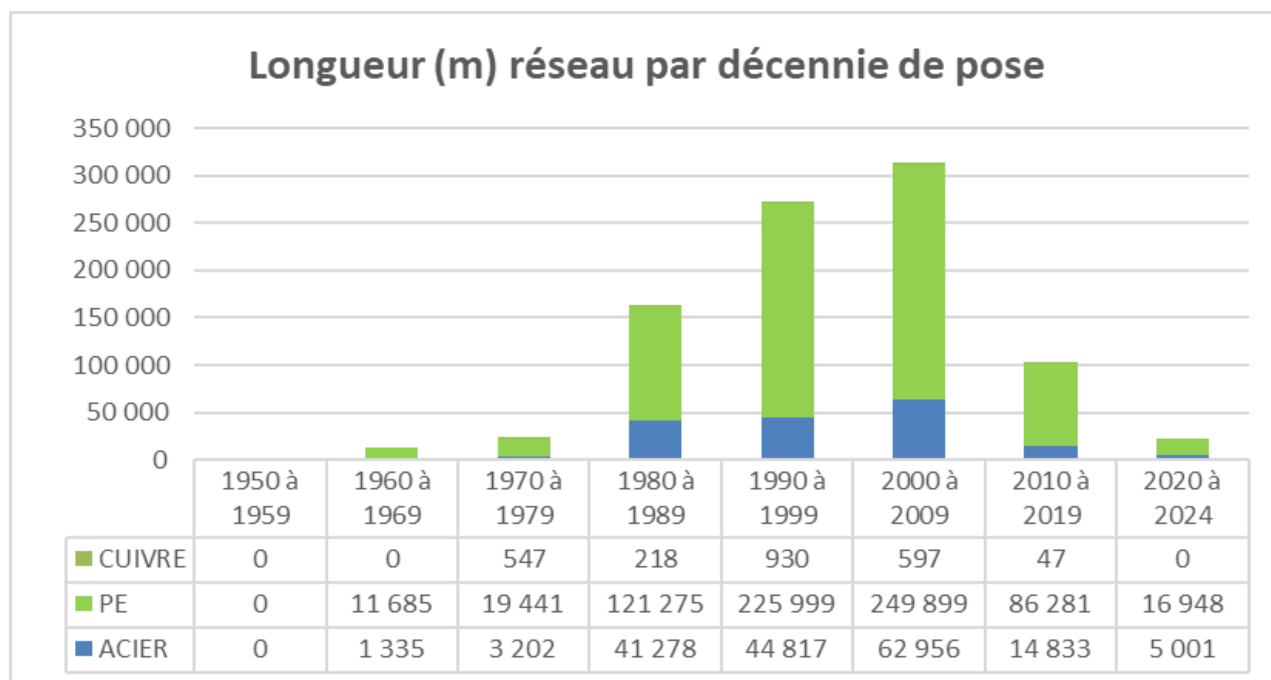
➤ Les matières

La longueur totale du réseau concédé est de 914 km à fin 2024 dont :

- 735 km en PE (+ 1 km en 2024)
- 177 km en acier (aucune évolution en 2024)
- 2,5 km en cuivre (aucune évolution en 2024)



➤ Les décennies de pose



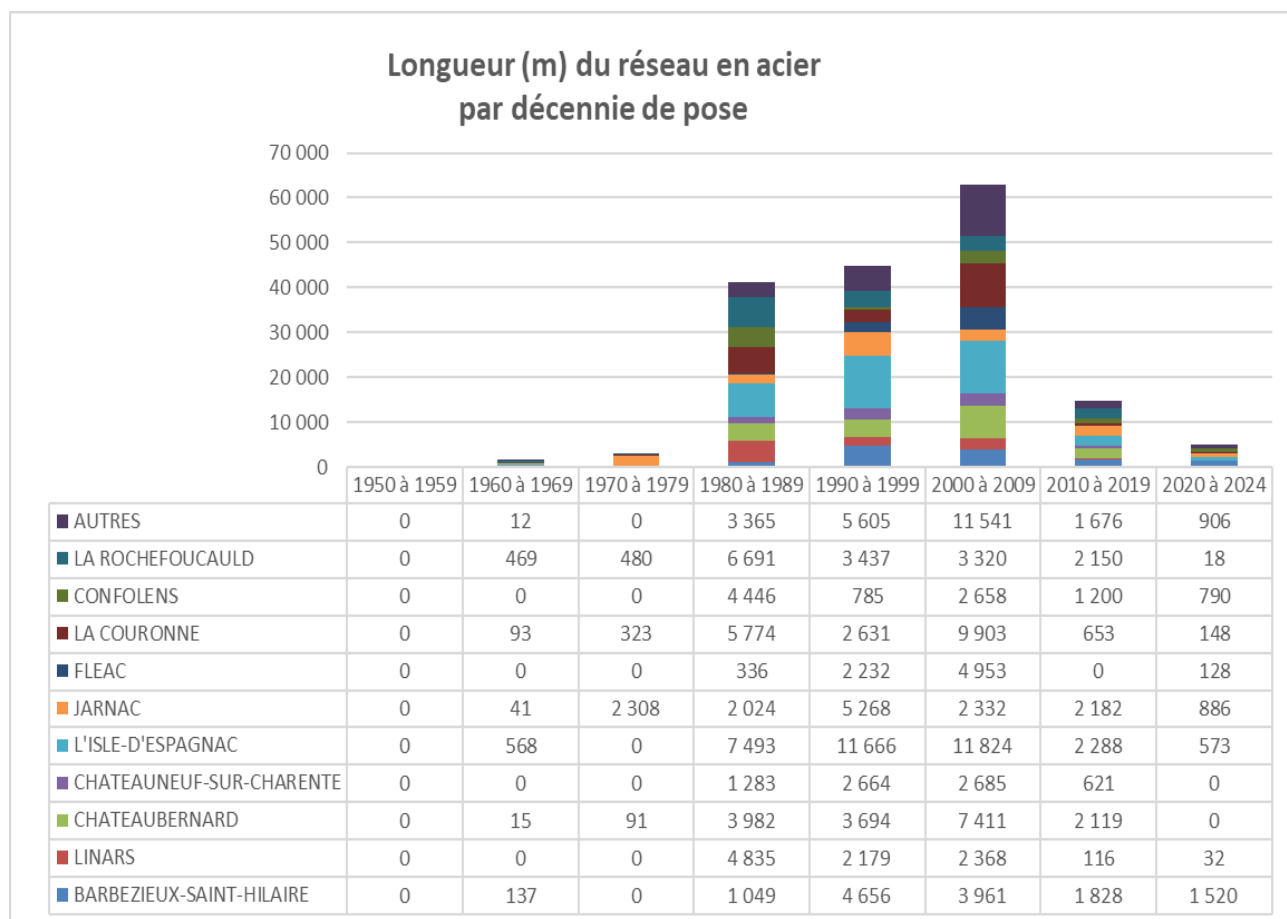
NB : année de pose inconnue pour 7 km de réseau

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

Le réseau acier a été principalement posé dans les années 60, 70 et 80 et n'est posé depuis 2000 que dans certains cas spécifiques². Ce réseau acier (177 km) est constitué de :

- 12 km exploités en MPC
- 162 km exploités en MPB
- 3 km en BP



Source fichiers techniques

Le renouvellement ciblé de ce réseau acier est à maîtriser en lien avec les mesures de protection cathodique. Pour assurer leur pérennité et les protéger contre la corrosion, la totalité des conduites en acier installées sur le périmètre du SDEG 16 est protégée contre la corrosion, soit de façon active par une protection cathodique, soit de manière passive³.

Le SDEG 16 considère que l'âge des ouvrages constitue un critère important d'analyse et de diagnostic de l'état du réseau concédé.

79 km acier ont plus de 54 ans.

Cet âge est proche de la durée d'utilisation de 55 ans, durée de vie retenue par GRDF pour déterminer

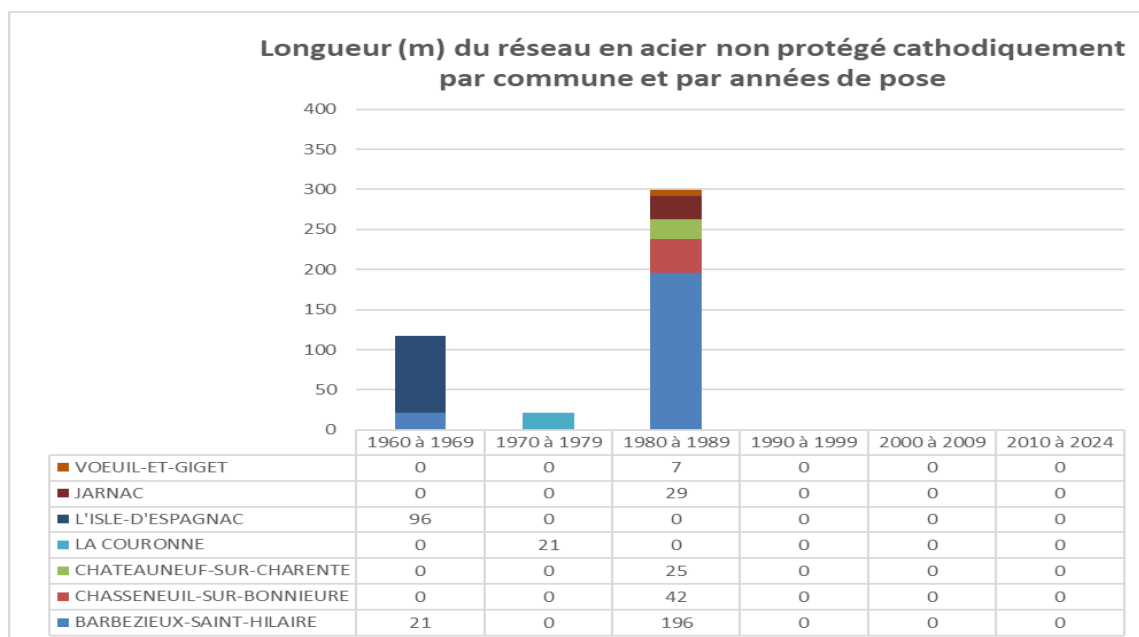
² Principalement pour des pressions supérieures à 10 bars, pour des raisons de température du gaz (< 10 °), pour le maintien de la protection cathodique (continuité électrique), la résistance aux UV, des diamètres > 200 mm²), des pertes de charge (gros industriels, GNV...) ...

³ Les conduites de distribution en acier sont revêtues de PE, depuis 1980, ce qui améliore leur tenue dans le temps. Ce revêtement constitue la protection passive

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

la date de renouvellement théorique de l'ouvrage (utilisée pour le calcul de la PPR⁴) (près de la moitié du total de linéaire d'acier).



Source fichiers techniques 2024

Le linéaire de réseau acier sans protection cathodique active est de 437 m à fin 2024.

- Dont 117 m de réseau acier posé dans les années 60

Le SDEG 16 profite du présent diagnostic pour attirer l'attention de GRDF sur ces 117m de canalisation acier sans protection cathodique active posés dans les années 60, qu'il conviendra de contrôler.

GRDF précise que les réseaux non protégés cathodiquement bénéficient d'une surveillance renforcée, à périodicité annuelle.

Depuis le début des années 80, **le polyéthylène (PE)** est utilisé pour la quasi-totalité des extensions et des renouvellements.

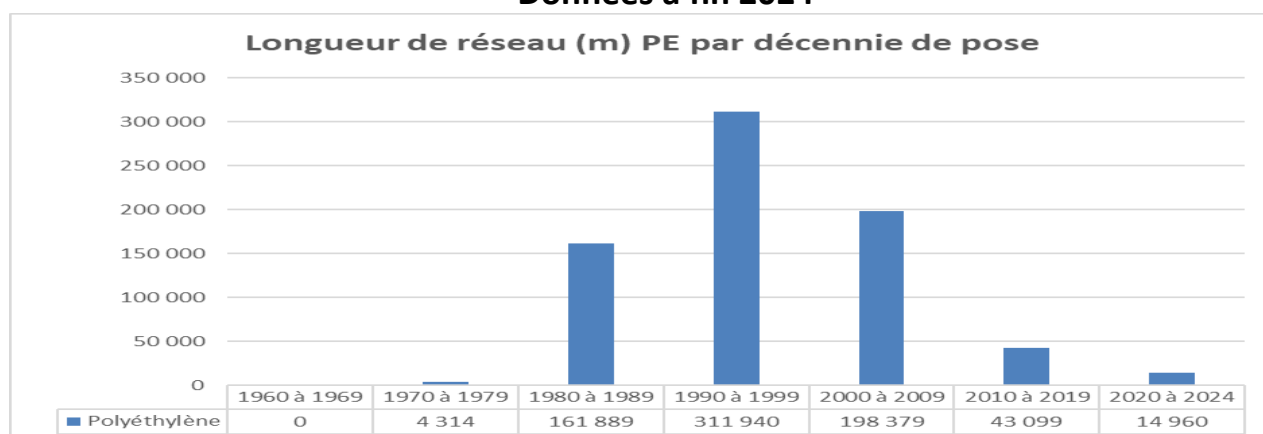
Cette technologie s'avère fiable jusqu'à aujourd'hui, après un retour d'expérience de 40 ans à date. Ce constat a conduit GRDF à passer les durées d'utilisation de 45 à 60 ans en 2011 puis à 100 ans en 2016, sans pouvoir confirmer sur le terrain les durées testées en laboratoire sous forme de vieillissement accéléré des conduites.

NB : cette augmentation des durées d'utilisation n'est pas sans incidence sur la comptabilité de la concession puisque la provision pour renouvellement est constituée sur une plus longue période.

⁴ PPR : provision pour renouvellement

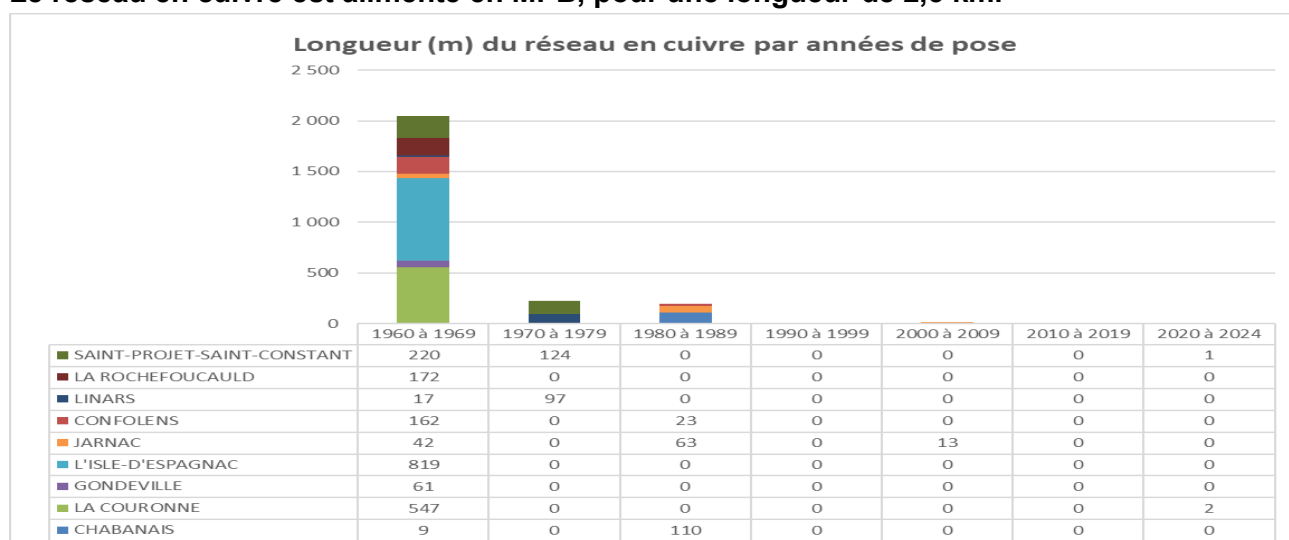
SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024



Source fichiers techniques

Le réseau en cuivre est alimenté en MPB, pour une longueur de 2,5 km.



Source fichiers techniques

La suppression des conduites en cuivre se fait essentiellement par opportunité, en accompagnement des travaux de voirie, sans programme spécifique.

L'arrêté du 6 décembre 2021 impose désormais la suppression des conduites en cuivre MPB à horizon 2050.

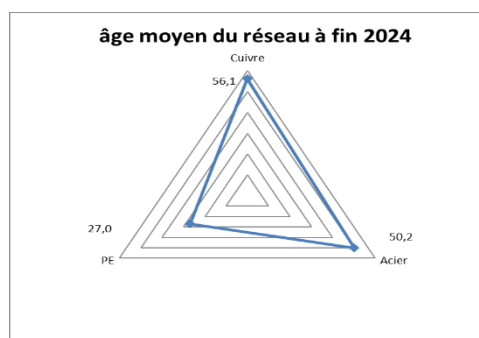
➤ L'âge moyen des réseaux au vu du fichier technique

L'âge moyen des réseaux ressort globalement à **32 ans à fin 2024**.

Toutefois, la situation est très différenciée en fonction de la technologie des réseaux, selon le niveau de pression ou de réseau en acier ou PE ou fonte ductile.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024



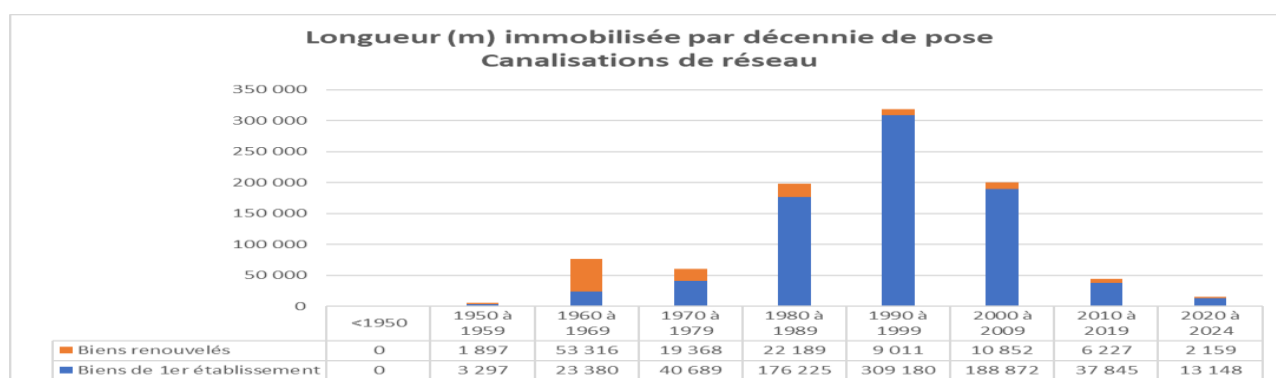
Source fichiers techniques

		durée d'amortissement					durée d'utilisation				
		Avant 2005	2005 à 2010	2010 à 2015	2016 à 2020	Depuis 2020	Avant 2005	2010 à 2015	2016 à 2020	2021 à 2024	Depuis 2024
Canalisations	acier	30	45	45	45	45	30	45	45	55	55
	cuivre	30	45	45	45	45	30	45	45	45	45
	PE	30	45	45	45	45	30	45	60	100	100
branchements		30	45	45	45	45	30	45	45	45	30
postes de détente		10	40	40	40	40	10	40	40	40	40
protection cathodique		15	20	20	20	20	15	20	20	20	20
compteurs GAZPAR		Hors concession					Hors concession				

GRDF a amorti, depuis 2021, les nouveaux branchements sur une durée de 30 ans, tandis que les branchements existants ont conservé la durée d'amortissement de 45 ans. Il s'agit d'une modification unilatérale du contrat de la part de GRDF, sans l'accord du SDEG 16.

Le SDEG 16 a demandé à GRDF une correction de la comptabilité de la concession pour appliquer la durée de 45 ans à l'intégralité des branchements. **Le SDEG 16 attend également des correctifs pour les CRAC depuis 2021**

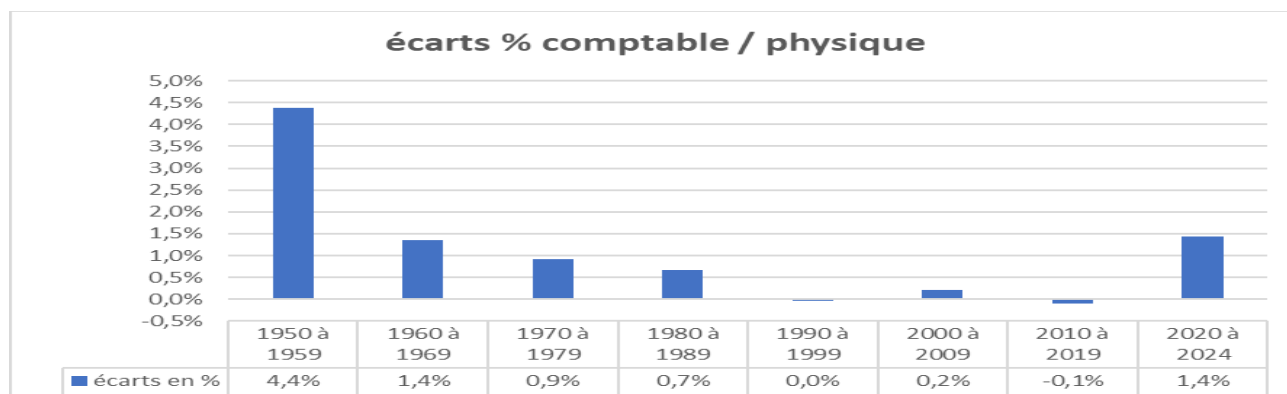
➤ Les longueurs au vu du fichier des immobilisations



Source fichiers comptables

On constate une cohérence globale entre la longueur de réseau présente dans le fichier technique et celle en comptabilité. Aucun écart global n'apparaît significatif depuis 1990

NB : des écarts restent à consolider pour les derniers exercices 2020 à 2024



SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

Toutefois, la cohérence doit être analysée plus finement, par commune, matière, année de pose, des écarts significatifs étant relevés à la maille de nombreuses communes.

2-2 les branchements individuels



Le concessionnaire n'a pas constitué d'inventaire physique pour les branchements individuels sur le réseau de desserte, même pour les plus récents.

GRDF n'a pas d'obligation réglementaire de constituer cet inventaire. Conformément à l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié, qui rend obligatoire le repérage des nouveaux branchements, ces derniers sont désormais représentés en cartographie grande échelle.

GRDF souligne que le nombre de Points de Comptage et d'Estimation sur branchements individuels & collectifs est fourni chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante ; cet état est constitué à partir des applications facturières qui distinguent les raccordements actifs ou non, en immeuble individuel ou collectif.

A date, il n'est pas possible de corréliser les immobilisations comptables avec la réalité sur le terrain ; la matière notamment n'est pas connue.

Le SDEG 16 constate donc l'absence d'inventaire physique des branchements individuels et, en tant qu'autorité concédante, demande à disposer d'un inventaire exhaustif physique des ouvrages, notamment des branchements individuels, dont elle est propriétaire. Le SDEG 16 encourage vivement le concessionnaire à constituer cet inventaire physique des branchements individuels et se réserve le droit de lui demander la communication dudit inventaire

En outre, la part importante des incidents concernant les branchements individuels (79% du total des incidents sur la période de 2017 à 2023) montre l'intérêt, que le SDEG 16 considère primordial, de disposer de cet inventaire pour mener la mission concédée.

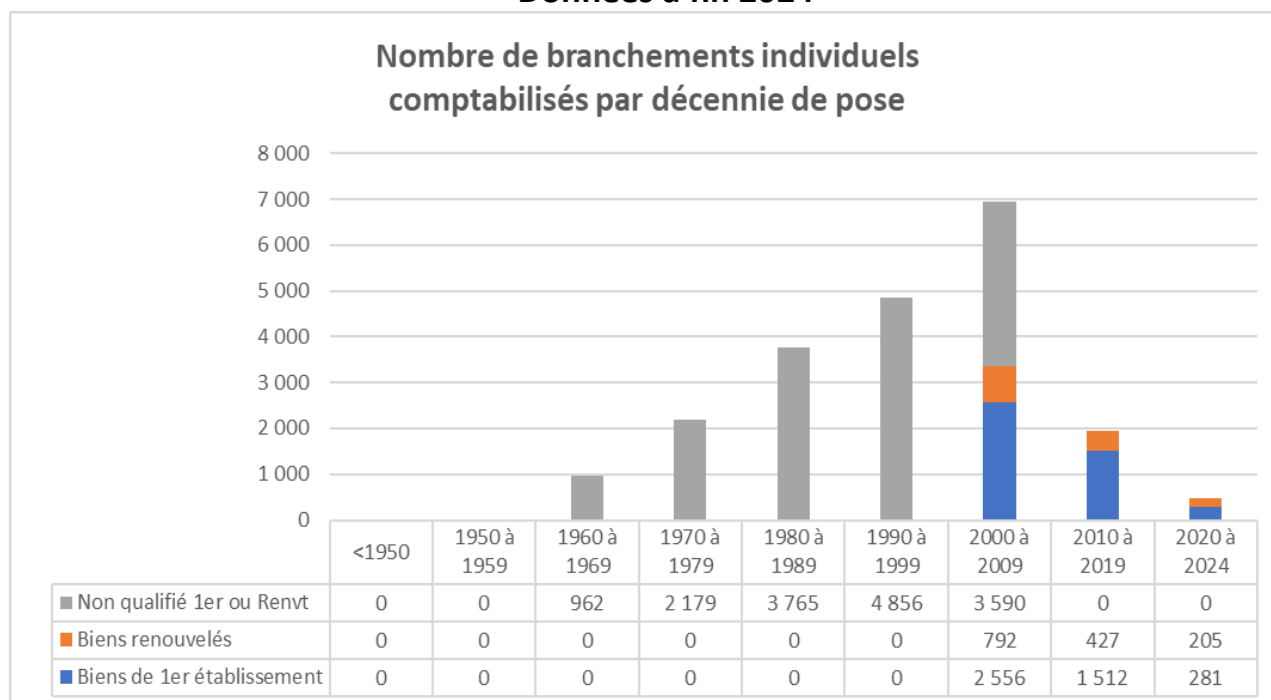
Enfin, la vérification de la bonne tenue des immobilisations de ces ouvrages de branchements ne peut être menée par le SDEG 16, et ce pour plus d'un quart (26%) de la valeur initiale des actifs de concession.

➤ Le nombre de branchements individuels au vu du fichier des immobilisations

Le nombre de branchements individuels comptabilisés est de 21 125 à fin 2024.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

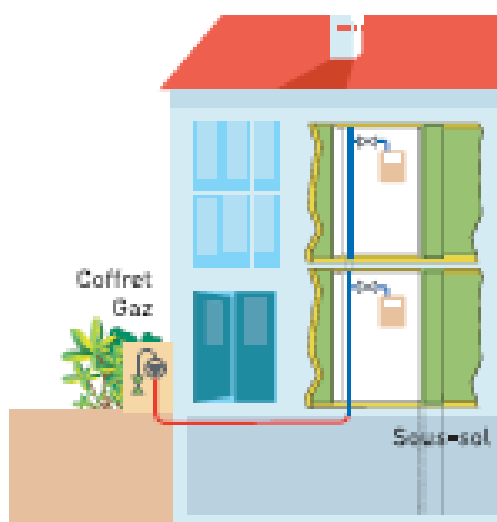


Source fichiers comptables

La qualification en biens de 1^{er} établissement ou renouvellement est réalisée depuis 2004. La matière n'est pas renseignée dans le fichier des immobilisations remis au SDEG 16. Le volume de renouvellement annuel est quasi nul : de l'ordre de 3 pour mille.

2-3 les branchements collectifs et conduites montantes et conduites d'immeubles

➤ Schéma de principe



Source : guide de la distribution du gaz - GRDF

La conduite en rouge sur le schéma est appelée « conduite d'immeuble » : elle relie le coffret gaz, organe de coupure du branchement collectif, et le pied de la conduite montante.

La conduite montante est en bleu sur le schéma.

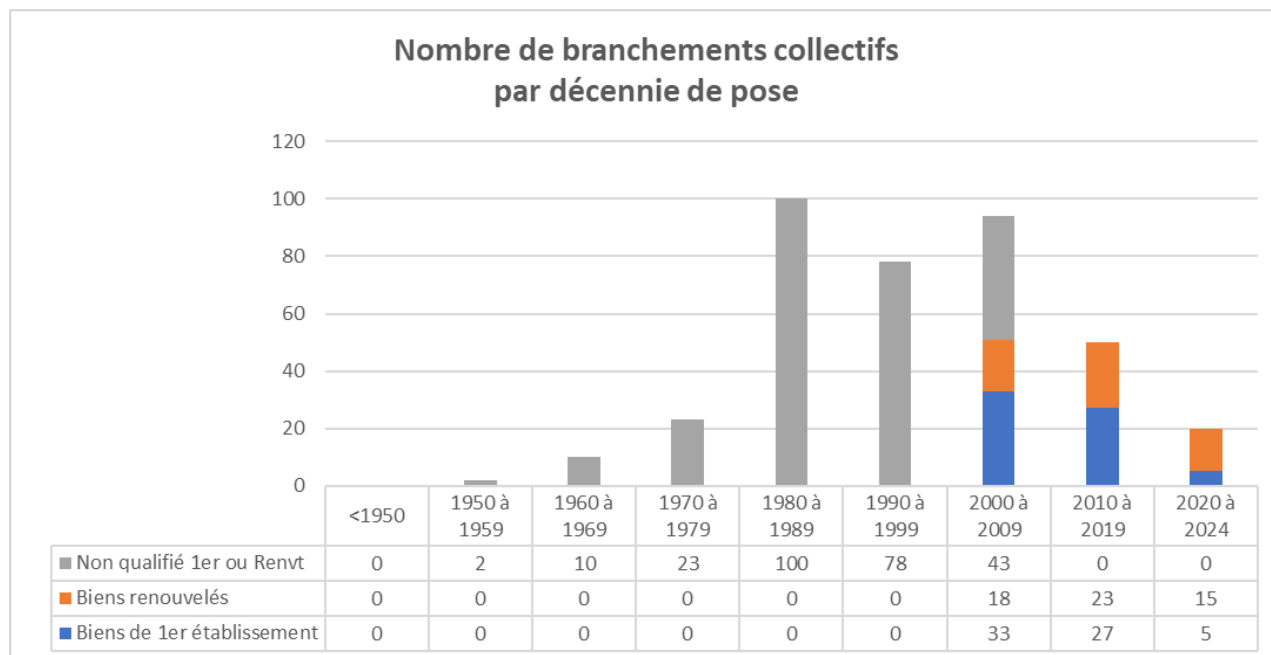
Depuis le coffret gaz jusqu'à la canalisation du réseau de distribution se trouve le branchement collectif.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

➤ Le nombre de branchements collectifs au vu du fichier des immobilisations

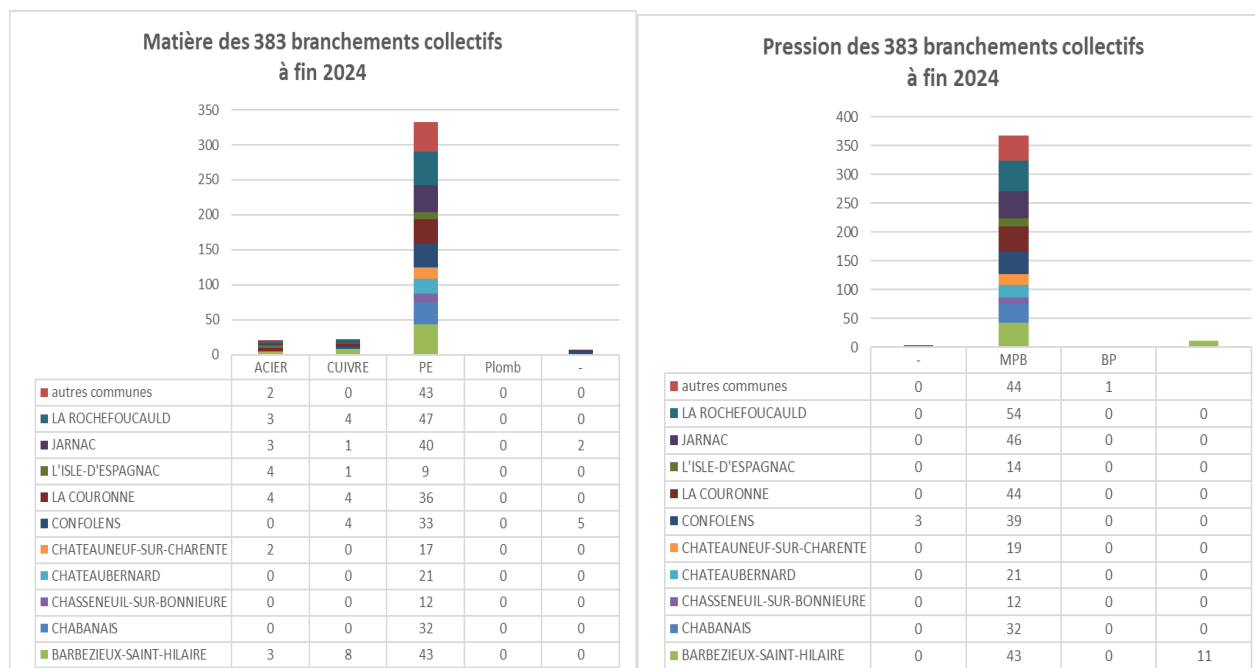
➤ 377 branchements collectifs répartis comme suit par décennie de pose :



Source fichiers comptables

Le renouvellement est de 3 par an depuis 2000 soit < 1% (i.e. un rythme de renouvellement sur plus de 100 ans)

Par ailleurs, le concessionnaire a fourni l'inventaire physique qu'il a réalisé pour les branchements collectifs (opération RIO 2). Le nombre total est de 383 pour 377 en comptabilité.



Source fichiers techniques

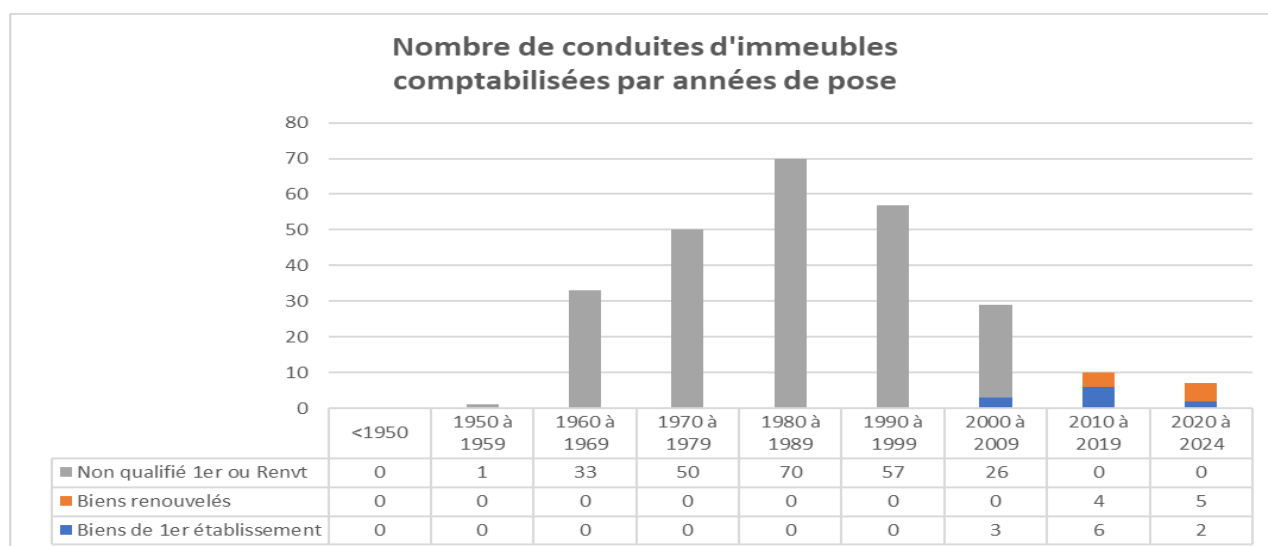
SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

- 85% des branchements collectifs sont en PE et 96% MPB
- Aucun branchement collectif en plomb
- 23 branchements en cuivre (6%)
- 9 branchements collectifs pour lesquels la matière n'est pas renseignée soit 2,5 %.

➤ Les conduites d'immeubles

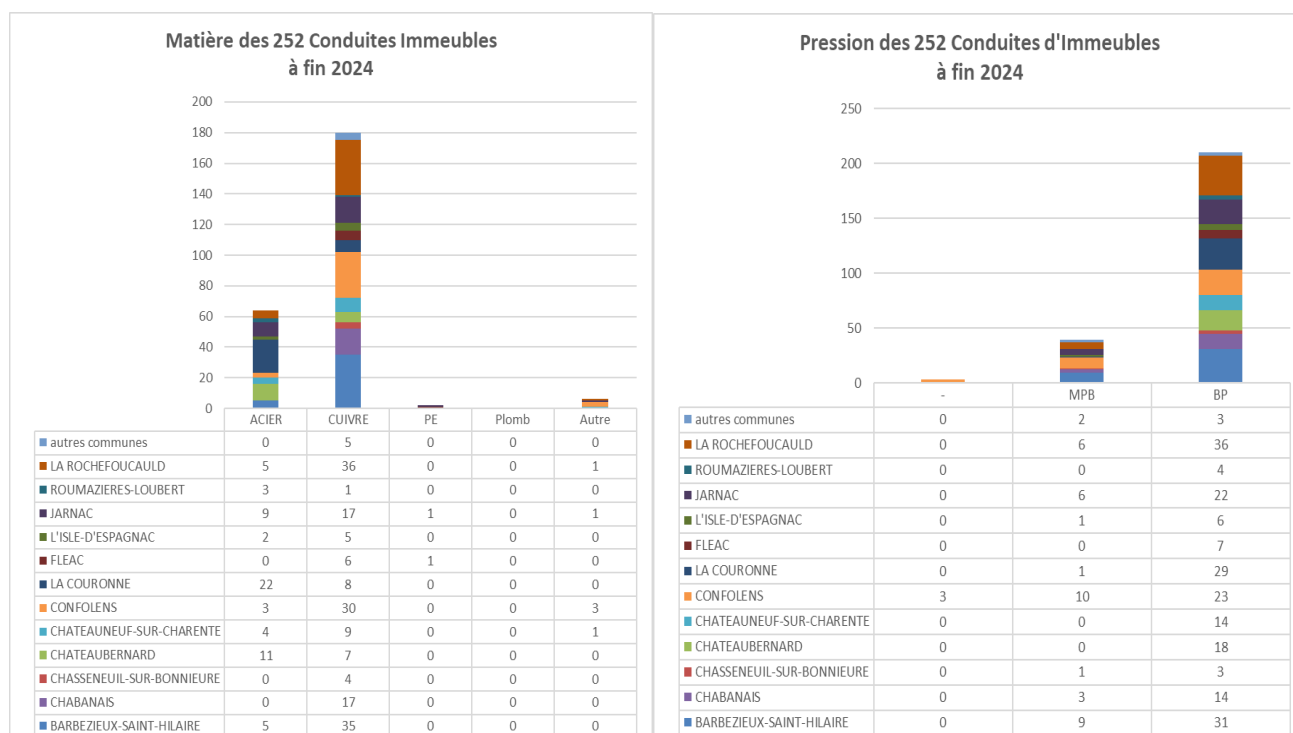
- 257 conduites d'immeubles (CI) immobilisées à fin 2024



Source fichiers comptables

Le concessionnaire a par ailleurs fourni l'inventaire physique qu'il a réalisé pour les conduites d'immeubles (opération RIO 2).

Le fichier physique comprend 252 CI à fin 2024 pour 257 immobilisées.



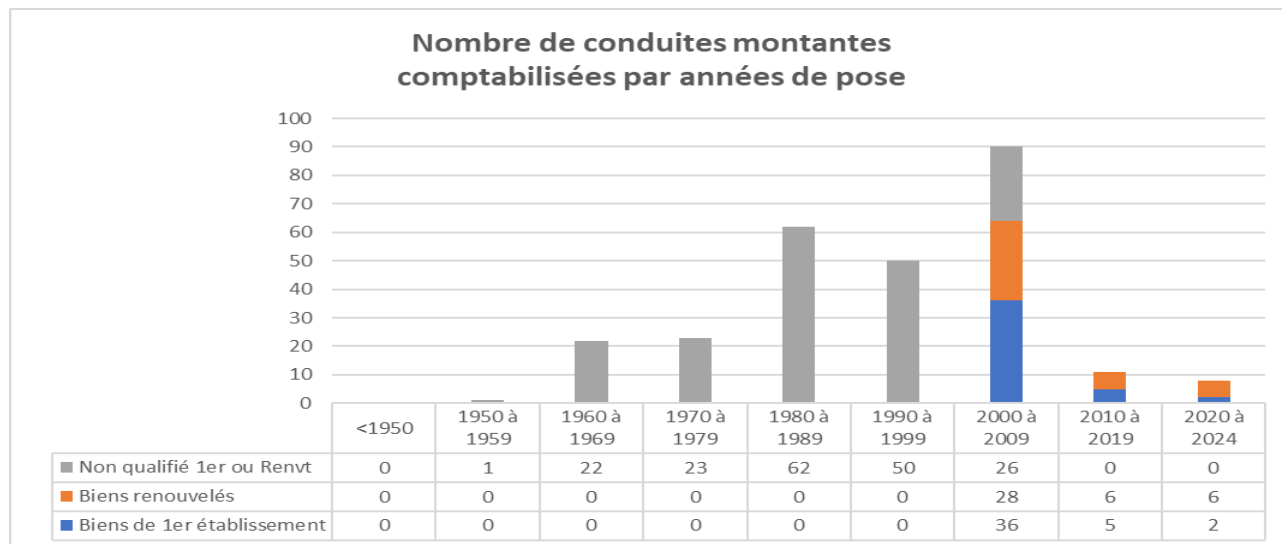
SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz Données à fin 2024

Source fichiers techniques

On dénombre aucune CI en Plomb et 6 CI dont la matière est inconnue.
Pour 3 CI (sur Confolens), la pression n'est pas renseignée.

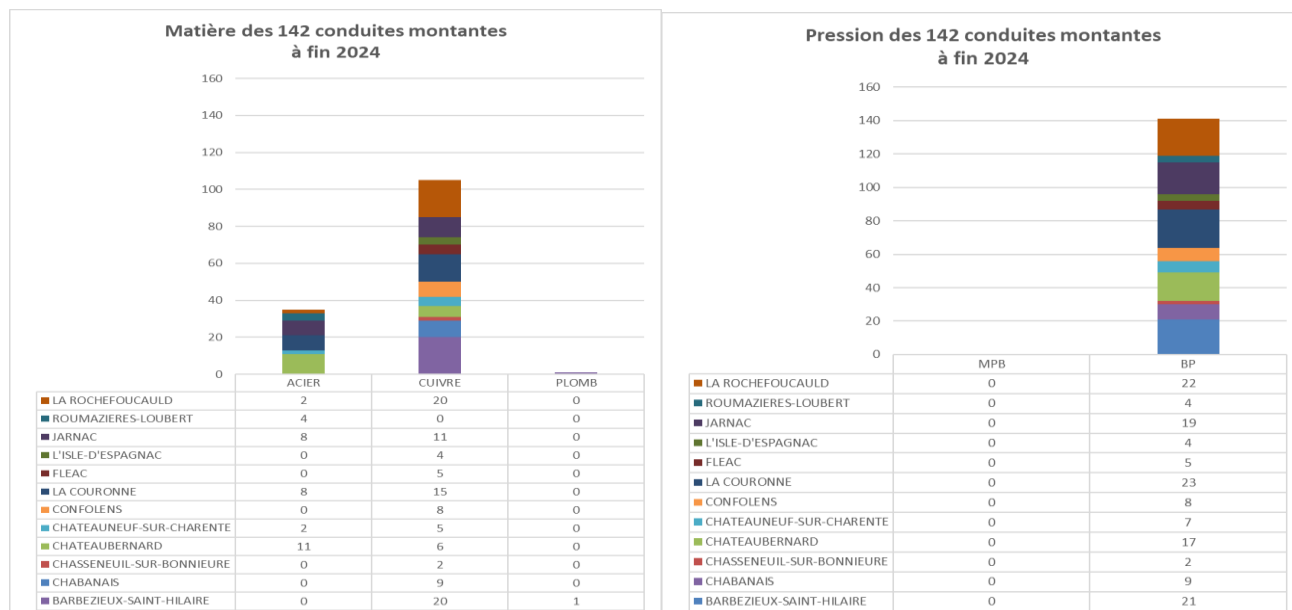
➤ Les conduites montantes

- 267 conduites montantes (CM) immobilisées à fin 2024



Source fichiers comptables

Le concessionnaire a fourni par ailleurs l'inventaire physique qu'il a réalisé pour les conduites montantes (opération RIO 2). Le fichier physique comprend 141 CM pour 267 immobilisées.
La différence de 47% correspond aux nourrices (109 à l'état d'inventaire physique remis). Ces dernières sont immobilisées en tant que conduites montantes.
L'écart en nb de CM porte donc sur 17 immobilisées en sus.

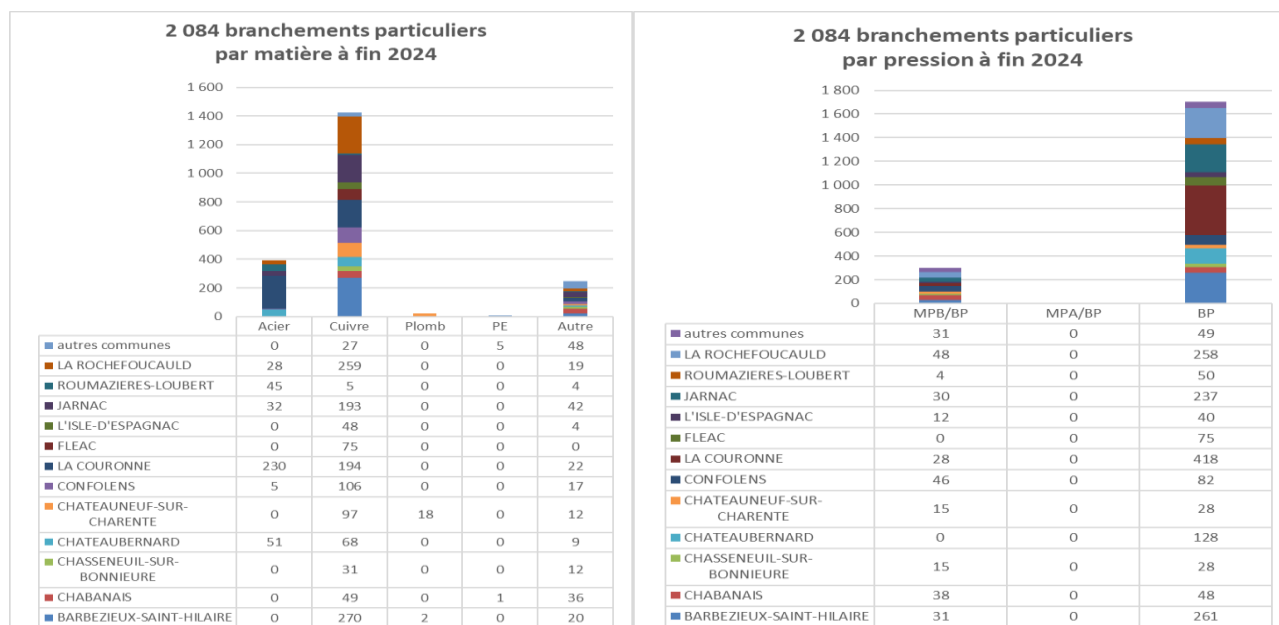


Source fichiers techniques

Les 141 CM sont toutes en BP. On dénombre 1 CM en Plomb (sur Barbezieux).

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz Données à fin 2024

➤ Les branchements particuliers (dérivations individuelles sur CM)



Source fichiers techniques

On observe qu'il y a 20 branchements particuliers en plomb dont 18 à Châteauneuf sur Charente qui n'étaient pas identifiés dans le fichier 2022

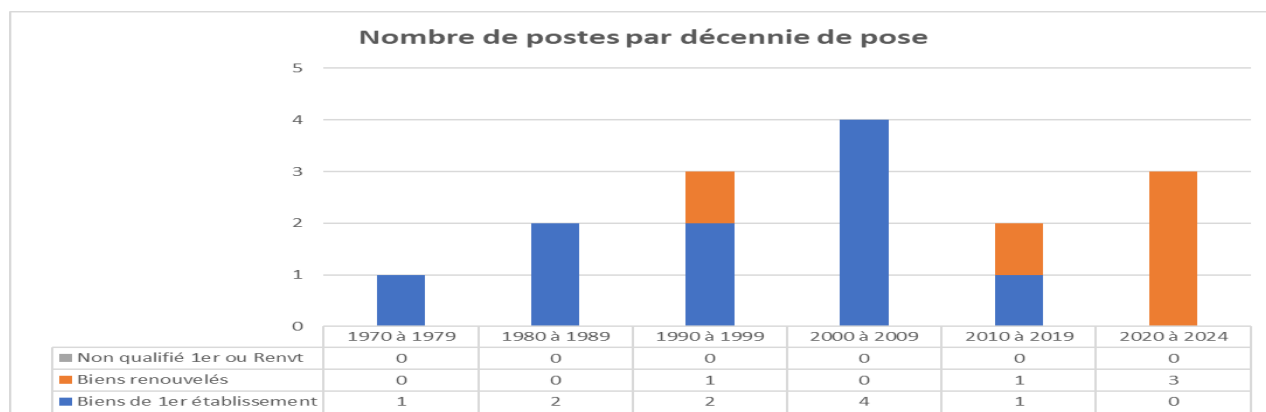
Par ailleurs, 245 branchements particuliers restent encore dans un matériau non identifié (soit 12 %).
NB : il y en avait 259 sur le fichier à fin 2022 _ 10 ont donc été résorbés en 2023 et 4 en 2024.

Les branchements particuliers ne sont pas individualisés en comptabilité.

2-4 les postes de détente réseau

Le nombre de postes de détente réseau immobilisés est de 15 à fin 2024 :

NB : on y trouve notamment des postes sur les communes d'Aigre, Jarnac, Javrezac, Roumazières-Loubert qui ne sont pas présents au fichier technique.



Source fichiers comptables

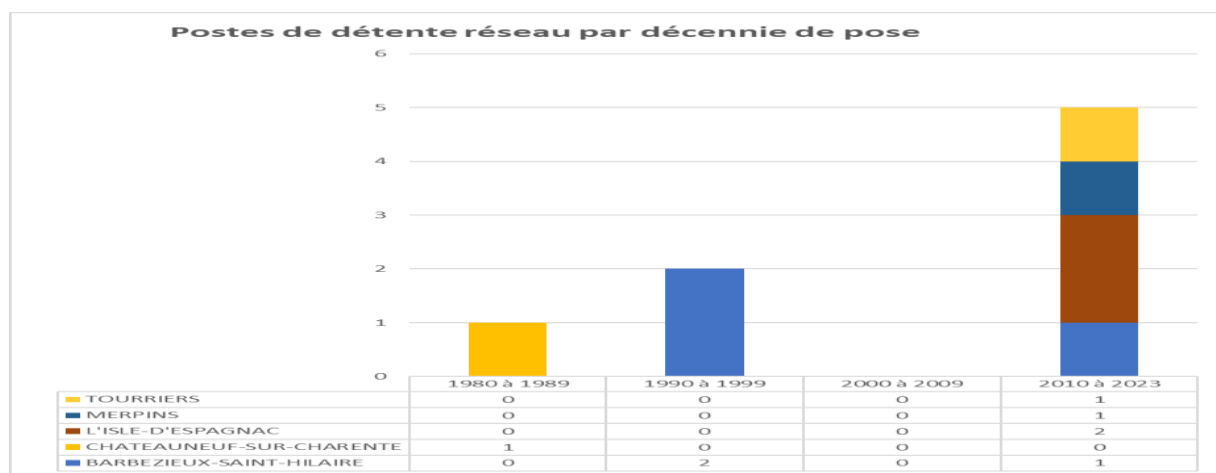
L'inventaire comptable et l'inventaire physique des postes de détente sont à mettre en cohérence.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

En effet, dans l'inventaire physique, on observe 10 postes réseau desservant 17 lignes de détente répartis comme suit :

- 3 postes sur L'Isle d'Espagnac :
 - o 1 postes MPC/MPC
 - o 2 MPC/MPB
- 3 postes MPC/MPB sont situés dans les communes de Merpins, Tourriers et Châteaubernard
- 4 postes MPB/BP
 - o 3 postes MPB/BP sur Barbezieux St Hilaire
 - o 1 postes MPB/BP sur Châteauneuf sur Charente



Source fichiers techniques

NB : L'année de pose n'est pas communiquée, dans les fichiers techniques, pour 1 poste pour L'Isle d'Espagnac et 1 poste sur Châteaubernard. N'apparaissent donc ci-dessus que 8 des 10 postes identifiés dans les fichiers techniques.

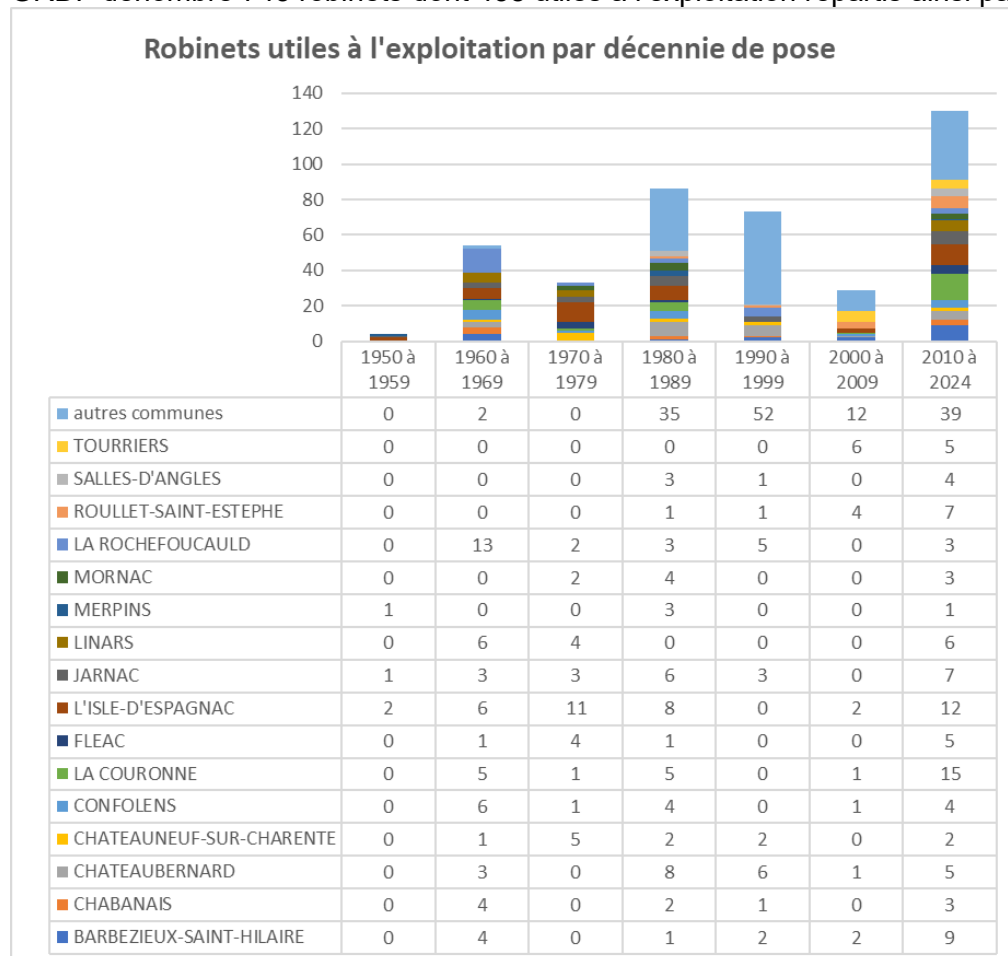
A noter que le fichier a été corrigé en 2023 (10 postes recensés au lieu de 14 en 2022) et en 2024

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

2-5 les robinets d'exploitation

GRDF dénombre 743 robinets dont 438 utiles à l'exploitation répartis ainsi par années de pose



Source fichiers techniques

60 robinets (15%) ont plus de 53 ans à fin 2023

Les robinets n'apparaissent pas à l'inventaire comptable en tant qu'ouvrage individualisé. Les robinets sont immobilisés avec la canalisation. Lors de mouvements d'inventaire, les valeurs sont rentrées ou sorties avec un mètre de canalisation

3 Les investissements

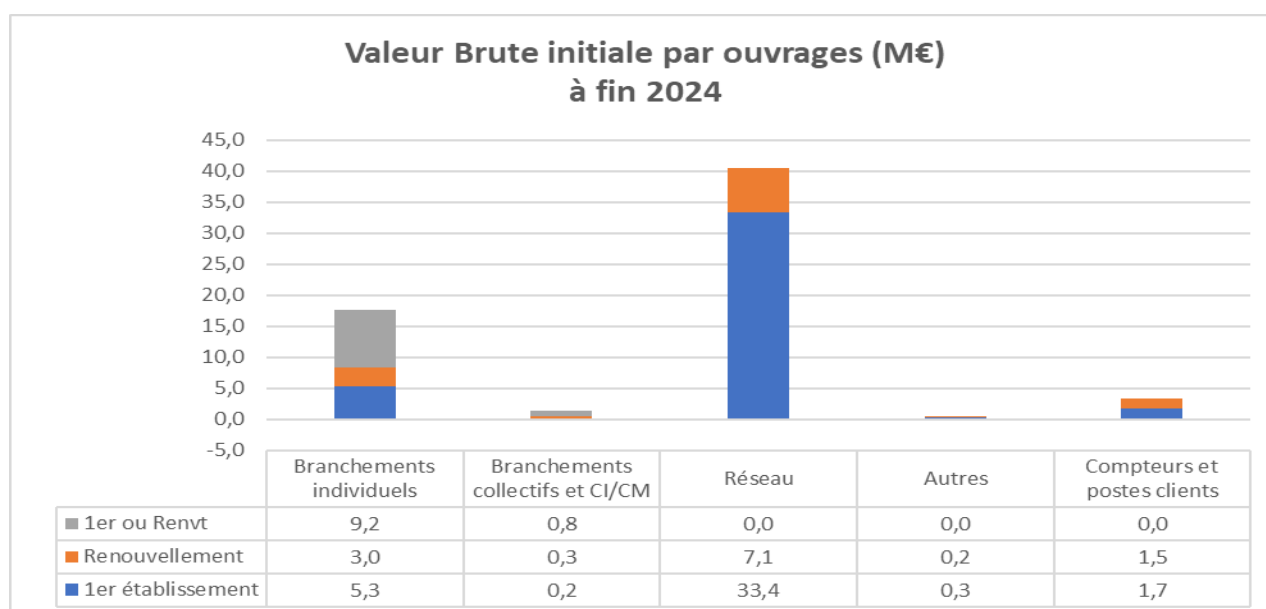
L'inventaire comptable comprend non seulement les biens concédés mais aussi les biens mutualisés (matériel informatique, systèmes d'information, immobilier et véhicules)

Il est à noter aussi la distinction apportée par le concessionnaire entre les biens de 1^{er} établissement et les biens de renouvellement.

3-1 la valeur initiale brute des ouvrages

Il s'agit du total cumulé des investissements réalisés (sans réévaluation) qu'il s'agisse de la part financée par GRDF ou de la part financée par les tiers (remise gratuite pour les tranchées notamment).

➤ Répartition par nature d'ouvrages concédés



Source fichiers comptables

- **Pour les biens concédés : 63 M€ à fin 2024**
 - 12,1 M€ en renouvellement dont 1,5 M€ GAZPAR
 - 40,9 M€ en 1^{er} établissement dont 1,7 M€ pour les postes clients
 - 10 M€ non distingué en 1^{er} établissement ou renouvellement (branchements < 2009)



On notera que les branchements individuels représentent 26 % de la valeur brute (17 M€) alors qu'il n'existe aucun inventaire physique pour ces ouvrages.

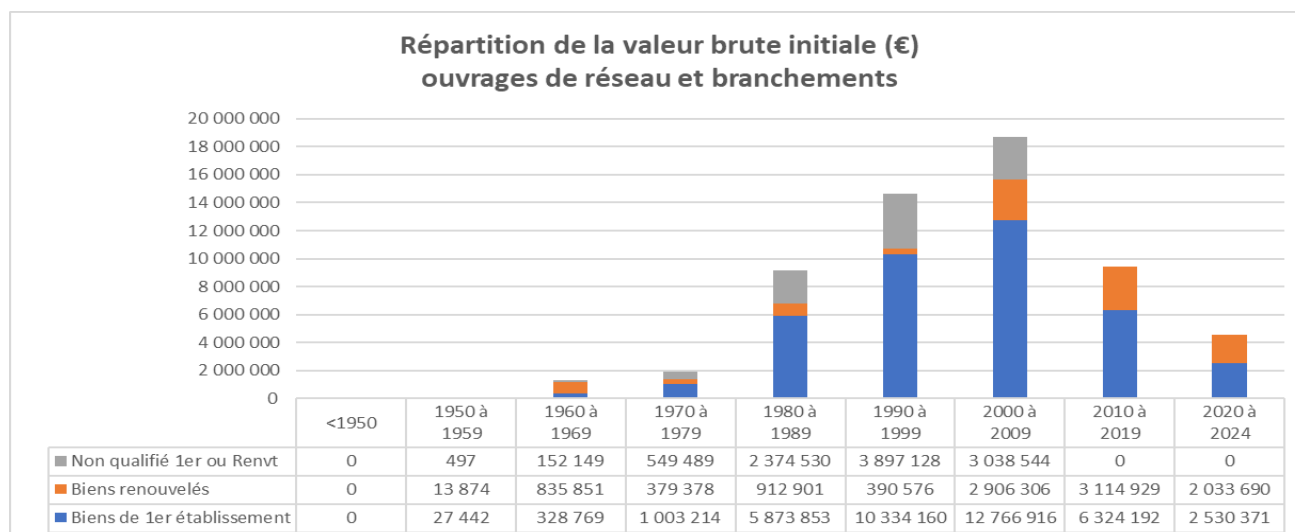
- **Pour les biens mutualisés : 4,4 M€**

Après intégration en concession des comptages et postes clients, les biens non concédés concernent dorénavant très majoritairement les immobilisations incorporelles, notamment les systèmes d'information et les investissements relevant de la logistique (immobilier, véhicules, matériel informatique, outillage ...).

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

➤ Répartition de la valeur brute par années de pose



Source fichiers comptables

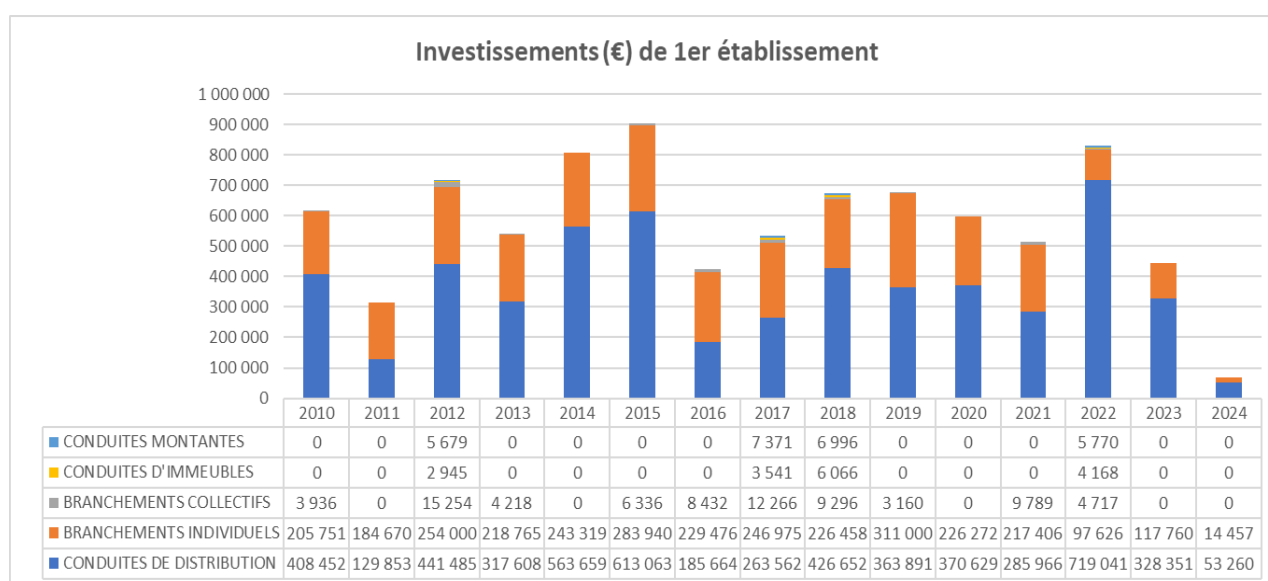
Le montant de la valeur brute des ouvrages réseau et branchements totalement amortis (> 45 ans et donc posés avant 1978) est de 2,7 M€ soit 4,6% de la valeur brute des réseaux et branchements.

🟢 Depuis 2020, la part de renouvellement représente 45 % du total investi.

Au 31 décembre 2023, le stock de provisions pour renouvellement constitué au périmètre de la concession historique du SDEG 16 s'élève à 12,4 M€. GRDF a refusé de communiquer ce montant au 31 décembre 2024.

3-2 la répartition des investissements par nature d'ouvrage et de travaux

Le montant brut des investissements de 1^{er} établissement est de 600 k€ en moyenne. Il est en chute brutale en 2024.



Source fichiers comptables

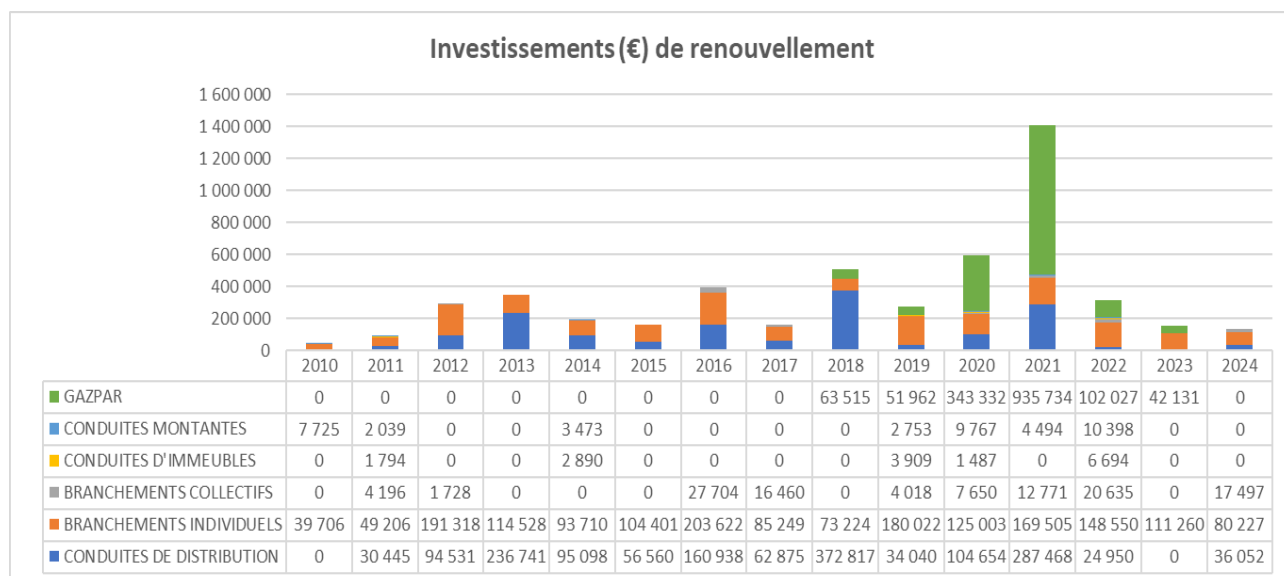
NB : le montant 2024 est encore partiel (différés de mise en immobilisation)

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

Le niveau des investissements de renouvellement (hors GAZPAR) est de 20 k€ /an en moyenne depuis 2012.

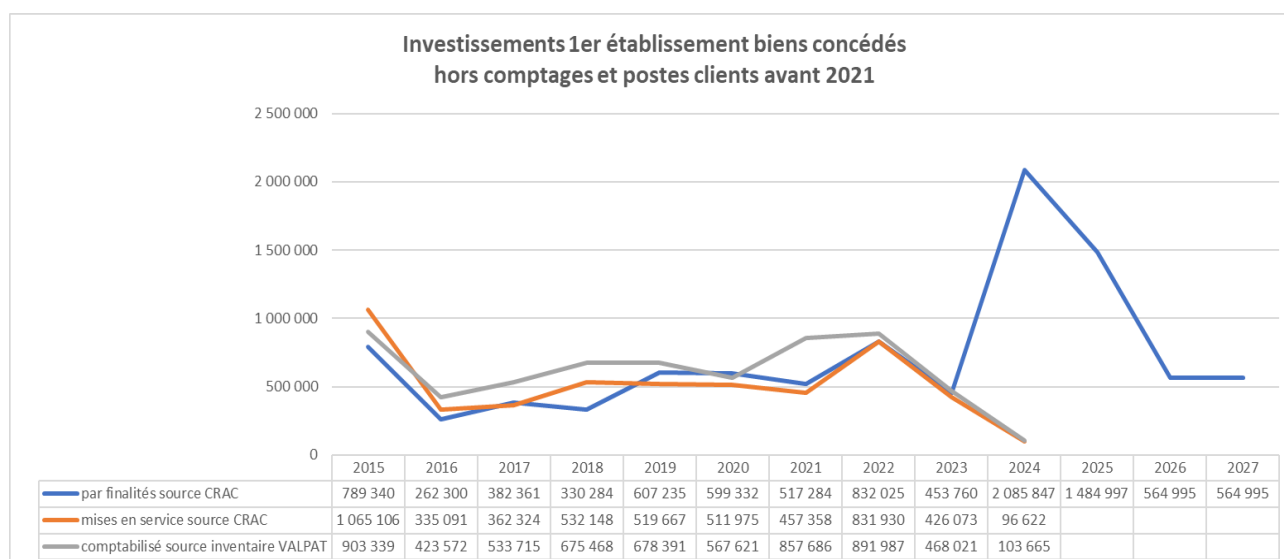
Le projet GAZPAR a donné lieu à l'utilisation de provisions pour renouvellement à due concurrence du montant investi (1,3 M€).



Source fichiers comptables

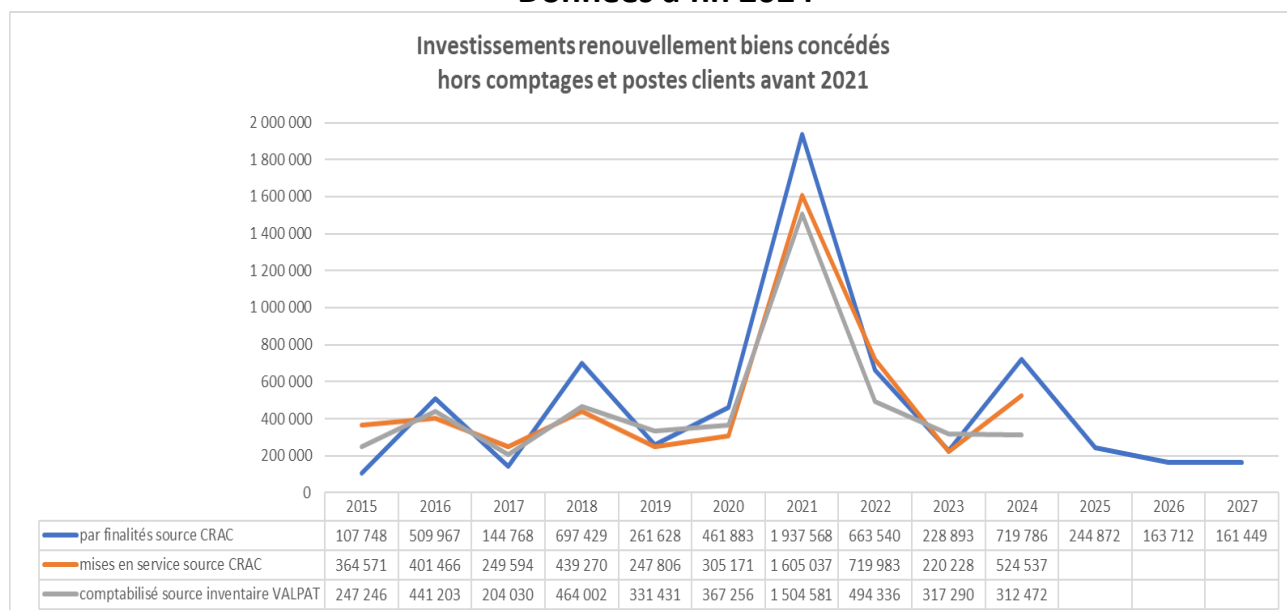
3-3 comparaison avec les investissements portés dans le CRAC 2024

On constate une cohérence entre les investissements portés dans le CRAC et ceux présents en comptabilité jusqu'en 2023. Les investissements portés dans le CRAC relatifs au biométhane en 2024 (2 M€) ne se retrouvent pas en comptabilité car ils ont été mis en service en 2025.



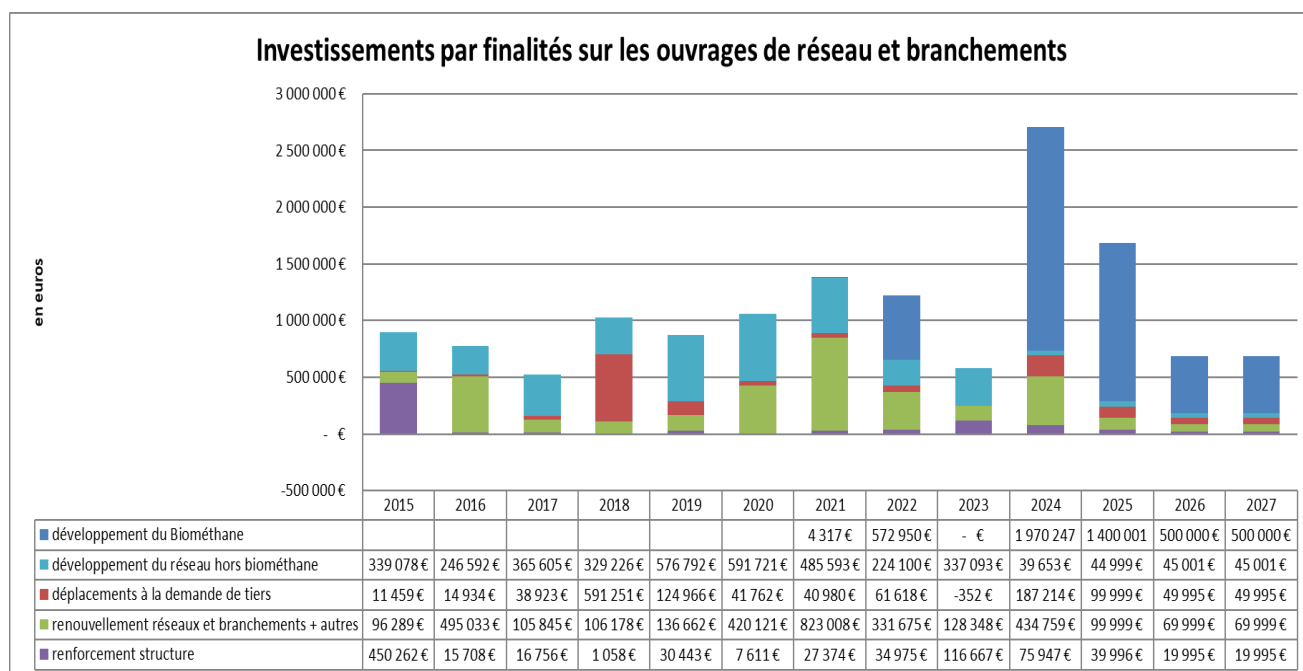
SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024



NB : Les comptages et les postes clients n'étaient pas portés en comptabilité jusqu'en 2021 : ils ont été retirés de la comparaison ci-dessus.

➤ Les investissements envisagés pour 2025, 2026 et 2027 et portés dans le CRAC 2024



Source CRAC 2024

GRDF ne fait état dans le CRAC que d'un seul raccordement biométhane, effectué sur le réseau du SDEG 16 (METHACONFOLENTAIS sur la commune de Confolens).

En dehors de ces investissements prévisionnels pour le raccordement de biométhane, GRDF prévoit un très fort recul des autres investissements, y compris en renouvellement.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

3-4 le coût unitaire des ouvrages

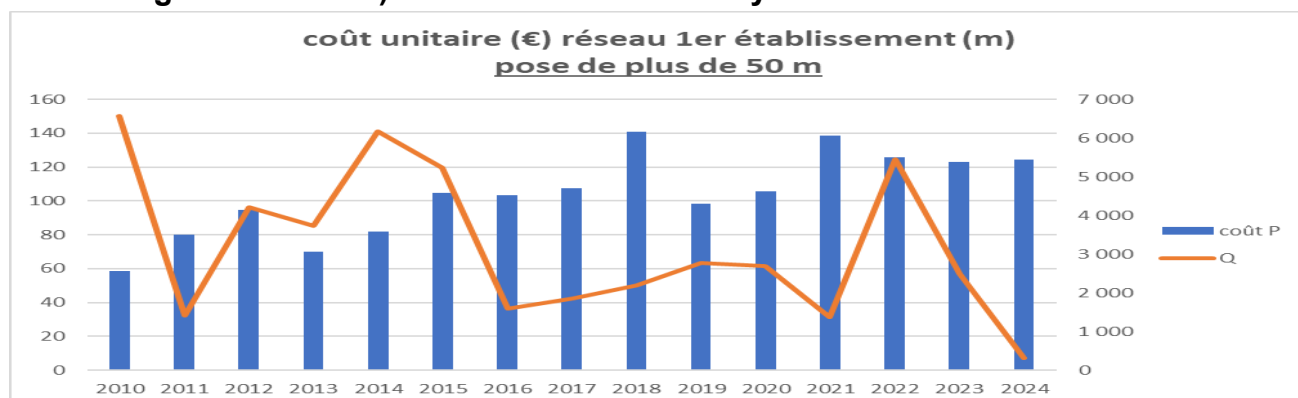
L'observation des valeurs initiales brutes ramenées aux quantités permet d'évaluer un coût moyen par nature d'ouvrages, pour le 1^{er} établissement et pour le renouvellement.

Afin de lisser les variations annuelles, cette évaluation a été réalisée sur la base des ouvrages mis en service depuis 2020.

Valorisation unitaire (€)	Réseau (m)	Branchement individuel	Branchement collectif	Conduite immeuble	Conduite montante
Biens de 1er établissement	122	2 397	2 901	2 084	2 885
Biens renouvelés	319	3 095	3 904	1 636	4 110

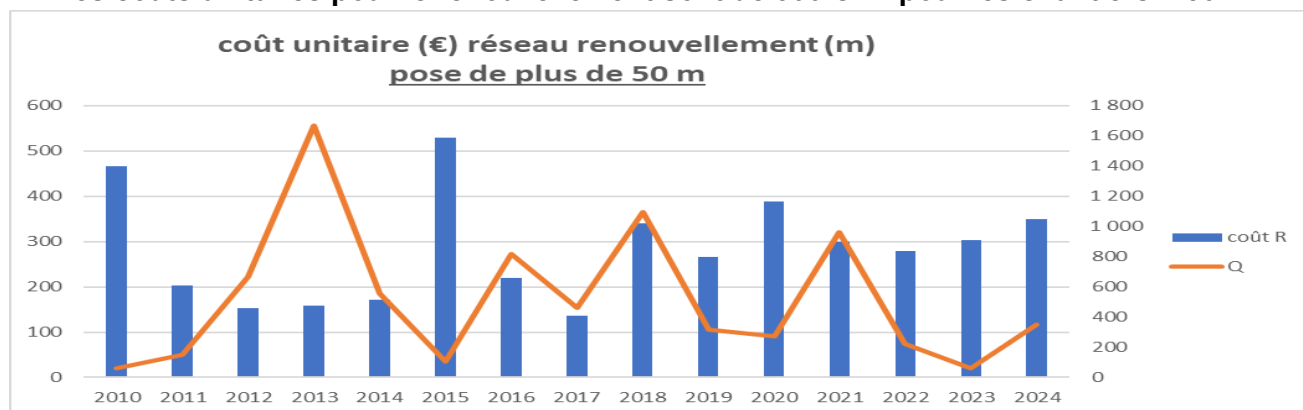
Ils constituent une base de coût pour évaluer les enjeux financiers de renouvellement des ouvrages. GRDF précise que les coûts unitaires calculés ci-dessus constituent une fourchette basse des coûts unitaires des futurs travaux de renouvellement, du fait du renouvellement conjoint de différents ouvrages en même temps que la conduite, notamment les branchements, ainsi que de l'impact de l'inflation sur le coût des travaux.

- **Les coûts unitaires pour les réseaux de 1er établissement (hors petites longueurs < 50 ml) sont de 125 €/ml en moyenne 2022 et 2024.**



Source fichiers comptables

- **Les coûts unitaires pour le renouvellement sont de 300 €/ml pour les chantiers > 50 ml**



Source fichiers comptables

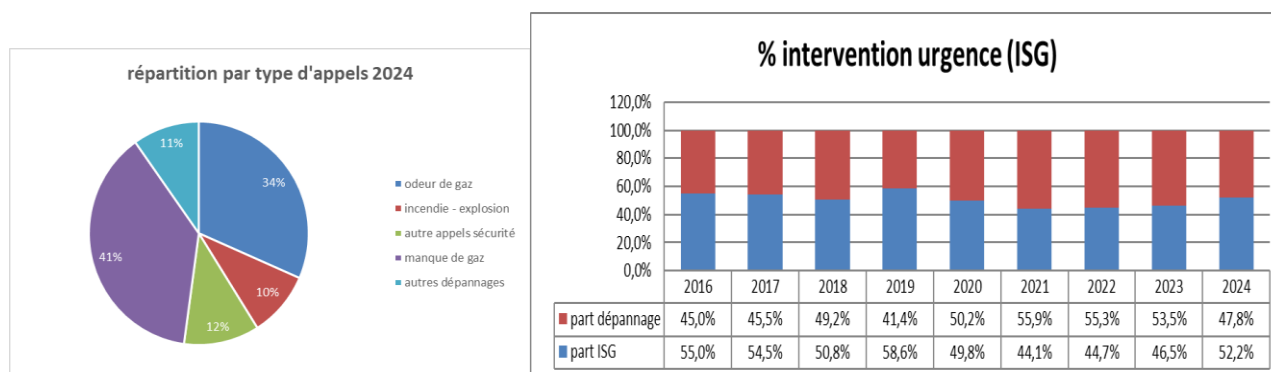
Ces ratios de coût unitaire sont à prendre en compte pour le chiffrage du plan de renouvellement.

4- Les données d'exploitation

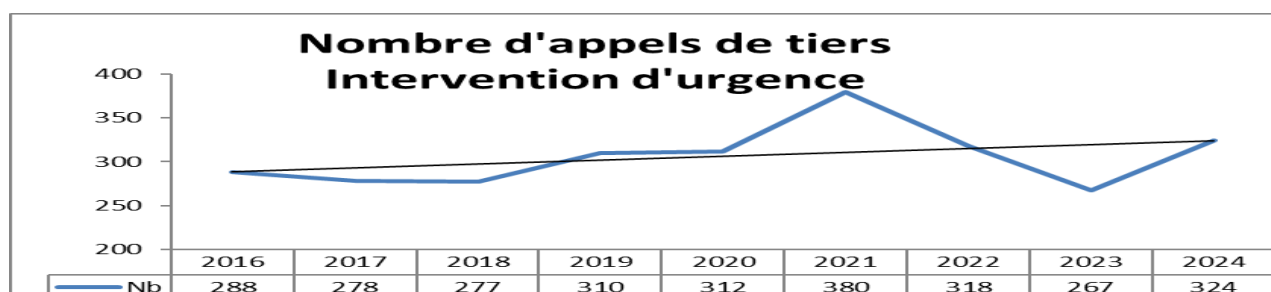
4-1 les interventions de sécurité

➤ **Qualité de distribution du gaz :**

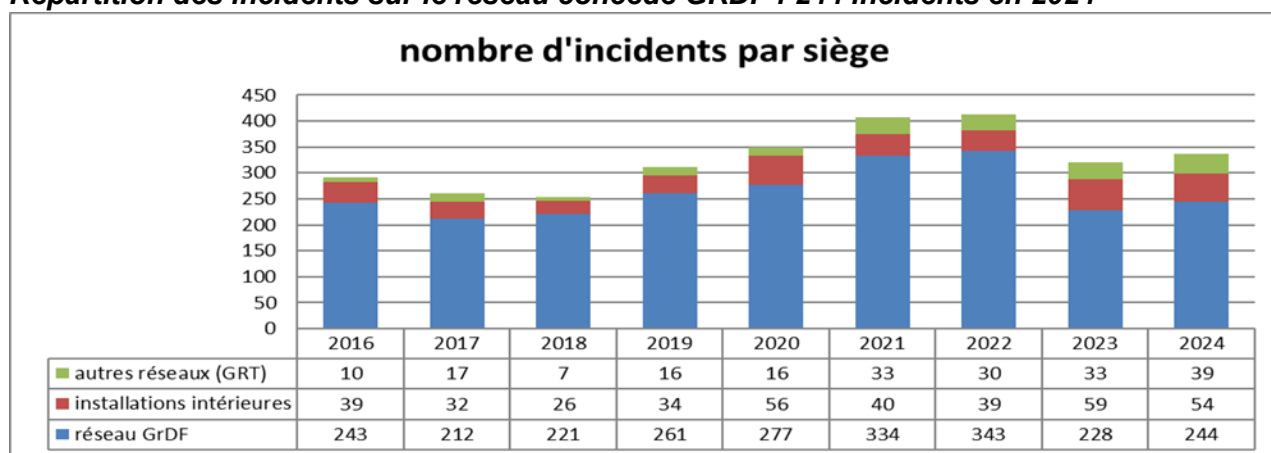
La qualité du service s'apprécie par le nombre d'appels de tiers pour odeur de gaz ; par l'accessibilité du n° d'appel dépannage et les délais d'intervention d'urgence suite à appel ; par la typologie et la fréquence des incidents ; le nombre d'arrachages de canalisations ou branchements par les tiers et le nombre des coupures pour travaux.



La part relative des appels relevant de l'intervention d'urgence gaz (ISG) est de 52 % en 2024 en hausse après une baisse régulière depuis 2016. Le nombre d'interventions d'urgence est également en hausse tendancielle.

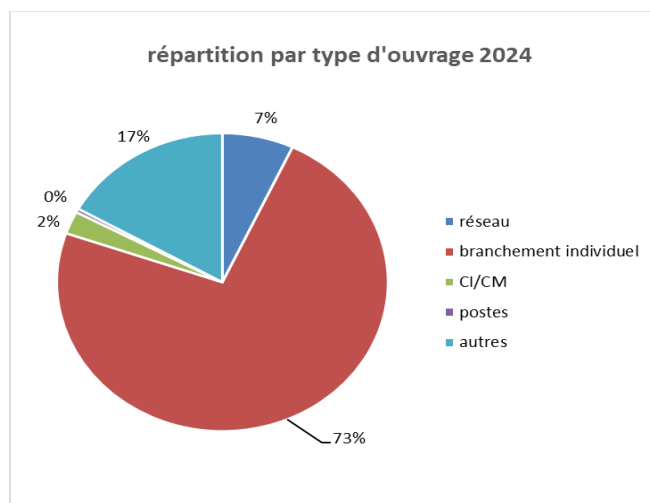


Répartition des incidents sur le réseau concédé GRDF : 244 incidents en 2024



SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz Données à fin 2024

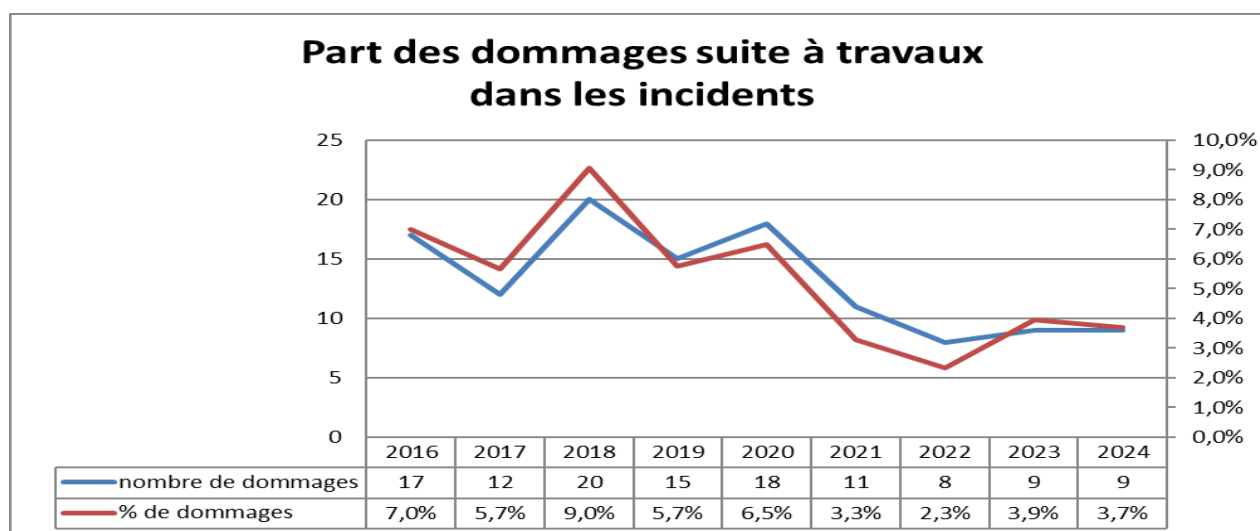
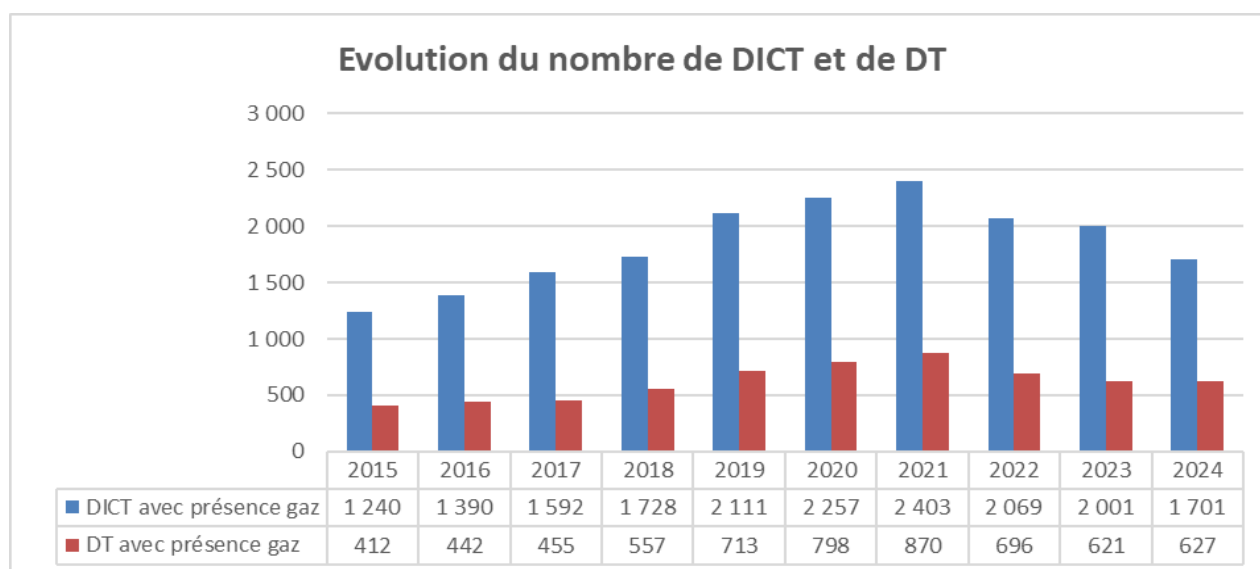
Répartition des incidents sur le réseau concédé GRDF : 244 incidents en 2024 (343 en 2022)



75 % des incidents répertoriés ont pour siège les branchements et conduites d'immeubles.

Le matériel est en cause dans 85 % des cas.

Le nombre de dommages dus aux travaux tiers est de 9 en 2023 et en 2024 soit moins de 3% des incidents.



SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

4-2 la surveillance et la maintenance des ouvrages

Dans le respect des dispositions de l'arrêté du 13 juillet 2000, modifié par les arrêtés du 03/07/2020 et du 06/12/2021, GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, par famille d'ouvrages, et revue régulièrement en fonction des constats réalisés.

Au sein de chaque famille d'ouvrages, des gammes (actes à réaliser) et des fréquences de maintenance différentes sont déterminées en fonction des caractéristiques des ouvrages (ex. pression, matière, configuration, équipements, ...).

Le tableau ci-dessous indique les principaux actes à réaliser pour les principaux types d'ouvrages :

Famille d'ouvrages	Exemples d'actes à réaliser
Canalisations	RSF (Recherche Systématique de Fuites), en véhicule (Véhicule de Surveillance du Réseau) ou à pied
Robinets de réseau	Vérification de l'identification, de l'accessibilité, test de manœuvrabilité, graissage
Postes de détente réseau	Test de fonctionnement, révision exhaustive, démontage et changement de pièces
Autres éléments de réseau (points singuliers, protection cathodique, équipements de télé exploitation, ...)	Très diversifiés : inspection visuelle, détection de fuite, mesures électriques, contrôle du fonctionnement des appareils, évaluation complète détaillée, ...
Branchements collectifs et ouvrages en immeubles (conduites d'immeubles et conduites montantes)	Inspection visuelle, détection de fuite, contrôle de l'état des conduites, vérification des organes de coupure, de la ventilation, ...
Autres éléments de branchements (postes de livraison clients, compteurs, équipements de télérelève, ...)	Vérification périodique, étalonnage réglementaire, changements de piles, remplacement

- Visite des robinets

Nombre de robinets utiles à l'exploitation	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
438 à fin 2024								
	301	297	286	279	295	297	301	275

63% des robinets utiles à l'exploitation sont visités en 2024 (en net recul).

- Visite des postes de détente

Nombre de postes de détente réseau	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
12 à fin 2024								
10 à fin 2023								
14 à fin 2022	13	9	14	9	9	8	9	6

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

- Visite des ouvrages collectifs

Nombre de branchements collectifs	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
382 à fin 2024								
	18	28	16	44	39	44	45	41

Nombre de conduites d'immeubles	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
252 à fin 2024								
	18	27	15	43	39	41	44	36

Nombre de conduites montantes	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
141 à fin 2024								
	17	21	12	25	23	20	33	22

Nombre de branchements particuliers sur CM	Nombre de visites réalisées							
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
2 084 à fin 2024								
	145	264	147	322	285	283	387	336

Environ 15 % des ouvrages collectifs sont visités annuellement.

- Vérification des compteurs

Type de compteur (source CRAC)	Périodicité	2021	2022	2023	2024
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	4205	553	208	19
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	23	37	4	0
Compteurs industriels à pistons	5 ans	111	73	41	45
Stock non déposé					
domestiques		702	242		
industriels		2	10		

- Recherche systématique de fuites

Longueur de réseau surveillé		2019	2020	2021	2022	2023	2024
source CRAC							
	programmé	172	252	120	179	155	412
	réalisé	200	372	149	300	163	449
Fuites détectées							
	par agent RSF à pied	2	0	2	1		
	par agent RSF avec VSR	6	5	4	9		

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

GRDF indique que les fuites et autres défauts sont portés dans le fichier « *aléas d'exploitation* » communiqué dans le présent diagnostic sous le thème « *Interventions de sécurité* »

	Nombre d'incidents avec Fuite de gaz						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Fuite de gaz sans incendie ni explosion	114	103	169	177	209	181	119
Fuite de gaz suivie d'inflammation	0	0	1	1	2	0	0

Nombre d'incidents avec fuite de gaz								
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Fuite de gaz sans incendie ni explosion	114	103	169	177	209	181	119	127
Fuite de gaz suivie d'inflammation	0	0	1	1	2	0	0	0

5% des fuites sont détectées lors des opérations de recherche de fuites (à pied ou VSR). Ce taux de détection apparaît faible. GRDF précise qu'à minima tous les 4 ans, l'intégralité du réseau concédé fait l'objet d'une recherche de fuite, et ce conformément à la réglementation. Tous les ouvrages ne pouvant pas être visités par VSR ou RSF font l'objet d'actions de surveillance (postes de détente, conduites montantes, ..).

- Visite des ouvrages de protection cathodique

Nombre de maintenances/mesures réalisées						
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
196	202	204	140	290	242	283

En 2024 :

- 5 anomalies sur drainage / soutirage
- 4 anomalies déclenchement de poste
- 1 anomalie télésurveillance

4-3 la politique de renouvellement des ouvrages

4-3-1 : Avis de GRDF concernant la politique de renouvellement des ouvrages de la concession

GRDF indique mener une politique de renouvellement des ouvrages à partir de l'identification de cibles de traitement. Les ouvrages concernés par ces cibles de traitement restent à préciser par GRDF, le cas échéant.

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages et leur priorisation sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable.

Ils sont classés selon deux chapitres :

- Structure du réseau,
- Modernisation du réseau.

Structure du réseau

Ces investissements regroupent l'optimisation des schémas de vannage et les autres investissements de structure du réseau (restructurations et renforcements).

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

Après les investissements importants consentis, l'optimisation du schéma de vannage est désormais finalisée sur la concession du SDEG 16.

Concernant les autres investissements de structure, l'analyse des capacités du réseau et les projections sur le développement des consommations n'impliquent pas de renforcement significatif à moyen terme, sauf implantation et/ou forte augmentation de puissance d'un gros client industriel ou de station GNV.

A noter que les « renforcements » liés au développement du biométhane dans le cadre du droit à l'injection (maillages, rebours) relèvent des investissements de transition écologique.

Modernisation des ouvrages

Les programmes de modernisation s'appuient sur les travaux relatifs à la sécurité industrielle menés par GRDF, tout en recherchant la synergie avec la politique de prévention des dommages aux ouvrages et l'articulation avec les travaux de voirie envisagés par les collectivités et autres acteurs.

Les travaux résultant d'exigences réglementaires (arrêtés du 13 juillet 2000 et du 23 février 2018 notamment).

Les renouvellements ciblés de réseaux, en tenant compte, outre les dispositions réglementaires et l'analyse du retour d'expérience, des programmes de voirie envisagés par les collectivités et autres opérateurs (« opportunités de voirie ») Ces renouvellements visent particulièrement les conduites en cuivre et en fonte ductile.

Sur la concession du SDEG 16, la grande majorité des réseaux cuivre a été renouvelée. Ainsi, le linéaire de cuivre a été divisé par 2 entre 2013 et 2024, soit 2,5 km de réseau traité. Il ne reste ainsi qu'un faible reliquat de conduites en cuivre (2,5 km) situé principalement sur les communes de L'Isle-d'Espagnac et La Couronne, et dont l'échéance de traitement est fixée au 01/01/2050, un délai permettant la réalisation des travaux concernés en coordination avec les autres travaux de voirie, minimisant ainsi l'impact pour les riverains et la circulation dans les communes concernées.

Quant aux conduites en fonte ductile, les derniers mètres résiduels sur la concession (33 m) ont été traités en 2022.

Les travaux de modernisation des branchements et ouvrages en immeubles :

Ces travaux comprennent les renouvellements, concomitamment avec le renouvellement du réseau, ou en fonction de leur sensibilité aux dommages de tiers, ou ciblés sur les ouvrages identifiés comme à moderniser en priorité du fait de leurs caractéristiques techniques et/ou configuration et/ou environnement spécifique en application de la politique de gestion du risque industriel de GRDF (voir détail ci-dessous).

Les autres investissements de modernisation, en particulier renouvellements « préventifs » ou à la suite d'incident ou anomalie constatée lors de la maintenance (investissements « correctifs »).

La méthode de priorisation des ouvrages à moderniser :

La politique de gestion du risque industriel repose sur une méthode qui consiste à identifier et hiérarchiser les familles d'ouvrages en fonction de leur vulnérabilité potentielle, puis à identifier les sous-ensembles d'ouvrages à moderniser en priorité en fonction de leurs caractéristiques techniques et/ou de leur environnement spécifique. Ce sont les « cibles principales de traitement ». Ces cibles principales de traitement (ouvrages / matière / configuration / environnement) sont intégrées au programme d'investissements et/ou de maintenance.

Cette analyse est reconduite périodiquement, à partir d'un retour d'expérience pluriannuel, permettant de confirmer et/ou de faire évoluer les cibles de traitement. Elle est réalisée à la maille nationale, de façon à disposer d'un nombre d'événements suffisamment significatif pour réaliser une analyse statistique.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

En déclinaison cette politique, GRDF a, en 2020, défini les ouvrages à moderniser en priorité pour les prochaines années.

Cette méthode a conduit à identifier, au niveau national, sept cibles principales de traitement. Elles concernent les ouvrages en immeubles (CICM et branchements particuliers) et branchements avec régulateur situé à l'intérieur d'un local.

Le parc d'ouvrages en immeubles du SDEG 16 ne comporte aucun ouvrage CICM relevant des cibles principales de traitement identifiées dans le cadre de la démarche de priorisation des ouvrages à moderniser.

Concernant les branchements avec régulateur situé à l'intérieur d'un local, ces configurations spécifiques sont en cours de recensement. A date, sur la concession du SDEG16, 166 configurations de ce type sont répertoriées.

Le traitement consiste à réaliser une maintenance périodique adaptée et le cas échéant, selon la configuration de l'ouvrage, modifier ou renouveler le branchement afin de placer le régulateur à l'extérieur du local.

4-3-2 : Avis du SDEG 16 concernant la politique de renouvellement des ouvrages de la concession

Le SDEG 16, compte tenu du diagnostic exposé ci-dessus, retient les cibles suivantes :

Pour le réseau de desserte, ont été identifiés :

- 79 km acier de plus de 55 ans, durée de vie d'utilisation retenue par GRDF pour déterminer la date de renouvellement théorique de l'ouvrage (utilisée pour la PPR) soit près de la moitié du total de linéaire d'acier (177 km).
- 437 m à fin 2024 pour le linéaire de réseau acier sans protection cathodique active
 - *Dont 117 m de réseau acier posé dans les années 60*
- 2,5 km de linéaire de réseau cuivre notamment sur les communes de L'Isle d'Espagnac, La Rochefoucauld en Angoumois (Saint Projet Saint Constant) et La Couronne. Le basculement en MPB des 180m réseau exploité en BP sur CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE est également à organiser.

Pour les ouvrages collectifs de branchements et conduites montantes d'immeubles, sont notamment relevés :

- 23 branchements cuivre et 9 branchements collectifs dont la matière n'est pas renseignée
- 6 CI dont la matière n'est pas renseignée et 3 CI pour la pression.
- 1 conduite montante en Plomb
- 20 branchements particuliers en plomb et 245 dans un matériau non identifié.

Structure du réseau : tout renouvellement ou renforcement nécessaires aux extensions et maillages permettant l'injection du biométhane dans le réseau de distribution publique

5 Les données clientèle

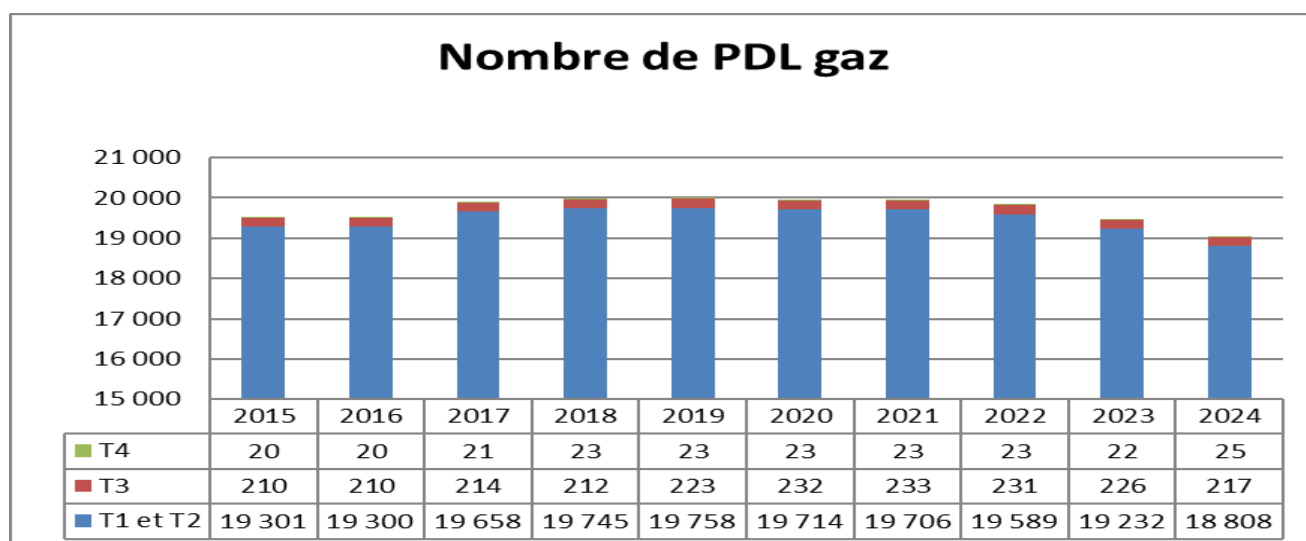
5-1 Les données d'acheminement



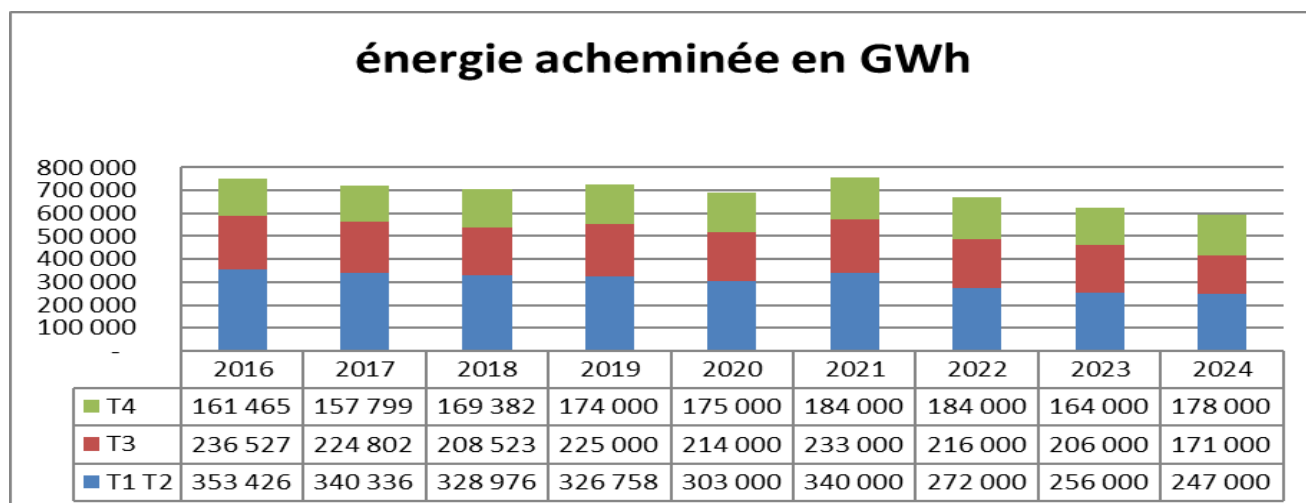
Le nombre de clients du réseau concédé est en recul : 18 808 points de livraison (PDL)

- 99 % des clients sont en tarif T1 (cuisson + ECS) et T2 (+ chauffage gaz).
- < 1% des points de livraison est en T3 (majoritairement le secteur tertiaire)
- 25 points de livraison en T4 (majoritairement le secteur industriel)

NB : baisse des clients domestiques T1/T2 amorcée depuis 2021 et en progression en 2024 (- 2%)



L'énergie acheminée qui était également stable (en cohérence avec le nombre de PDL) connaît une chute depuis 2021,

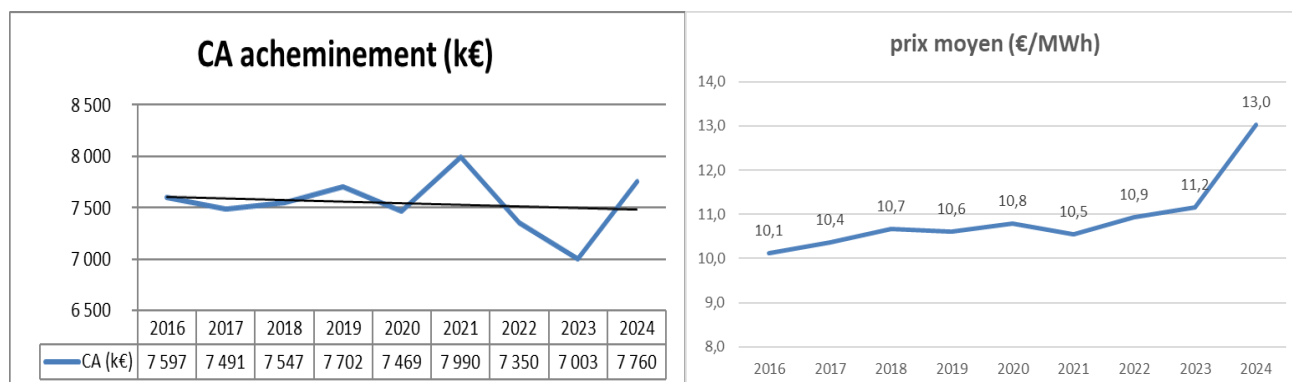


Cette chute des volumes acheminés est observée notamment pour le résidentiel T1/T2 (-25% / 2021) liée à la douceur du climat et aussi bien sûr par la crise énergétique.

On constate une forte hausse en 2024 (+10%) des recettes d'acheminement rapportées aux quantités acheminées (voir graphique présentant le prix moyen en €/MWh) : +30% par rapport à la moyenne [2016,2022], du fait de la part fixe d'abonnement et des mécanismes tarifaires ATRD

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

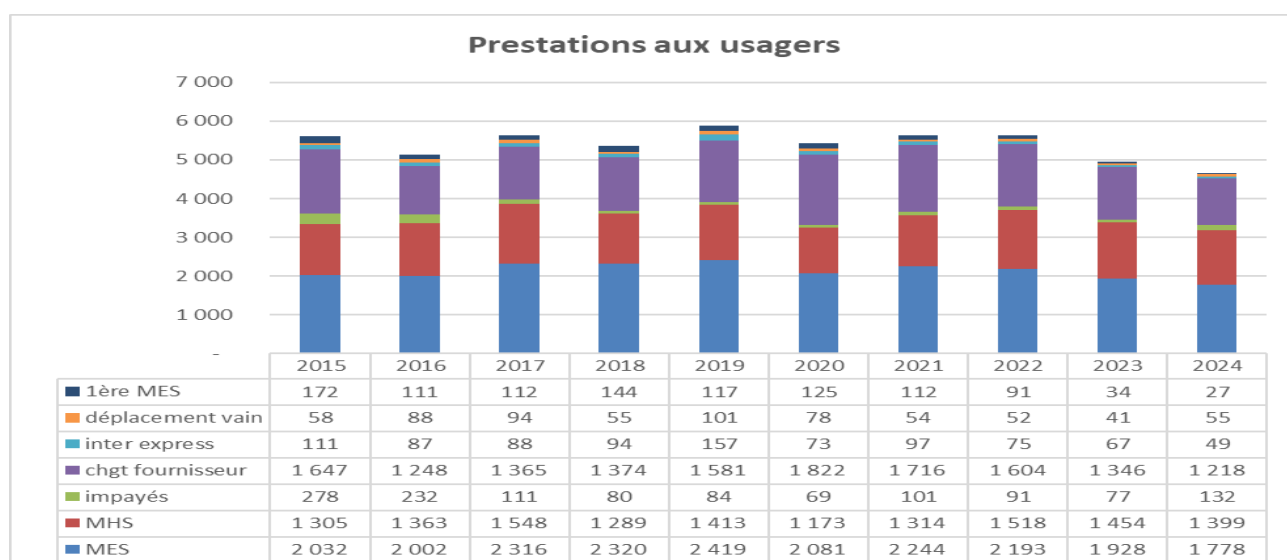
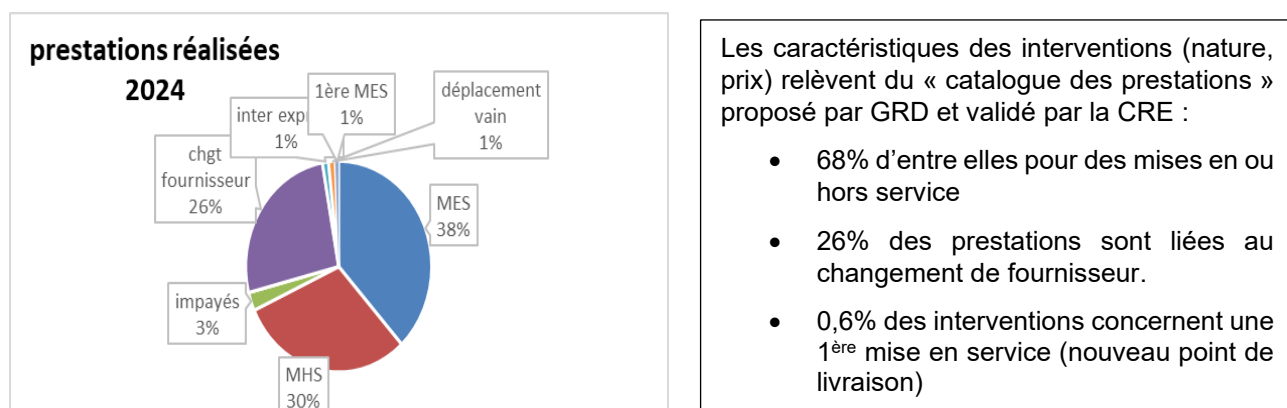
Données à fin 2024



5-2 La qualité des prestations réalisées auprès des clients

Le nombre de prestations réalisées en 2024 (4 658) est en net recul par rapport à 2022 (-20 %), alors que l'on observait une grande stabilité du nombre de prestations (autour de 5 500) depuis 2015.

On note surtout une chute importante (-80%) du nombre de 1^{ère} mises en service (1^{ère} MES)



- *Le raccordement des clients*

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024



Le désabonnement a progressé en 2023 et 2024: 1 236 compteurs domestiques sont inactifs soit 6 % des PDL

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1ère mise en service	172	111	112	144	117	125	112	91	34	27
compteurs inactifs					706	710	740	809	1 038	1 236

Cet indicateur devra être particulièrement observé : il constitue un enjeu fort pour l'avenir de la desserte en gaz.

0,6 % des interventions (27) concernent une 1ère mise en service (nouveau point de livraison). Là aussi, la tendance est en très forte baisse.

- *Le taux de raccordements réalisés dans les délais prescrits*

L'évolution du taux de raccordement dans les délais est très étonnante, le taux est passé de 66,7% en 2020 à 71,4 % en 2021 et 100% en 2024 comme en 2022 et en 2023.

Le nombre de raccordements est passé de 24 en 2020 à 35 en 2021, 16 en 2022 et 29 en 2023.

Le délai de réalisation indiqué au catalogue est : « A la date convenue avec le Client ». GRDF précise que la "date convenue avec le client" est une évolution du catalogue des prestations qui fait suite à un retour d'expérience de plusieurs années et permet au contraire d'objectiver la satisfaction du client, celui-ci ayant avant tout besoin de souplesse liée à ses contraintes personnelles

Le SDEG 16 considère que ce taux ne permet pas d'apprécier si l'on répond aux attentes de l'utilisateur ou si celui-ci a dû se plier aux contraintes imposées par le concessionnaire. Seul un délai en nombre de jours permet d'apprécier la qualité du service rendu aux usagers.

A cet égard, le catalogue des prestations affiche des délais minimums de 10 jours (branchement simple sans travaux) à 2 mois en cas de travaux. Le respect de ces délais serait utile à analyser.

A noter que dans le Contrat de Service Public signé entre l'Etat et GRDF, ce dernier s'est engagé à un taux de mise en service (hors 1^{ère} mise en service) dans les délais demandés par le client de 93%.

Sur le périmètre du SDEG16, GRDF indique réaliser les raccordements en 6 semaines, ce délai pouvant être réduit à 3 semaines en cas d'urgence (changement de système de chauffage urgent par exemple), grâce à une prestation «clé en main» (terrassment et électro-soudure PE réalisée par le même prestataire). Le SDEG 16 regrette qu'ils ne fassent pas l'objet d'un suivi régulier, notamment dans le CRAC.



GRDF rend compte des dédommagements versés aux clients pour RDV non tenus.

En 2022 : 8 prestations code frais 840 pour RDV non tenu ont été réglées pour un montant de 361€.

Le non-respect du délai catalogue est donc de 8 prestations sur 5 000

En 2023, aucun code frais 840 n'a été enregistré.

- *La satisfaction*

La satisfaction est mesurée à la maille de la région Nouvelle Aquitaine.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Raccordement	91,0%	89,0%	91,0%	92,8%	93,3%	94,1%	95,5%	96,7%	96,6%	99,0%
MES	80,0%	84,0%	85,0%	88,4%	87,6%	89,9%	90,3%	92,8%	93,5%	94,4%
Dépannage	87,0%	91,0%	94,0%	92,7%	93,8%	94,7%	94,3%	95,7%	96,0%	96,1%



GRDF vise 90% de clients satisfaits, ce qui est le cas pour la région Nouvelle Aquitaine.



La mesure à la maille organisationnelle de GRDF permet au concessionnaire de manager ses équipes mais ne répond pas au besoin d'information de l'AODE quant à la satisfaction des attentes spécifiques du territoire.

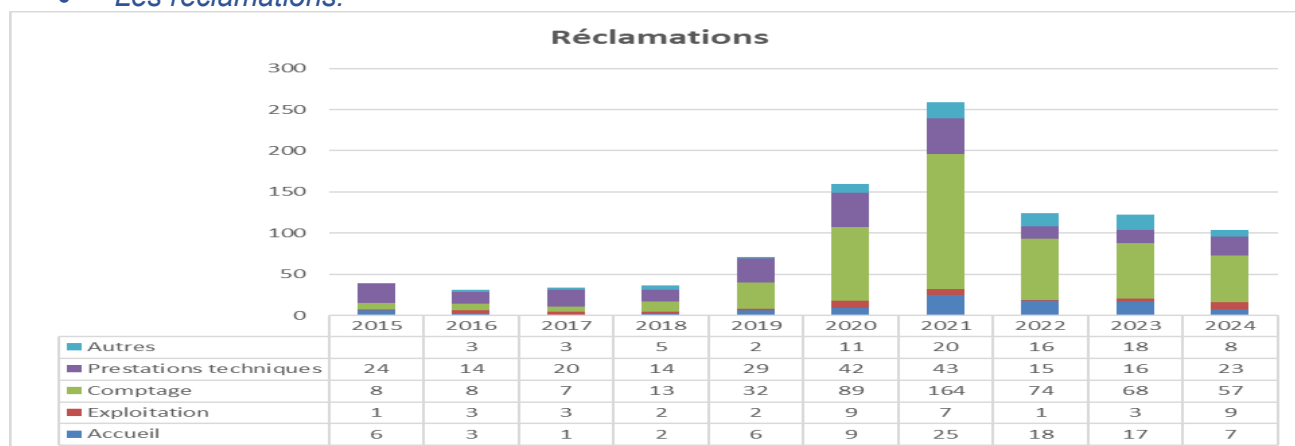
Une mesure à la maille de la concession est la seule qui permettrait de comprendre le niveau de satisfaction des clients. GRDF mesure également le taux de satisfaction au périmètre de la concession :

Année	Nb clients satisfaits - Raccordement	Nb de réponses à l'enquête - Raccordement	Taux de satisfaction - enquête Raccordement	Nb clients satisfaits - Dépannage	Nb de réponses à l'enquête - Dépannage	Taux de satisfaction - enquête Dépannage	Nb clients satisfaits - Mise en service	Nb de réponses à l'enquête - Mise en service	Taux de satisfaction - enquête mise en service	Taux de satisfaction global
2023	2	2	100,00	54	58	93,10	52	54	96,30	96,47
2022	7	7	100,00	66	68	97,06	83	90	92,22	96,43
2021	21	21	100,00	71	73	97,26	55	64	85,94	94,4

Le niveau de satisfaction exprimé par les usagers de la concession dépasse le taux de 90%.

Le taux de satisfaction à la maille de la concession en distinguant les raccordements, les mises en service et les dépannages est à communiquer annuellement dans le CRAC.

- *Les réclamations.*



Le nombre de réclamations a subi une très forte augmentation depuis 2018 liée au déploiement de GAZPAR. La situation ne s'est curieusement pas améliorée en 2023 en dépit de la fin du déploiement. GRDF indique que ce phénomène s'explique par une meilleure efficacité dans la collecte des réclamations et, pour les réclamations relatives au comptage, des difficultés de « calage » de la remontée d'index via GAZPAR, le tout dans un contexte de hausse des factures.



De plus, on observe toujours un fort niveau de réclamations sur l'accueil et sur la rubrique « autres » (peu explicite)

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz
Données à fin 2024

6 La synthèse du diagnostic

6-1 La qualité des données d'inventaire communiquées par le concessionnaire

Les données nécessaires à l'établissement du diagnostic ont été fournies conformément à la demande formulée par le SDEG 16 et dans le délai imparti.

Pour les **conduites d'immeubles (CI/CM) et branchements particuliers**, GRDF a engagé, depuis près de 10 ans, un programme, dénommé RIO, qui vise à fiabiliser l'inventaire des branchements collectifs, conduites d'immeubles et conduites montantes.

Ce programme a permis de disposer d'un inventaire technique quasi exhaustif. Il reste néanmoins encore des ouvrages non renseignés quant à la matière et à la pression.



En revanche, l'inventaire physique des branchements individuels sur réseau est absent.

Non tenu par une obligation réglementaire, le concessionnaire n'a pas constitué d'inventaire physique pour les branchements individuels sur le réseau de desserte.

En tant qu'autorité concédante, le SDEG 16 constate donc l'absence d'inventaire physique des branchements individuels, empêchant la vérification de la bonne tenue des immobilisations de ces ouvrages de branchements. Le SDEG 16 encourage vivement le concessionnaire à constituer cet inventaire physique des branchements individuels.

En outre, la part importante des incidents concernant les branchements individuels (79% du total des incidents sur la période de 2017 à 2024) montre l'intérêt, que le SDEG 16 considère primordial, de disposer de cet inventaire pour mener la mission concédée.



Sur le plan comptable, l'état d'inventaire (valorisation-du-patrimoine-xx-detail-par-ouvrage-zone-perequee_xx_SDEG16) fourni par le concessionnaire rend compte de la totalité des biens, qu'ils soient concédés (biens de retour) ou non (biens mutualisés) dès lors que ces biens sont indispensables à l'exercice du service concédé.



De manière unilatérale, et sans conclure d'avenant au contrat de concession à cet effet ; le concessionnaire a qualifié les comptages (et les postes clients) comme des biens concédés depuis janvier 2021.

Au regard de nombreuses jurisprudences sur les concessions (eau, assainissement, électricité), GRDF a transféré la propriété des compteurs aux collectivités et a informé les collectivités par courrier.

Les conséquences financières de cette modification unilatérale sont à apprécier pour le SDEG 16, notamment quant à l'évolution du stock de provisions qui a été mobilisé pour le financement total du projet GAZPAR.



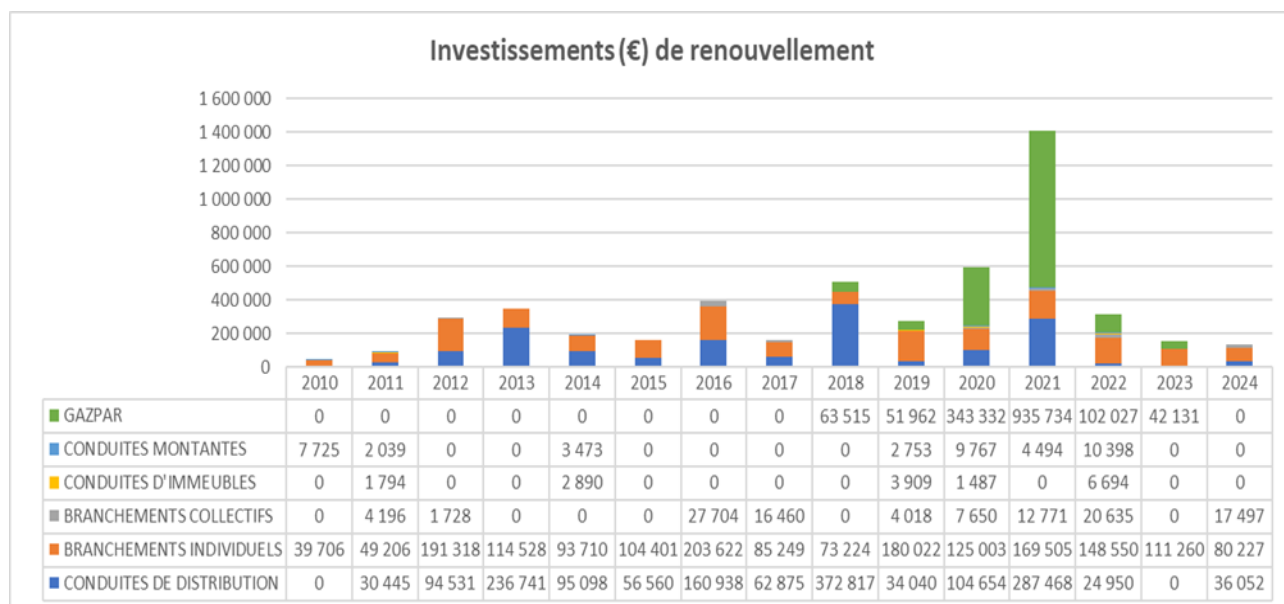
La correction des écarts entre l'inventaire comptable et l'inventaire physique constitue un enjeu identifié et un engagement de résorption par GRDF pour le nouveau modèle de contrat, avec le suivi d'un indicateur composite contractuel : matière, année de pose, diamètre et commune.

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

Il convient donc de prévoir les dispositions contractuelles utiles afin de compléter l'exhaustivité de l'inventaire des ouvrages, mettre en place un dispositif de concertation entre le SDEG 16 et le concessionnaire.

6-2 L'investissement de renouvellement



Le projet GAZPAR a été financé en totalité (1,3 M€) par l'utilisation de provisions pour renouvellement constituées pour les autres ouvrages de réseau.

NB : les comptages et postes clients en location ne sont devenus des biens concédés qu'en 2021.

Au 31 décembre 2023, le montant du stock de PPR pour le SDEG 16 est de 12,4M€.

Compte tenu du présent diagnostic, le SDEG 16 identifie les cibles de renouvellement suivantes à retenir à court et moyen terme, tant pour la sécurité que pour la bonne tenue du patrimoine :

- Pour le réseau de desserte, ont été identifiés : 79 km acier de plus de 55 ans, durée de vie d'utilisation retenue par GRDF pour déterminer la date de renouvellement théorique de l'ouvrage (utilisée pour le calcul de la PPR) soit près de la moitié du total de linéaire d'acier).
- 437m de réseau acier sans protection cathodique active, à fin 2024
 - Dont 117m de réseau acier posé dans les années 60

2,5 km de linéaire de réseau cuivre notamment sur les communes de L'Isle d'Espagnac, La Rochefoucauld en Angoumois (Saint Projet Saint Constant) et La Couronne. Le basculement en MPB des 180m réseau exploité en BP sur CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE est également à organiser. Pour les ouvrages collectifs de branchements et conduites montantes d'immeubles, sont notamment relevés :

- 23 branchements cuivre et 9 branchements collectifs non renseignés pour la matière
- 6 CI non renseignées pour la matière et 3 CI pour la pression
- 1 conduite montante en Plomb (Barbezieux St Hilaire)
- 20 branchements particuliers en plomb (dont 18 à Châteauneuf sur Charente) et 245 dans un matériau non identifié

SDEG 16 – Diagnostic technique du réseau de distribution de gaz

Données à fin 2024

A ces ouvrages, s'ajoutent les extensions et travaux de maillage rendus nécessaires pour faciliter l'injection de biométhane.

- Synthèse sur les cibles principales de traitement pour GRDF :

GRDF a identifié 166 branchements avec régulateur situé à l'intérieur d'un local comme cible principale de traitement, qui feront l'objet d'une maintenance périodique adaptée, ou d'une modification / renouvellement de branchement.

6-3 La qualité du service rendu

Le service rendu apparaît très correct :



Le taux de raccordement dans les délais est à 100%, le non-respect de RDV est de 8 prestations sur 5 000.



Le désabonnement est en nette augmentation en 2023 et 2024(+25%) et 6% des PDL sont inactifs.



Le nombre de 1^{ère} mises en service est en chute passant de 91 en 2022 à 34 en 2023 et 27 en 2024.



On note aussi une baisse de 25% des volumes acheminés en 2023 / 2021 : cette tendance est à suivre pour apprécier l'impact relatif du climat et celui du prix du gaz.



Le nombre d'interventions d'urgence était revenu en 2023 au niveau de 2018 après une forte hausse liée au déploiement de GAZPAR (+50%) mais augmente à nouveau en 2024



85% des incidents répertoriés ont pour siège les branchements et conduites d'immeubles. Le matériel est en cause dans 82% des cas.

Il est attendu de GRDF de préciser la part de ces incidents qui concernent les régulateurs, compteurs et OCI (Organes de Coupure Individuelle) (incluant l'impact compteur communicant).

La part des dommages, suite à travaux de tiers, est limitée à 9 incidents en 2024 comme en 2023 et 2022 (2 à 3% des incidents).